

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

**APERÇU ANNUEL – MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS DE
L'ACCORD SPS RELATIVES À LA TRANSPARENCE ET
PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES SPÉCIFIQUES**

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

Révision

1 INTRODUCTION

1.1. À sa réunion des 15 et 16 mars 2000, le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (le Comité SPS) a demandé au Secrétariat d'établir un document résumant les préoccupations commerciales spécifiques (PCS) qui avaient été portées à son attention depuis 1995.² Depuis lors, le Secrétariat a révisé le document [G/SPS/GEN/204](#) tous les ans afin d'y inclure les nouveaux renseignements communiqués par les Membres.

1.2. De même, à l'[atelier d'octobre 2007 sur la transparence](#), le Comité a demandé au Secrétariat d'établir chaque année un aperçu de la mise en œuvre des dispositions de l'Accord SPS relatives à la transparence.³ Depuis lors, le Secrétariat a révisé chaque année le document [G/SPS/GEN/804](#) pour donner un aperçu du niveau de mise en œuvre des obligations en matière de transparence énoncées dans l'Accord (article 7 et Annexe B) et des procédures recommandées par le Comité pour l'exécution des obligations résultant de l'Accord SPS en matière de transparence.⁴

1.3. La toute dernière révision du texte des Procédures recommandées pour l'exécution des obligations résultant de l'Accord SPS en matière de transparence ([G/SPS/7/Rev.5](#), ci-après "Procédures recommandées en matière de transparence") a été distribuée le 16 janvier 2023. Cette révision "technique" n'inclut pas de changements sur le fond. Elle incorpore des mises à jour basées sur des changements des outils en ligne ([Plate-forme ePing SPS et OTC](#)).

1.4. La [partie A](#) du présent document donne un aperçu du niveau de mise en œuvre des obligations en matière de transparence qui figurent dans l'Accord SPS (contenu précédemment dans la série de documents [G/SPS/GEN/804](#)) et la [partie B](#) contient des renseignements sur les PCS (contenu précédemment dans la série de documents [G/SPS/GEN/204](#)). En outre, la [partie C](#) du document couvre d'autres aspects liés à la transparence, y compris les [recommandations en matière de transparence issues du cinquième examen](#) du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord SPS, adopté en 2020⁵, des renseignements détaillés sur l'[amélioration des outils informatiques dans le domaine SPS](#) et les [travaux relatifs à la transparence](#) menés par le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF).

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

² [G/SPS/R/18](#), paragraphe 20.

³ Voir les recommandations découlant de l'[atelier de 2007 sur la transparence](#) au paragraphe 44 du document [G/SPS/R/47](#). Voir aussi la note de bas de page 6 du document [G/SPS/7/Rev.5](#) où il est dit que le Secrétariat devrait établir un rapport annuel sur le niveau de mise en œuvre des dispositions de l'Accord SPS relatives à la transparence et des procédures recommandées relatives à la transparence.

⁴ Depuis 2021, les renseignements figurant auparavant dans les documents [G/SPS/GEN/804](#) et [G/SPS/GEN/204](#) et leurs révisions ont été fusionnés dans un seul document.

⁵ Voir les documents [G/SPS/64](#) et [G/SPS/64/Add.1](#).

1.5. Le Secrétariat s'est beaucoup appuyé, pour établir ce document, sur la nouvelle [Plate-forme ePing SPS et OTC](#). Ce nouvel outil intègre tous les outils informatiques SPS et OTC précédemment disponibles (à savoir le Système de gestion des renseignements SPS et OTC (SPS IMS et TBT IMS), les systèmes de présentation des notifications SPS et OTC (SPS NSS et TBT NSS), ainsi que le nouveau système d'alerte ePing. Ces systèmes distincts ont tous été supprimés quand la nouvelle plate-forme ePing SPS et OTC a été lancée. Entre autres fonctions, cette plate-forme sert aujourd'hui de point d'entrée unique pour la recherche de renseignements spécialisés et détaillés sur les notifications SPS (et OTC), les PCS, les coordonnées des autorités nationales responsables des notifications et des points d'information nationaux (PIN), ainsi que d'autres documents. Elle permet d'effectuer des recherches avancées suivant des critères spécifiques et facilite l'élaboration de rapports et de graphiques personnalisés qui peuvent être communiqués aux parties intéressées. La majeure partie des données sur lesquelles reposent les analyses contenues dans le présent document sont publiques et peuvent être consultées au moyen de la plate-forme ePing SPS et OTC. De plus amples renseignements sur la nouvelle plate-forme figurent dans la [partie C](#) du présent document.

1.6. La page Web présentant l'[ensemble des instruments de transparence à la disposition des Membres](#) est régulièrement mise à jour pour rationaliser les renseignements disponibles. Entre autres fonctionnalités, elle propose un [quiz](#) permettant aux utilisateurs d'évaluer eux-mêmes leurs connaissances des questions liées à la transparence dans le domaine SPS.

1.7. L'une des conclusions clés qui peut être tirée de ce document est que, dans l'ensemble, **le niveau de mise en œuvre des obligations de l'Accord SPS en matière de transparence** par les Membres de l'OMC **est élevé**. Depuis 1995, 131 Membres (80% des Membres) ont présenté au moins une notification; 161 (98%) et 163 Membres (99%) ont fourni des coordonnées pour leurs autorités nationales responsables des notifications SPS et leurs points d'information nationaux SPS, respectivement.

1.8. De plus, en 2022, les **12 points clés** suivants peuvent être soulignés:

1. 64 Membres ont présenté un **nombre record de 2 172 notifications** de mesures SPS nouvelles ou modifiées, y compris des addenda et des corrigenda aux notifications ordinaires comme aux notifications de mesures d'urgence.
2. Un **nombre record d'addenda** aux notifications ordinaires (553) ont été présentés, principalement en communiquant des renseignements relatifs à **l'adoption, à la publication ou à l'entrée en vigueur** de mesures notifiées.
3. La **Communauté d'Afrique de l'Est** (CAE) a commencé à présenter des notifications SPS conjointes.
4. Deux des pays les moins avancés (PMA) Membres, la **Tanzanie** et l'**Ouganda**, figurent parmi les 10 Membres ayant présenté le plus de notifications ordinaires.
5. Comme les années précédentes, la plus grande part (75%) des notifications ordinaires présentées concernaient la **sécurité sanitaire des produits alimentaires**; 91% des notifications de mesures d'urgence présentées concernaient la **santé des animaux**.
6. Au total, 71% des 396 notifications de mesures d'urgence présentées en 2022 concernaient la **grippe aviaire**.
7. Le Comité SPS a régulièrement utilisé la plate-forme **eAgenda** pour ajouter des points à l'ordre du jour et soulever des préoccupations.
8. Les Membres ont examiné **69 PCS**, dont **26 nouvelles** préoccupations; **19 Membres (12%)** ont soulevé au moins une PCS.
9. Au total, **45 PCS** ont été déclarées **résolues** ou **partiellement résolues**.
10. La nouvelle [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) a été **lancée officiellement**.
11. Au total, **97%** de toutes les notifications SPS ont été **présentées en ligne**.
12. Une "**clinique des notifications**" pour les fonctionnaires responsables des notifications SPS a été organisée pour la toute première fois au Comité SPS.

Table des matières

1 INTRODUCTION	1
2 PARTIE A – MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS RELATIVES À LA TRANSPARENCE....	4
2.1 Désignation des autorités responsables des notifications et des points d'information	4
2.2 Présentation des notifications.....	4
2.2.1 Types de notifications.....	5
2.2.2 Membres notifiants	7
2.2.3 Produits visés.....	12
2.2.4 Régions/pays concernés	13
2.2.5 Objectif et raison d'être	14
2.2.6 Relation entre l'objectif de la mesure et les régions/pays concernés.....	15
2.2.7 Normes, directives ou recommandations internationales	17
2.2.8 Date projetée pour l'adoption/la publication/l'entrée en vigueur	19
2.2.9 Date limite pour la présentation des observations	20
2.2.10 Addenda aux notifications ordinaires et aux notifications de mesures d'urgence	22
2.3 Mots clés des notifications	23
2.4 Notifications et documents liés à la COVID-19.....	24
3 PARTIE B – PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES SPÉCIFIQUES.....	26
3.1 Aperçu général des préoccupations commerciales spécifiques (1995-2022).....	26
3.2 Préoccupations commerciales spécifiques examinées en 2022.	33
3.2.1 Résolution des PCS en 2022.....	35
3.2.2 Bons offices du Président.....	35
4 PARTIE C – AUTRES ASPECTS RELATIFS À LA TRANSPARENCE.....	36
4.1 Recommandations relatives à la transparence formulées dans le cadre du cinquième examen	36
4.2 Assistance technique et ateliers.....	36
4.3 Outils informatiques dans le domaine SPS	37
4.3.1 La nouvelle Plate-forme ePing SPS et OTC	37
4.3.2 eAgenda	41
4.4 Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF)	41

2 PARTIE A – MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS RELATIVES À LA TRANSPARENCE

2.1. La partie A du présent document donne un aperçu du niveau de mise en œuvre des dispositions de l'Accord SPS relatives à la transparence et des procédures recommandées en matière de transparence figurant dans le document [G/SPS/7/Rev.5](#) (voir les précédentes révisions de la série de documents [G/SPS/GEN/804](#)), l'accent étant mis sur l'année 2022. Il ne contient pas de renseignements sur les domaines dans lesquels le Secrétariat n'intervient pas directement (tels que la publication rapide d'un avis de projet de règlement, les réponses des Membres aux demandes de documents ou de renseignements, la communication d'observations sur les notifications et la réponse à ces observations par le Membre notifiant, entre autres choses).

2.1 DÉSIGNATION DES AUTORITÉS RESPONSABLES DES NOTIFICATIONS ET DES POINTS D'INFORMATION

2.2. Le paragraphe 10 de l'Annexe B de l'Accord SPS exige que les Membres désignent une seule autorité du gouvernement central qui sera responsable de la mise en œuvre des procédures de notification. Cet organisme est appelé "autorité nationale responsable des notifications SPS". Au 31 décembre 2022, sur les 164 Membres de l'OMC, 161 (98%) avaient désigné une telle autorité. Les Membres qui n'avaient pas désigné d'autorité nationale responsable des notifications étaient tous des PMA.⁶ De plus, un gouvernement ayant le statut observateur a désigné une autorité nationale responsable des notifications.

2.3. Le paragraphe 3 de l'Annexe B de l'Accord SPS dispose que chaque Membre doit établir un point d'information national (PIN) chargé de répondre à toutes les questions raisonnables et de fournir les documents pertinents. Au 31 décembre 2022, sur les 164 Membres de l'OMC, 163 (99%) avaient communiqué à l'OMC les renseignements relatifs à leur PIN. Un PMA n'a pas encore établi de point d'information national. Trente-trois Membres ont identifié plusieurs points d'information SPS. Au total, 24 Membres ont indiqué que leur autorité nationale chargée des notifications et leur point d'information national étaient la même institution. De plus, trois gouvernements ayant le statut d'observateur ont communiqué à l'OMC les coordonnées de leur PIN.

2.4. En 2022, 36 Membres ont mis à jour les coordonnées de leur autorité nationale responsable des notifications et/ou de leur PIN; ces informations sont disponibles via la nouvelle [Plate-forme ePing SPS et OTC](#). Sur cette nouvelle plate-forme, les utilisateurs ayant les droits d'administrateur pour les notifications doivent veiller à ce que les coordonnées des autorités nationales responsables des notifications et des PIN soient à jour (voir la [section 4.3.1.1.2](#) pour des informations plus détaillées). Il peut être utile qu'au moins deux membres du personnel suivent une formation sur le fonctionnement de l'autorité nationale responsable des notifications/du point d'information national, de sorte que l'une des deux personnes puisse s'absenter ou être affectée à d'autres tâches, comme le recommande le [manuel pratique pour les autorités nationales responsables des notifications SPS et des points d'information nationaux SPS](#). Les Membres sont encouragés à utiliser, dans la mesure du possible, une adresse électronique institutionnelle plutôt qu'une adresse personnelle.⁷

2.2 PRÉSENTATION DES NOTIFICATIONS

2.5. Dans le cadre de l'Accord SPS, les notifications servent à informer les autres Membres des réglementations nouvelles ou modifiées qui peuvent avoir un effet notable sur le commerce. Les paragraphes 5 à 8 de l'Annexe B et les Procédures recommandées en matière de transparence détaillent les procédures de notification que les Membres doivent suivre. Pour plus de commodité, les points soulignés ci-après sont classés dans l'ordre dans lequel ils apparaissent dans le modèle de notification ordinaire et le modèle de notification de mesures d'urgence. La présentation en ligne des notifications améliore encore la qualité des renseignements communiqués, ce qui accroît l'efficacité et permet d'effectuer de meilleures recherches. Comme indiqué ci-dessus, cette fonctionnalité est actuellement disponible pour les utilisateurs disposant des droits pertinents sur la

⁶ Les catégories de niveau de développement sont fondées sur les définitions de l'OMC figurant dans la base de données de référence de l'OMC utilisées à des fins d'analyse ([idb@wto.org](#)). Ces définitions peuvent être consultées via la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) en cliquant sur "Faits et chiffres", puis sur "Définitions des groupes" dans le menu supérieur.

⁷ D'autres recommandations figurent dans le [manuel pratique pour les autorités nationales responsables des notifications SPS et des points d'information nationaux SPS](#).

[Plate-forme ePing SPS et OTC](#) (de plus amples renseignements sont disponibles à la [section 4.3.1.1.4](#)).

2.2.1 Types de notifications

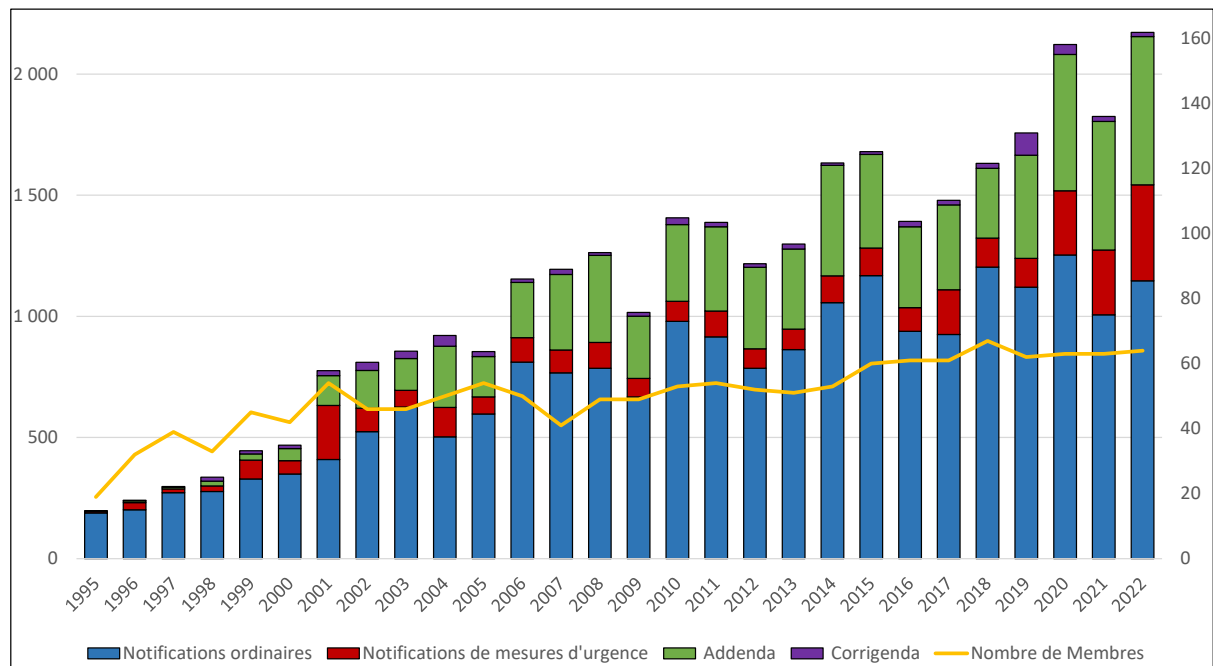
2.6. Les deux principaux types de notifications sont les notifications ordinaires et les notifications de mesures d'urgence. En outre, des addenda, des corrigenda, des révisions ou des suppléments peuvent être publiés après la notification initiale, qu'elle soit ordinaire ou qu'elle concerne des mesures d'urgence.⁸ Un addendum permet de communiquer des renseignements additionnels ou des changements concernant une notification initiale, par exemple si les produits visés par la réglementation projetée sont modifiés ou si le délai prévu pour la présentation des observations est prolongé, ou encore si une mesure notifiée est entrée en vigueur. Un corrigendum permet de corriger une erreur dans une notification initiale, telle qu'un élément inexact dans une adresse. Une révision permet de remplacer une notification existante, par exemple si un projet de réglementation notifié a été substantiellement remanié ou si une notification comporte un nombre d'erreurs important. Tous les types de notifications peuvent être remplis directement et présentés via la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) (voir la [section 4.3.1.1.4](#)).

2.7. Le graphique 1 fait état du nombre de notifications ordinaires et de notifications de mesures d'urgence (y compris les addenda et les corrigenda) présentées annuellement depuis 1995. Au 31 décembre 2022, les Membres avaient présenté⁹ 20 668 notifications ordinaires (dont 200 révisions), 3 194 notifications de mesures d'urgence (dont 15 révisions), 6 764 addenda et 577 corrigenda, ce qui correspond à un total général de 31 832 notifications. Malgré certaines diminutions ponctuelles certaines années, le nombre total de notifications présentées chaque année affiche, de manière générale, une tendance à la hausse, atteignant en 2022 un record historique de 2 172 notifications. Ce sont ainsi 1 147 notifications ordinaires (dont 13 révisions), 396 notifications de mesures d'urgence, 612 addenda et 17 corrigenda qui ont été présentées. Par rapport à l'année précédente, le nombre des notifications ordinaires a augmenté, passant de 1 006 en 2021 à 1 147 en 2022 (augmentation de 14%), et le nombre de notifications de mesures d'urgence a également augmenté, de 268 en 2021 à 396 en 2022 (augmentation de 48%). Le nombre total d'addenda présentés a augmenté, passant de 530 en 2021 à 612 en 2022 (augmentation de 16%). Cependant, alors que le nombre d'addenda aux notifications ordinaires a augmenté, de 430 en 2021 à 553 en 2022 (augmentation de 29%), le nombre d'addenda aux notifications de mesures d'urgence a connu une forte baisse, chutant d'un maximum historique de 100 addenda concernant des notifications de mesures d'urgence en 2021 à 59 en 2022 (baisse de 41%) (voir la [section 2.2.10](#)). La moyenne mensuelle des notifications présentées a augmenté, passant de 152 en 2021 à 181 en 2022.

⁸ Pour plus de détails sur les différents types de notifications, voir l'[ensemble des instruments de transparence à la disposition des Membres](#) et les Procédures recommandées en matière de transparence ([G/SPS/7/Rev.5](#)).

⁹ Aux fins de la présente note, la présentation est la date de distribution de la notification par le Secrétariat.

Graphique A.1 – Notifications ordinaires et notifications de mesures d'urgence (y compris les révisions), addenda et corrigenda concernant les deux types de notification présentés, et nombre de Membres ayant présenté au moins une notification, par année



2.8. En juin 2002, le Comité SPS a adopté un mode de présentation spécial et des procédures recommandées pour la notification de la détermination de la reconnaissance de l'équivalence de mesures sanitaires ou phytosanitaires. Au 31 décembre 2022, [10 notifications en matière d'équivalence](#) avaient été distribuées, soit du Panama (1 en 2007), de la République dominicaine (1 en 2008) et des États-Unis (5 en 2019 et 3 en 2022). Une séance thématique sur l'équivalence s'est tenue en deux parties en octobre 2018 et en mars 2019, dans le cadre du cinquième examen.¹⁰

2.9. En avril 2004, le Secrétariat a mis en place un mécanisme permettant aux Membres de s'informer mutuellement de l'existence de traductions non officielles des mesures SPS notifiées dans l'une des langues de travail de l'OMC. Ces traductions sont communiquées sous forme de suppléments à la notification originale. Au 31 décembre 2022, [19 suppléments](#) avaient été distribués. Aucun n'a été présenté depuis 2015. L'existence de traductions a été périodiquement abordée au Comité SPS au titre des questions liées à la transparence.¹¹ Fait intéressant, le même mécanisme utilisé pour l'échange de traductions des réglementations OTC notifiées, lancé en janvier 2008, a donné lieu à la notification de plus de [251 suppléments](#), bien que, de même que dans le domaine SPS, il n'ait pas été utilisé depuis 2016. Dans ce contexte, il convient de souligner que les Membres peuvent aussi partager des traductions non officielles au moyen de la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#), bien que celle-ci n'ait pas encore été utilisée dans ce but (voir la [section 4.3.1](#), partie C).

2.10. En octobre 2004, le Comité SPS a adopté une procédure visant à améliorer la transparence du traitement spécial et différencié (TSD) en faveur des pays en développement Membres qui incluait un modèle d'addendum destiné à être utilisé pour informer le Comité de la décision prise par un Membre sur le point de savoir si et comment un traitement spécial et différencié peut être accordé en réponse à une demande spécifique. La procédure et le modèle d'addendum ont été révisés en décembre 2009 ([G/SPS/33/Rev.1](#)) puis, comme susmentionné, le modèle de notification a été incorporé dans la version précédente des Procédures recommandées en matière de transparence ([G/SPS/7/Rev.4](#)) pour plus de commodité. Aucune notification relative au TSD n'a jamais été

¹⁰ Les programmes des parties 1 et 2 de la séance thématique figurent dans les documents [G/SPS/GEN/1640/Rev.1](#) et [G/SPS/GEN/1675/Rev.1](#), respectivement, et les rapports se trouvent dans les documents [G/SPS/R/93](#) et [G/SPS/R/94](#). Les exposés présentés lors des deux parties de la séance peuvent être consultés à l'adresse suivante: https://www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/events_f.htm.

¹¹ Voir, par exemple, les rapports sur le quatrième examen et l'[atelier sur la transparence de 2017](#), qui se trouvent respectivement dans les documents [G/SPS/62](#) et [G/SPS/R/89](#).

distribuée par les Membres de l'OMC selon cette procédure. Tous les types de notifications sont résumés dans le tableau A.1.

Tableau A.1 – Notifications SPS présentées par les Membres de l'OMC (y compris les notifications en matière d'équivalence et les suppléments)

Type de notification (temporairement en anglais)	Depuis 1995	En 2022	Variation depuis 2021
Notification ordinaire (y compris les révisions)	20 668	1 147	+14%
Notification de mesure d'urgence (y compris les révisions)	3 194	396	+48%
Addenda à une notification ordinaire	6 661	553	+29%
Addenda à une notification de mesure d'urgence	715	59	-41%
Corrigenda concernant une notification ordinaire	524	14	-18%
Corrigenda concernant une notification de mesure d'urgence	70	3	-25%
Notifications en matière d'équivalence	10	3	+3
Suppléments	19	0	-
Total	31 861	2 175	

2.2.2 Membres notifiants

2.11. Au 31 décembre 2022, sur les 164 Membres de l'OMC, 131 (80%) avaient présenté au moins 1 notification à l'OMC, soit 2 Membres de plus que l'année précédente. Plusieurs États membres de l'UE n'ont pas présenté de notification; cependant, la plupart des mesures SPS sont notifiées par l'Union européenne au nom de tous ses États membres.^{12,13} En outre 13 pays en développement Membres et 11 PMA n'ont jusqu'ici présenté aucune notification. En 2022, 64 Membres ont présenté au moins une notification. Le nombre des Membres présentant des notifications chaque année s'est accru considérablement depuis 1995, et il est resté relativement stable au cours des dernières années ([Graphique A.1](#)).

2.12. En 2022, la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) a commencé à présenter des notifications SPS (et OTC) conjointes via la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#). Les autorités nationales responsables des notifications du Burundi, du Kenya, du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Ouganda qui disposent des droits adéquats peuvent désormais présenter des notifications au nom des unes et des autres pour les projets de mesures de la CAE. Au total, 27 notifications conjointes ont été présentées depuis août 2022 et les notifications correspondantes ont été distribuées avec 5 cotes. La présentation conjointe de notifications améliore un peu plus la coordination régionale et les facilite le travail des Membres et du Secrétariat. L'Organisation de normalisation du Golfe (GSO) présente des notifications conjointes depuis 2001 et d'autres Membres envisagent aussi cette option pour rationaliser leur travail.

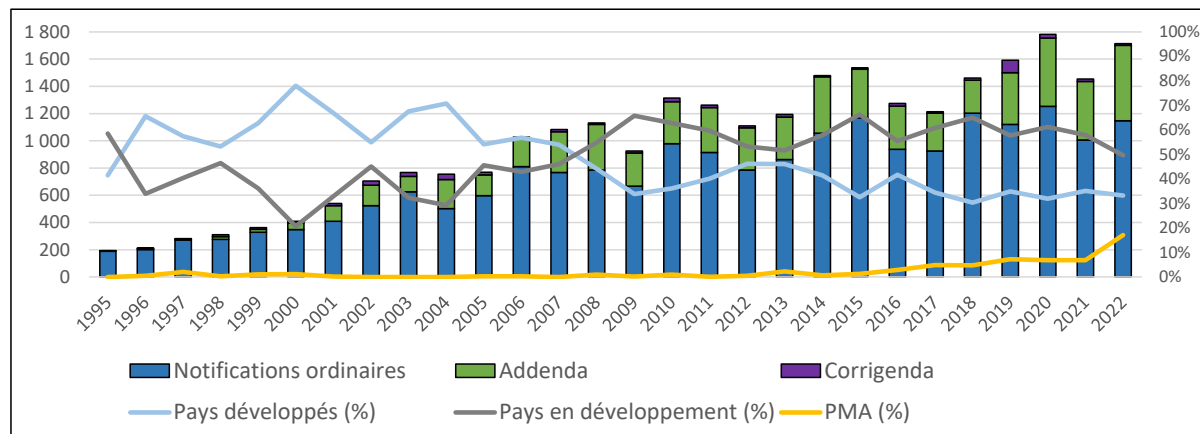
2.13. Les graphiques A.2 et A.3 indiquent respectivement le nombre de notifications ordinaires et de notifications de mesures d'urgence (y compris les addenda et corrigenda), ainsi que les pourcentages correspondant à ces deux types de notification, par niveau de développement des Membres. Le graphique A.2 montre que la part des notifications ordinaires présentées par les pays en développement Membres est en progression depuis 2000 et est supérieure à celle des notifications ordinaires présentées par les pays développés Membres depuis 2008. La part des notifications présentées par les PMA est globalement très faible, mais elle a augmenté au cours des dernières années, pour atteindre 17% en 2022, principalement en raison du nombre élevé de notifications présentées par l'Ouganda (132, voir [graphique A.9](#)) et par la Tanzanie (70). Il ressort du graphique A.3 que le pourcentage correspondant aux notifications de mesures d'urgence présentées par les pays en développement Membres est supérieur à 50% depuis 2002. Bien qu'en

¹² Voir le document [G/SPS/GEN/456](#) concernant les procédures de notification pour l'Union européenne et ses États membres.

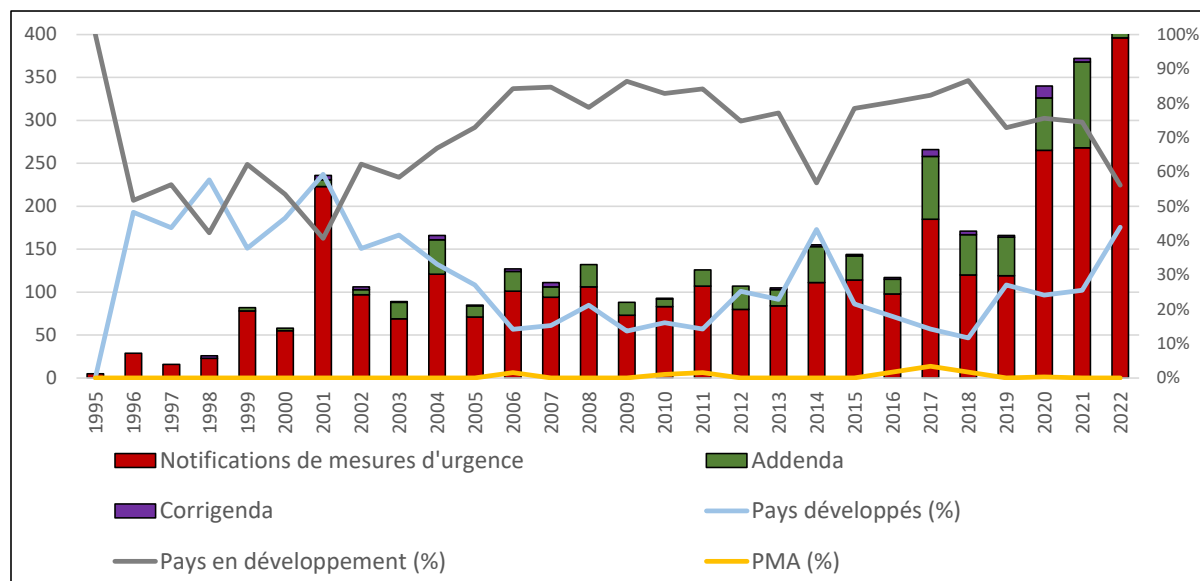
¹³ L'information fournie par l'Union européenne couvre ses 28 États membres du 1^{er} juillet 2013 au 31 janvier 2020. Le Royaume-Uni s'est retiré de l'Union européenne à compter du 1^{er} février 2020. L'Union européenne et le Royaume-Uni ont indiqué que, pendant la période de transition, qui a pris fin le 31 décembre 2020, le régime SPS de l'Union européenne continuait de s'appliquer au Royaume-Uni. Voir les documents [WT/GC/206](#) et [G/SPS/GEN/1767](#).

général, l'écart en pourcentage entre le nombre de notifications de mesures d'urgence présentés par les pays développés Membres et celui des pays en développement Membres soit beaucoup plus grand que dans le cas des notifications ordinaires, en 2022, on observe une réduction importante de l'écart en pourcentage entre le nombre de notifications de mesures d'urgence présentés par les pays développés Membres et celui des pays en développement Membres, due principalement au nombre élevé de notifications de mesures d'urgence présentées par le Japon (174, [graphique A.10](#)).

Graphique A.2 – Nombre de notifications ordinaires et pourcentage par niveau de développement

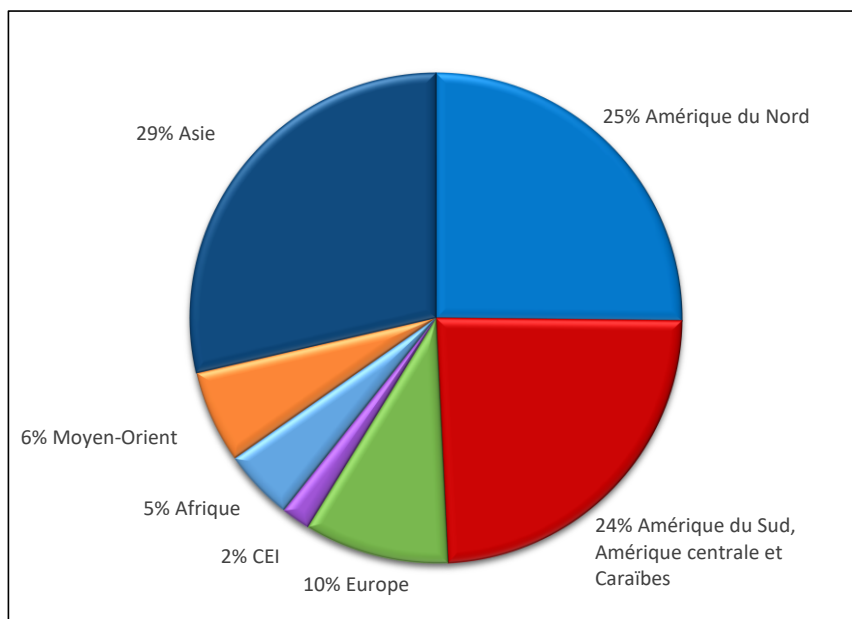


Graphique A.3 – Nombre de notifications de mesures d'urgence et pourcentage par niveau de développement

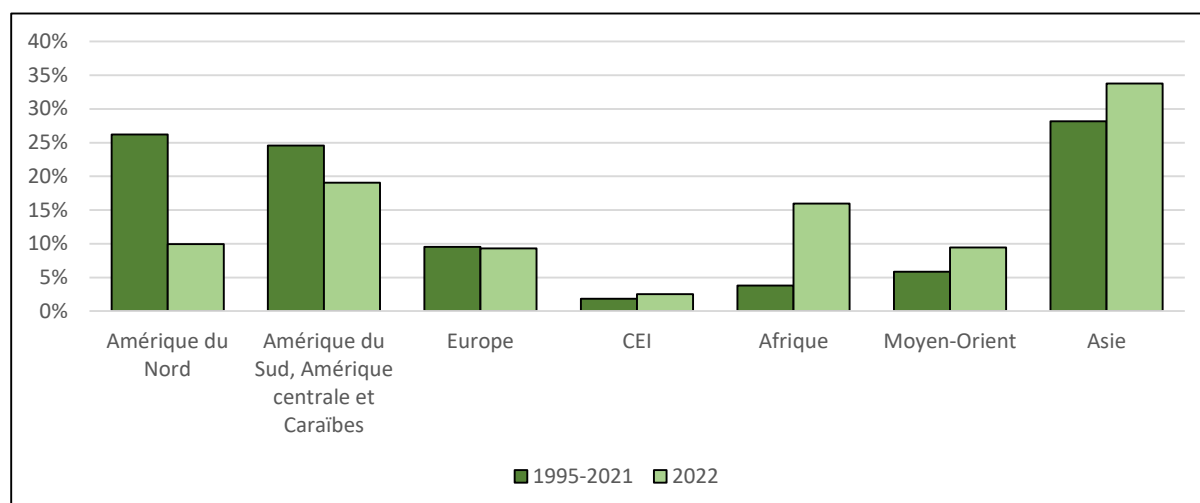


2.14. En ce qui concerne la répartition géographique des notifications présentées depuis 1995, le graphique A.4 montre que la plupart proviennent de l'Asie (29%), puis de l'Amérique du Nord (25%), et de la région de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et des Caraïbes (24%).¹⁴

¹⁴ Les groupements géographiques utilisés sont fondés sur les définitions de l'OMC figurant dans la base de données de référence de l'OMC utilisées à des fins d'analyse (idb@wto.org). Les mêmes groupements sont utilisés dans les rapports annuels de l'OMC. Ils peuvent être consultés sur la Plate-forme ePing SPS et OTC en cliquant sur l'onglet "Faits et chiffres", "Définitions des groupes" dans la barre des menus figurant en haut de l'écran.

Graphique A.4 – Notifications par région géographique depuis 1995

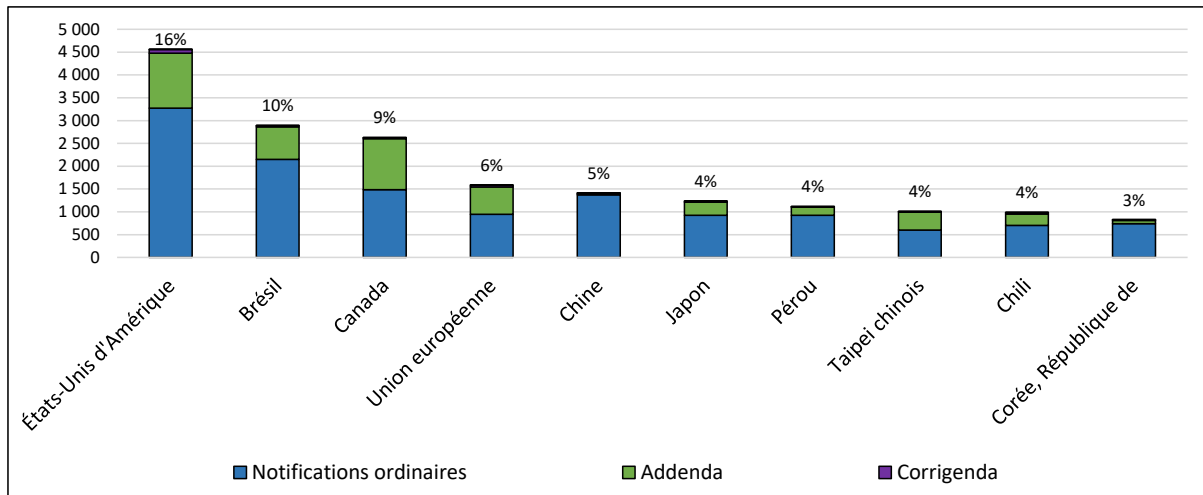
2.15. Si l'on compare le pourcentage de notifications présentées en 2022 à la moyenne des notifications présentées par les différentes régions entre 1995 et 2021, on constate une diminution frappante en ce qui concerne l'Amérique du Nord (de 26% jusqu'à la fin de 2021 à 10% en 2022) et une diminution modérée pour l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes (de 25% à 19%). En revanche, une augmentation a été observée dans le cas de l'Asie (de 28% à 34%) et de la région du Moyen-Orient (de 6% à 9%). En moyenne, le pourcentage de notifications présentées par des pays africains Membres a quadruplé (de 4 à 16%) (graphique A.5). Comme indiqué précédemment, dans le cas de l'Afrique, l'Ouganda (132 notifications) et la Tanzanie (70 notifications) sont les Membres qui ont le plus contribué à l'augmentation du pourcentage de notifications en 2022, y compris en comptant les notifications conjointes de la CAE. Dans le cas de l'Asie, le Japon (354 notifications) et la Thaïlande (140 notifications) ont le plus contribué à l'augmentation du pourcentage. Pour la région du Moyen-Orient, les principaux Membres notifiants sont les Émirats arabes unis (52 notifications) et l'Arabie saoudite (50 notifications), y compris en comptant les notifications conjointes du GSO.

Graphique A.5 – Comparaison entre les notifications présentées par région géographique au cours de la période 1995-2021 et en 2022

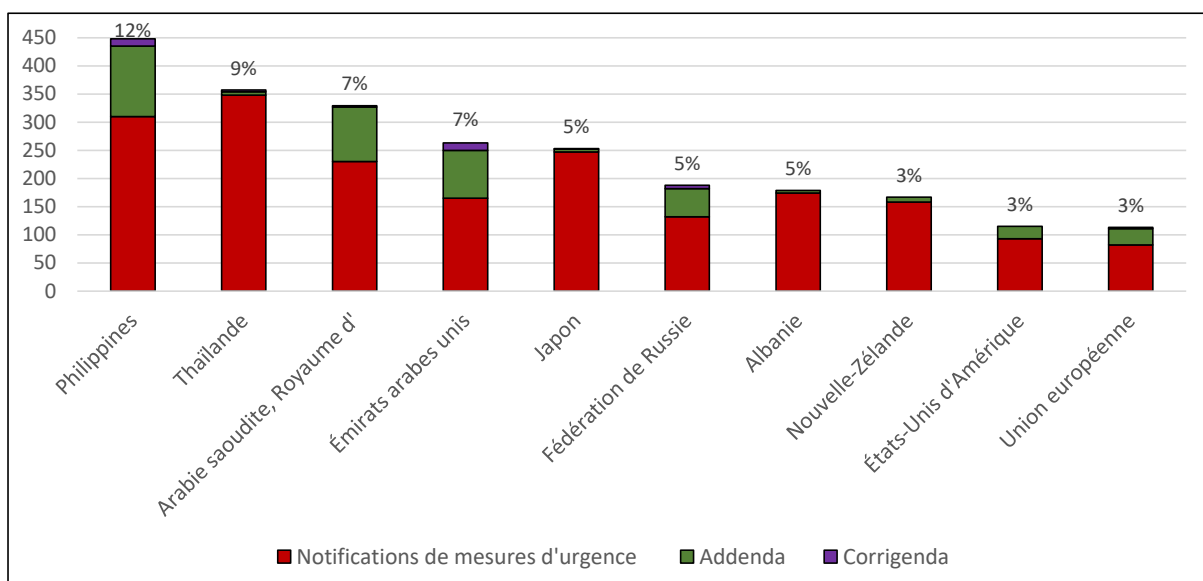
2.16. Les graphiques A.6 et A.7 font état des Membres qui avaient présenté le plus grand nombre de notifications (ordinaires et de mesures d'urgence) depuis 1995, et les graphiques A.8 et A.9, des Membres qui ont présenté le plus grand nombre de notifications en 2022. Dans les quatre

graphiques, les barres représentent le nombre de notifications par type et les valeurs indiquées au-dessus des barres sont les pourcentages correspondants, calculés par rapport au nombre total de notifications (ordinaires – graphiques A.6 et A.8; mesures d'urgence – graphiques A.7 et A.9) présentées.

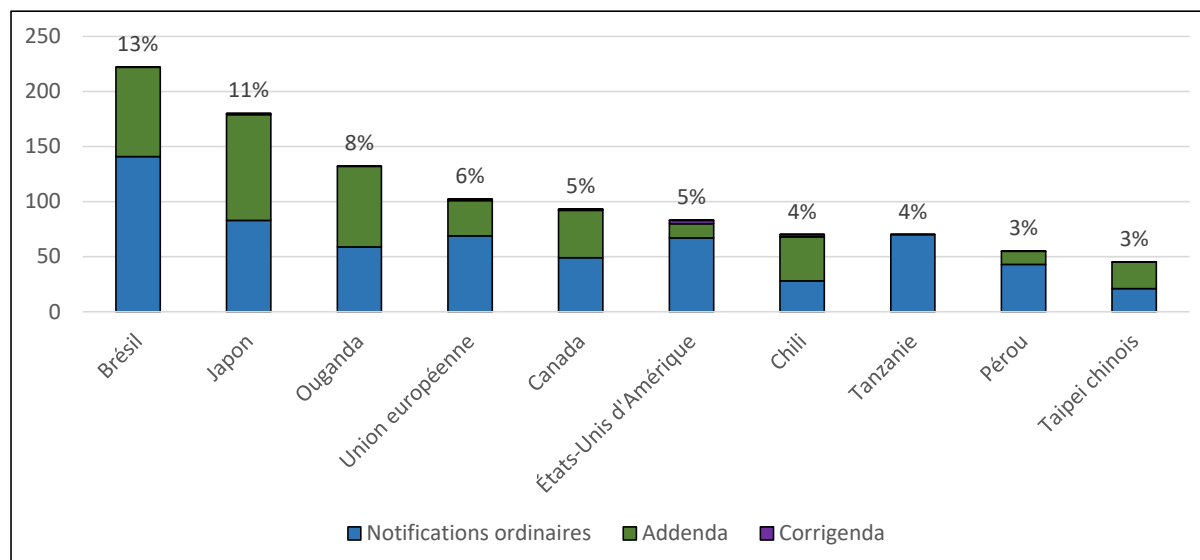
Graphique A.6 – Les 10 Membres qui ont présenté le plus grand nombre de notifications ordinaires depuis 1995 (pourcentage par rapport au total des notifications ordinaires)



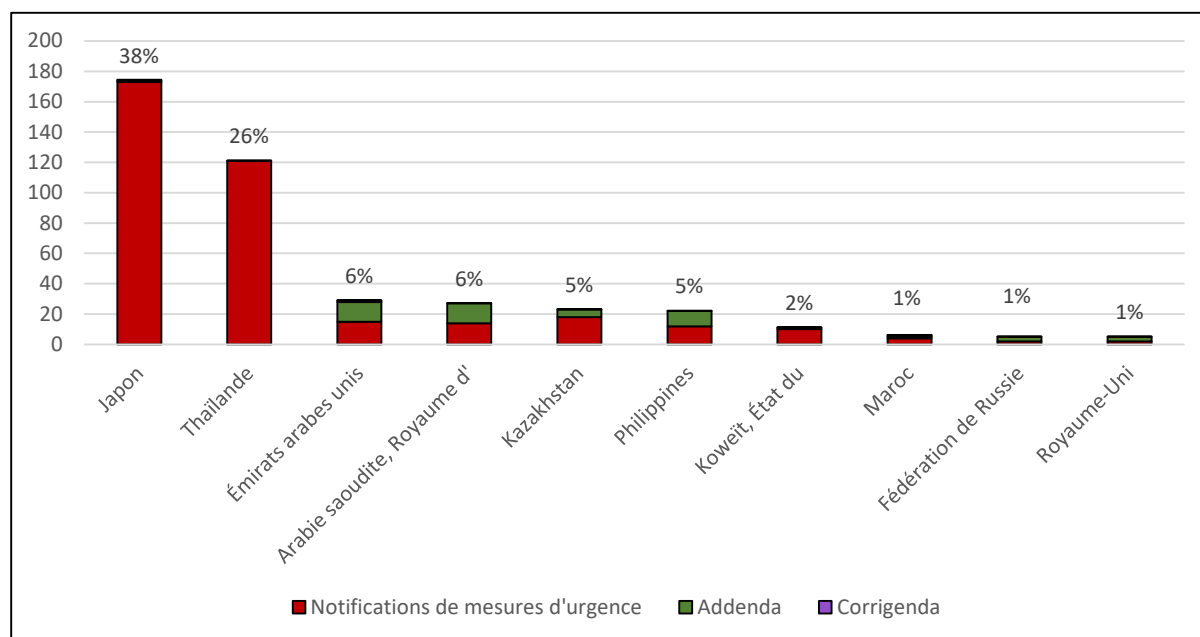
Graphique A.7 – Les 10 Membres qui ont présenté le plus grand nombre de notifications de mesures d'urgence depuis 1995 (pourcentage par rapport au total des notifications de mesures d'urgence)



Graphique A.8 – Membres qui ont présenté le plus grand nombre de notifications ordinaires en 2022 (pourcentage par rapport au total des notifications ordinaires)



Graphique A.9 – Membres qui ont présenté le plus grand nombre de notifications de mesures d'urgence en 2022 (pourcentage par rapport au total des notifications de mesures d'urgence)



2.17. En 2022 (graphique A.8), le Brésil a présenté 13% de l'ensemble des notifications ordinaires distribuées. En outre, la Tanzanie figure parmi les 10 Membres ayant présenté le plus grand nombre de notifications pour la troisième année consécutive. Jusqu'au 31 décembre 2019, la Tanzanie avait présenté un total de 29 notifications. En 2020, 2021 et 2022, elle a présenté 72, 60 et 70 notifications, respectivement, ce qui donne à penser que le nombre de notifications de ce Membre est supérieur à la tendance historique. En outre, un autre PMA, l'Ouganda, figure parmi les 10 Membres ayant présenté le plus grand nombre de notifications pour la première année. Jusqu'au 31 décembre 2021, l'Ouganda avait présenté un total de 177 notifications. En 2022, l'Ouganda a présenté 132 notifications, soit 43% de l'ensemble des notifications ordinaires présentées depuis 1995. S'agissant des notifications de mesures d'urgence (graphique A.9), le Japon et la Thaïlande ont présenté environ les deux-tiers de l'ensemble des notifications de mesures d'urgence distribuées. Le Japon, avec 174 des 458 (38%) des notifications de mesures d'urgence distribuées en 2022, qui étaient pour la plupart liées à la grippe aviaire ([encadré 1](#)), figure aujourd'hui parmi les 10 Membres

ayant présenté le plus grand nombre de notifications de mesures d'urgence depuis 1995 (graphique A.9). Le Royaume-Uni a remplacé l'Australie parmi les 10 Membres ayant présenté le plus de notifications, tandis que les 9 autres restent les mêmes qu'en 2021.

2.18. Lorsqu'on examine la ventilation selon le type de notification, les données montrent que certains des 10 principaux auteurs de notifications présentent un grand nombre d'addenda aux notifications, par exemple pour fournir des renseignements sur la modification du contenu d'une réglementation déjà notifiée ou sur son entrée en vigueur. D'autres présentent de nombreuses notifications mais moins d'addenda à des fins de suivi. Les données globales sur l'utilisation des addenda sont présentées dans la [section 2.2.10](#).

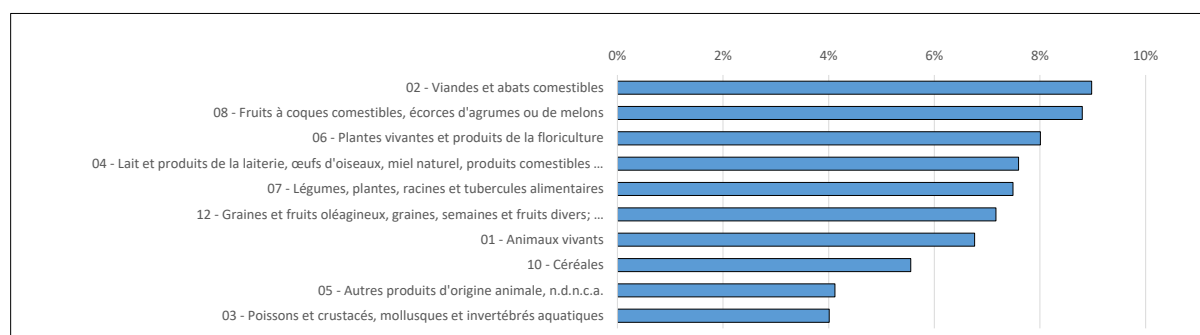
2.2.3 Produits visés

2.19. Conformément aux paragraphes 5 et 6 de l'Annexe B de l'Accord SPS et aux Procédures recommandées en matière de transparence, les Membres doivent indiquer les produits visés par une mesure SPS nouvelle ou modifiée et devraient fournir les codes correspondants du SH. La plupart des Membres ont fait part de leur souhait que ces codes soient fournis par leurs partenaires commerciaux.¹⁵ Toutefois, d'après les réponses au dernier questionnaire en date sur la transparence, l'identification des codes pertinents du SH constitue l'une des principales difficultés rencontrées par les Membres lorsqu'ils doivent établir une notification.¹⁶

2.20. Depuis 1995, le Répertoire central des notifications de l'OMC indique dans la mesure du possible les codes correspondants du SH pour toutes les notifications lorsqu'ils ne sont pas fournis par les Membres.¹⁷ La présentation en ligne des notifications via la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) facilite l'inclusion des codes du SH (et ICS) en proposant aux Membres la fonction de recherche intégrée, qui permet d'obtenir des renseignements plus précis. Depuis septembre 2020, les Membres peuvent préciser les codes pertinents de toutes les versions du SH, qu'ils peuvent sélectionner dans une liste déroulante quand ils présentent leurs notifications en ligne (voir la [section 4.3.1.1.4](#)). Cette mise à jour visait à rendre plus exacte l'indication des produits mentionnés et à faciliter l'accès aux codes pertinents du SH, améliorant ainsi la qualité des notifications.

2.21. À titre simplement indicatif, les graphiques A.10 et A.11 montrent, au niveau à deux chiffres du SH, les produits le plus souvent visés par des notifications ordinaires et des notifications de mesures d'urgence depuis 1995. Il convient de souligner que seuls les codes du SH indiqués dans au moins 3% des notifications sont représentés et que certaines désignations ont été écourtées pour des raisons d'affichage.

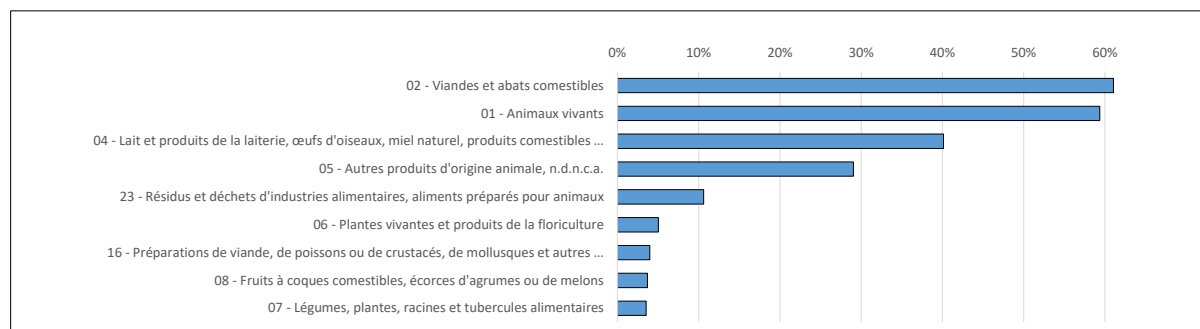
Graphique A.10 – Codes du SH les plus fréquemment attribués aux notifications ordinaires depuis 1995



¹⁵ Pour plus de détails à ce sujet, voir l'Analyse des réponses au questionnaire sur le fonctionnement des points d'information et des autorités nationales responsables des notifications SPS ([G/SPS/GEN/751/Rev.1](#), paragraphes 11 et 18).

¹⁶ Pour plus de détails à ce sujet, voir l'Analyse des réponses au questionnaire sur la transparence au titre de l'Accord SPS, ([G/SPS/GEN/1402](#), paragraphe 2.1).

¹⁷ Ces renseignements sont disponibles sur la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) uniquement à des fins de suivi.

Graphique A.11 – Codes du SH les plus fréquemment attribués aux notifications de mesures d'urgence depuis 1995

2.22. Il est intéressant de noter que les codes du SH affectés aux notifications ordinaires sont plus variés et que des pourcentages élevés similaires correspondent à ces notifications (10 codes différents sont mentionnés dans plus de 3% des notifications, le pourcentage le plus élevé, à avoir 9%, correspondant au code 02 du SH – Viandes et abats comestibles et au code 08 du SH – Fruits à coques comestibles; écorces d'agrumes ou de melons). En revanche, les codes du SH affectés aux notifications de mesures d'urgence sont principalement liés aux animaux, et ces codes représentent des pourcentages plus élevés de notifications de mesures d'urgence (9 codes différents sont mentionnés dans plus de 3% des notifications et 3 d'entre eux sont mentionnés dans plus de 30% des cas; les pourcentages les plus élevés correspondant aux codes du SH 02 – Viandes et abats comestibles, mentionné dans 61% des notifications, et 01 – Animaux vivants, mentionné dans 59% des notifications). Ces données sont cohérentes avec les résultats présentés dans le [graphique A.13](#) portant sur l'objectif des notifications.

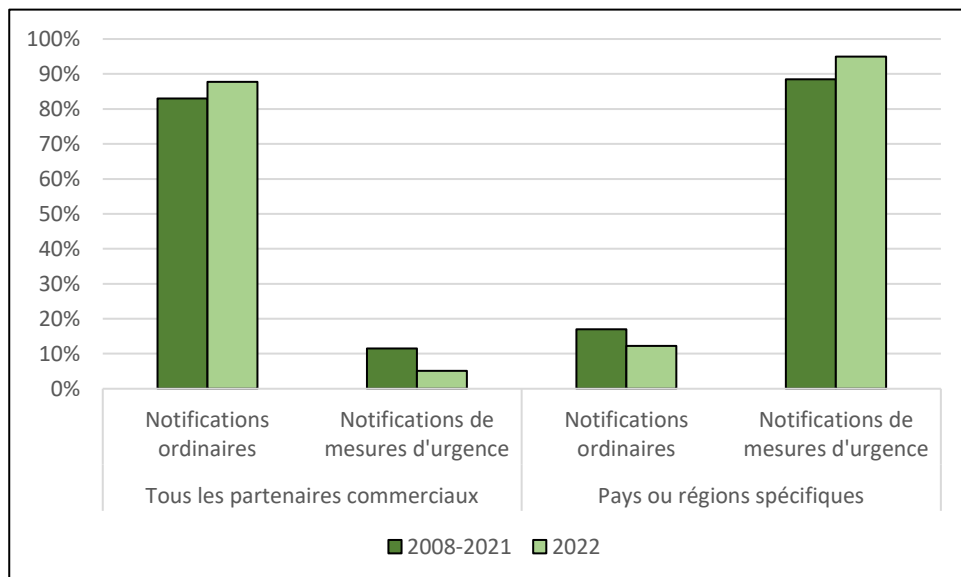
2.2.4 Régions/pays concernés

2.23. Dans les Procédures recommandées en matière de transparence, il est demandé aux Membres d'indiquer les régions ou les pays les plus susceptibles d'être concernés par la mesure notifiée. Depuis décembre 2008, les modèles de notifications contiennent une option pour la saisie de données dans cette rubrique, pour laquelle les Membres sont invités soit à cocher la case "tous les partenaires commerciaux", soit à fournir des renseignements sur les régions ou pays spécifiques susceptibles d'être concernés.

2.24. Depuis 2008, la grande majorité des notifications concernant tous les partenaires commerciaux sont des notifications ordinaires et seul un faible pourcentage correspond à des notifications de mesures d'urgence. Il est intéressant de noter que le graphique A.12 montre un net changement de tendance entre la période 2008-2021 et 2022. Il ressort de l'analyse des notifications présentées en 2022 que 140 notifications ordinaires (12%, 4 points de pourcentage de moins qu'en 2021) indiquaient un groupe de pays ou une région spécifique, tandis que 1 007 notifications ordinaires (88%, soit 4 points de pourcentage de moins qu'en 2021) indiquaient que la case "tous les partenaires commerciaux" était cochée. En revanche, 376 notifications de mesures d'urgence (95%, soit une augmentation de 1 point de pourcentage par rapport à 2021) indiquaient un groupe de pays ou une région spécifique, et seulement 20 notifications de mesures d'urgence (5%, soit 1 point de pourcentage de moins qu'en 2021) indiquaient que "tous les partenaires commerciaux" étaient concernés. De toutes les notifications concernant des régions ou des pays spécifiques, 27% sont des notifications ordinaires et 73% des notifications de mesures d'urgence (en 2021, 39% étaient des notifications ordinaires et 61% des notifications de mesures d'urgence). Si la tendance générale se maintient, le graphique A.12 montre que la part des notifications de mesures d'urgence concernant des régions ou des pays spécifiques est supérieure de 7 points de pourcentage à la moyenne de la période 2008-2021.

2.25. Fait intéressant, 16 (11%) des 140 notifications ordinaires et 216 (57%) des 376 notifications de mesures d'urgence concernant des régions ou des pays spécifiques présentées en 2022 comprenaient le mot clé "régionalisation". Cela est dû au fait que les mesures d'urgence sont souvent notifiées en réponse à l'apparition de maladies dans des pays, territoires ou régions spécifiques. Au total, 212 (98%) de ces 216 notifications de mesures d'urgence avaient pour objectif de protéger la santé des animaux. Des renseignements plus détaillés sur les objectifs des mesures et les partenaires concernés sont disponibles dans le [graphique A.16](#).

Graphique A.12 – Pourcentage des notifications ordinaires et des notifications de mesures d'urgence concernant tous les partenaires commerciaux ou des régions ou pays spécifiques

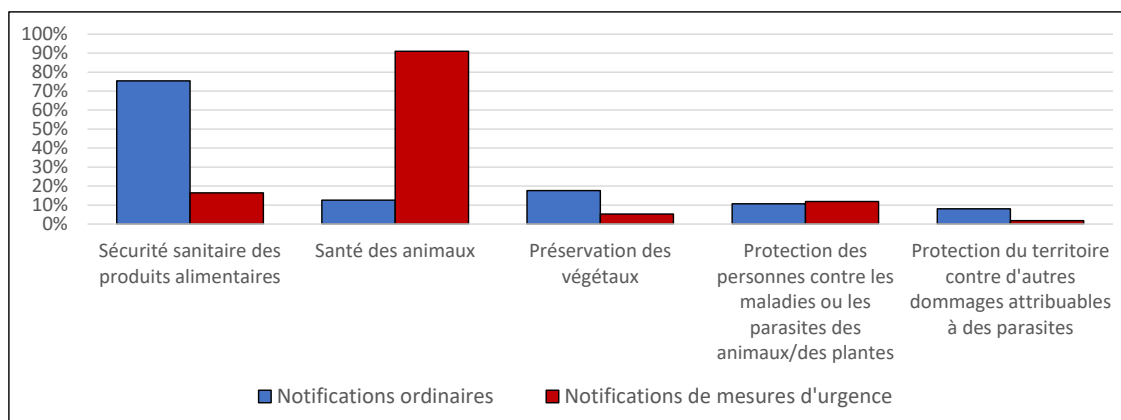


2.2.5 Objectif et raison d'être

2.26. Conformément aux paragraphes 5 et 6 de l'Annexe B de l'Accord SPS et aux Procédures recommandées en matière de transparence, les Membres doivent aussi indiquer l'objectif et la raison d'être des réglementations proposées, en choisissant parmi les cinq options suivantes: sécurité sanitaire des produits alimentaires, santé des animaux, préservation des végétaux, protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites. Ces objectifs correspondent à la définition d'une mesure SPS figurant au paragraphe 1 de l'Annexe A de l'Accord SPS.

2.27. Le graphique A.13 représente, en pourcentage, la fréquence avec laquelle chaque objectif a été cité dans des notifications ordinaires et des notifications de mesures d'urgence. Il convient cependant de noter que de nombreuses notifications mentionnent plusieurs objectifs. Le graphique A.14 indique donc le pourcentage correspondant à la fréquence de l'attribution d'un objectif spécifique, que les notifications identifient ou non plusieurs objectifs.

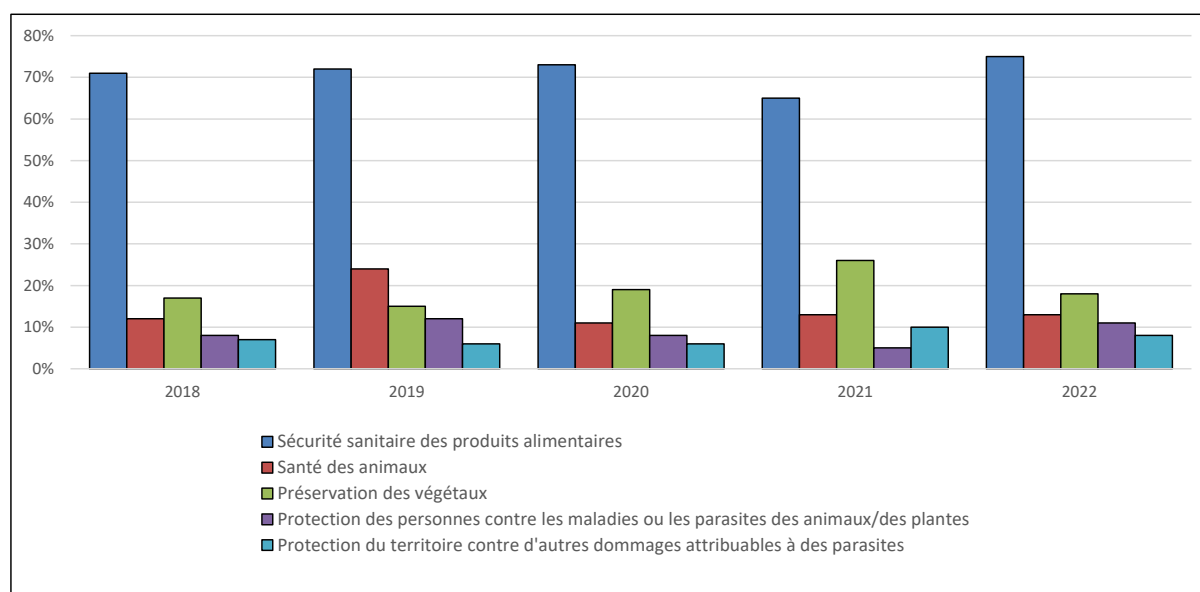
Graphique A.13 – Objectifs des mesures SPS notifiées (à l'exclusion des addenda et des corrigenda) en 2022



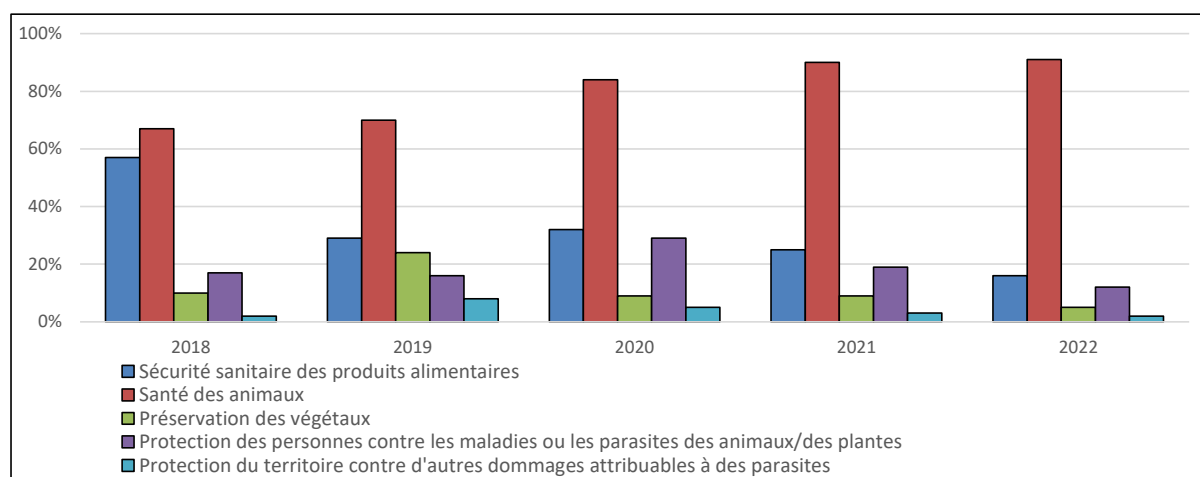
2.28. Pour les notifications ordinaires, l'objectif le plus fréquemment cité est la sécurité sanitaire des produits alimentaires (75%), suivie de la préservation des végétaux (18%) et de la santé des animaux (13%), tandis que pour les notifications de mesures d'urgence c'est la santé des animaux (91%), suivie de la sécurité sanitaire des produits alimentaires (16%) et de la protection des

personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes (12%). La configuration générale n'a pas beaucoup changé depuis 1995. Toutefois, certaines différences sont remarquables entre 2021 et 2022: concernant les notifications ordinaires, une augmentation de 10 points de pourcentage du nombre des notifications citant l'objectif de la sécurité sanitaire des produits alimentaires peut être observée, ainsi qu'une augmentation de 6 points de pourcentage du nombre de notifications citant l'objectif de la protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, ainsi qu'une baisse de 8 points de pourcentage du nombre de notifications liées à la préservation des végétaux (graphique A.14); concernant les notifications de mesures d'urgence, la différence la plus frappante est une diminution de 9,7 et 4 points de pourcentage du nombre de notifications citant les objectifs de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes et de la préservation des végétaux, respectivement (graphique A.15).

Graphique A.14 – Objectifs des mesures SPS ordinaires (à l'exclusion des addenda et des corrigenda) notifiées au cours des cinq dernières années



Graphique A.15 – Objectifs des mesures SPS d'urgence (à l'exclusion des addenda et des corrigenda) notifiées au cours des cinq dernières années



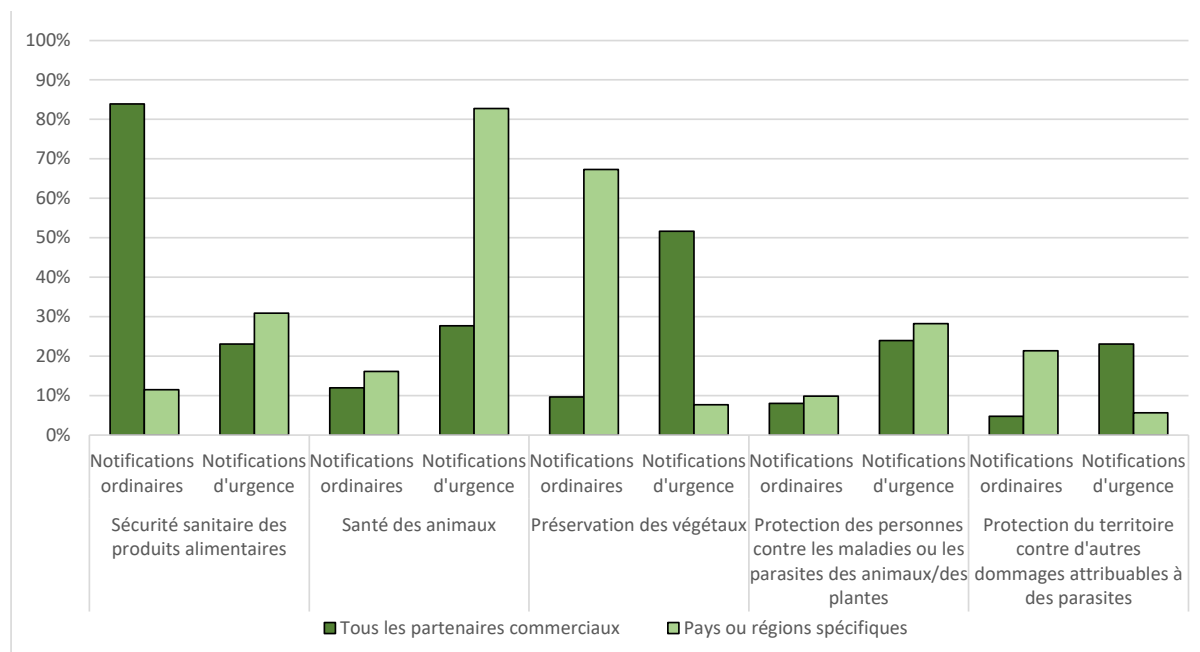
2.2.6 Relation entre l'objectif de la mesure et les régions/pays concernés

2.29. Le graphique A.16 représente la relation entre les objectifs des notifications ordinaires et des notifications de mesures d'urgence et les partenaires commerciaux susceptibles d'être concernés

(c'est-à-dire, d'une part, tous les partenaires commerciaux, et, d'autre part, des pays/régions spécifiques), depuis 2008, lorsque les modèles de notification révisés ont été adoptés.

2.30. S'agissant des notifications concernant tous les partenaires commerciaux depuis 2008, la sécurité sanitaire des produits alimentaires est l'objectif indiqué le plus souvent dans les notifications ordinaires (84%), alors que la préservation des végétaux est revenue le plus souvent dans les notifications de mesures d'urgence (52%). Dans le cas des notifications susceptibles d'affecter des régions/pays spécifiques depuis 2008, la préservation des végétaux est l'objectif indiqué le plus fréquemment dans les notifications ordinaires (67%), tandis que la santé des animaux est celui indiqué le plus fréquemment dans les notifications de mesures d'urgence (83%).

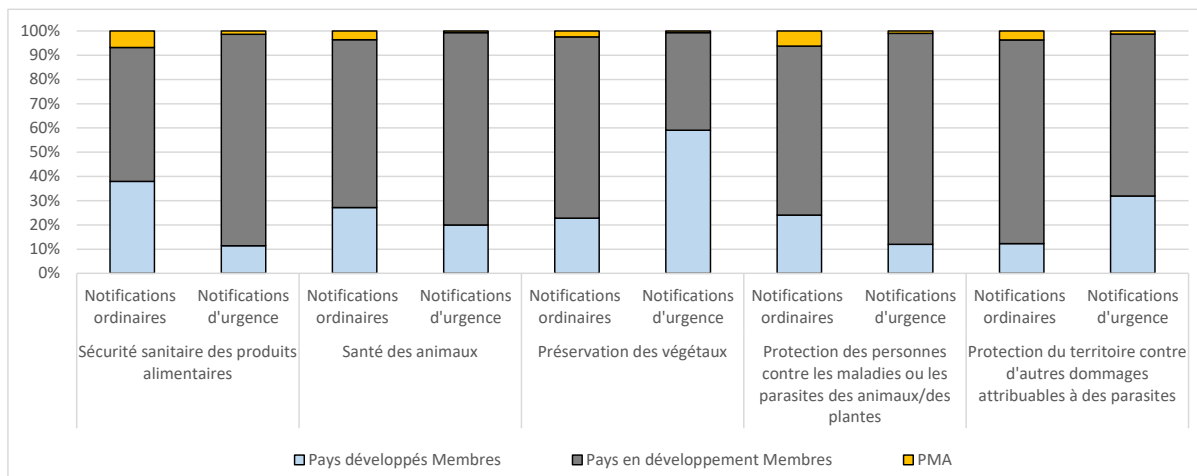
Graphique A.16 – Objectifs des notifications ordinaires et des notifications de mesures d'urgence (à l'exclusion des addenda et des corrigenda) par Membres concernés depuis 2008



2.2.6.1 Relation entre l'objectif de la mesure et le niveau de développement du Membre notifiant

2.31. Le graphique A.17 présente une analyse détaillée de l'objectif des mesures et de l'état de développement des Membres notifiants depuis 2008. Dans le cas des pays développés Membres, le résultat le plus frappant concerne les mesures de préservation des végétaux, qui représentent 60% des notifications de mesures d'urgence visant à préserver les végétaux. Les pays en développement Membres (y compris les PMA) ont présenté 80% ou plus des notifications de mesures d'urgence liées à l'un des quatre autres objectifs, à savoir la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé des animaux, la protection de la santé des animaux et des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, et la protection du territoire contre les autres dommages provoqués par des parasites.

Graphique A.17 – Objectifs des notifications ordinaires et des notifications de mesures d'urgence (à l'exclusion des addenda et des corrigenda) par niveau de développement depuis 2008

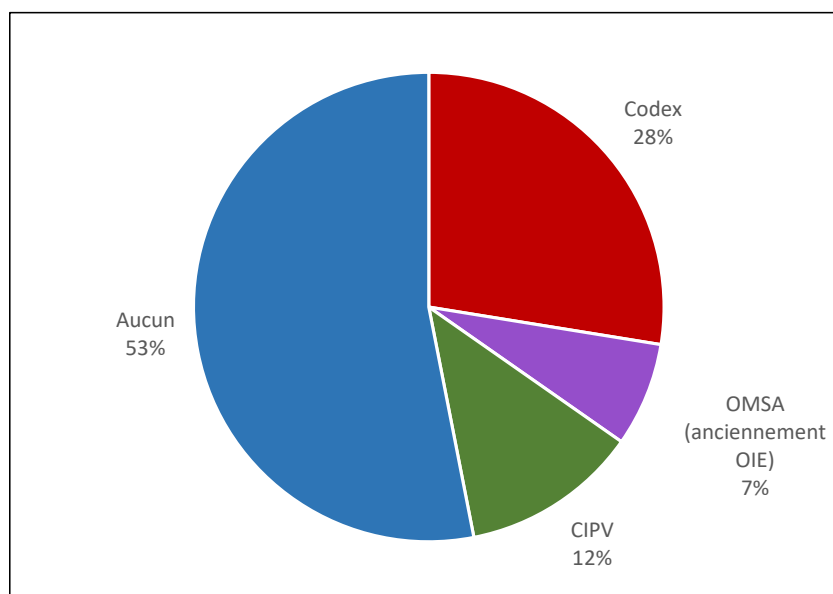


2.2.7 Normes, directives ou recommandations internationales

2.32. L'Accord SPS n'oblige pas les Membres à notifier une mesure dont la teneur est en substance la même que celle d'une norme internationale adoptée par le Codex, l'OMSA (anciennement l'OIE) ou la CIPV. Toutefois, dans les Procédures recommandées en matière de transparence, les Membres sont encouragés à notifier toutes les réglementations qui sont fondées sur une norme, directive ou recommandation internationale, y sont conformes ou sont en substance les mêmes que celles-ci, s'il est attendu qu'elles aient un effet notable sur le commerce d'autres Membres. Les modèles de notification visent aussi plus de précision de la part des Membres sur les normes pertinentes et sur la conformité de la mesure notifiée avec ces normes.

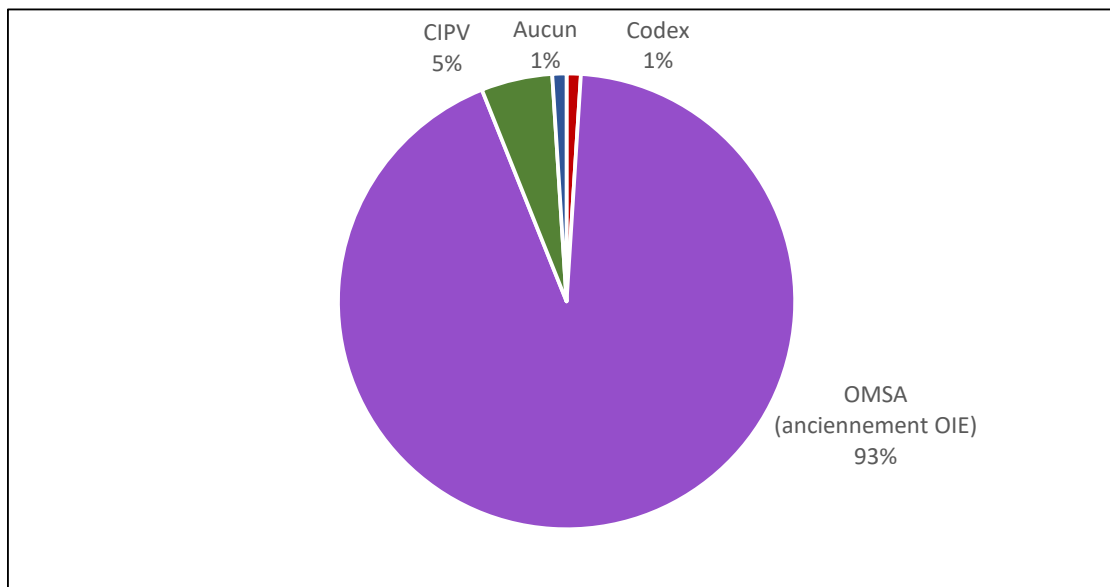
2.33. En ce qui concerne les notifications ordinaires distribuées en 2022, le graphique A.18 indique que, dans 53% des cas, les Membres n'ont pas indiqué de norme internationale pertinente pour la nouvelle mesure notifiée, tandis que 28% des notifications (25% en 2021) ont mentionné le Codex, 12% (19% en 2021) la CIPV et 7% (même pourcentage qu'en 2021) l'OMSA. Cette information semble compatible avec les objectifs mentionnés pour les notifications ordinaires ([graphique A.13](#)).

Graphique A.18 – Notifications ordinaires faisant référence à une norme internationale pertinente en 2022



2.34. En ce qui concerne les notifications de mesures d'urgence, le graphique A.19 montre que dans seulement 1% des cas (5% en 2021), aucune norme internationale pertinente n'a été identifiée, tandis que 93%, 5% et 1% ont mentionné les normes de l'OMSA, de la CIPV et du Codex, respectivement (89%, 6% et 0%, respectivement, en 2021). Cette constatation est compatible avec l'information donnée dans le [graphique A.13](#), montrant que la santé des animaux est l'objectif le plus fréquemment identifié dans les notifications de mesures d'urgence.

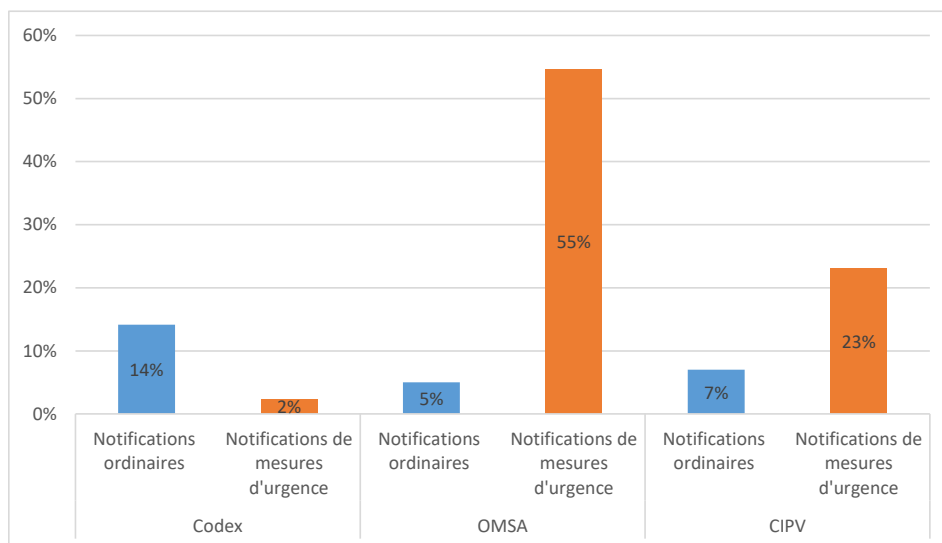
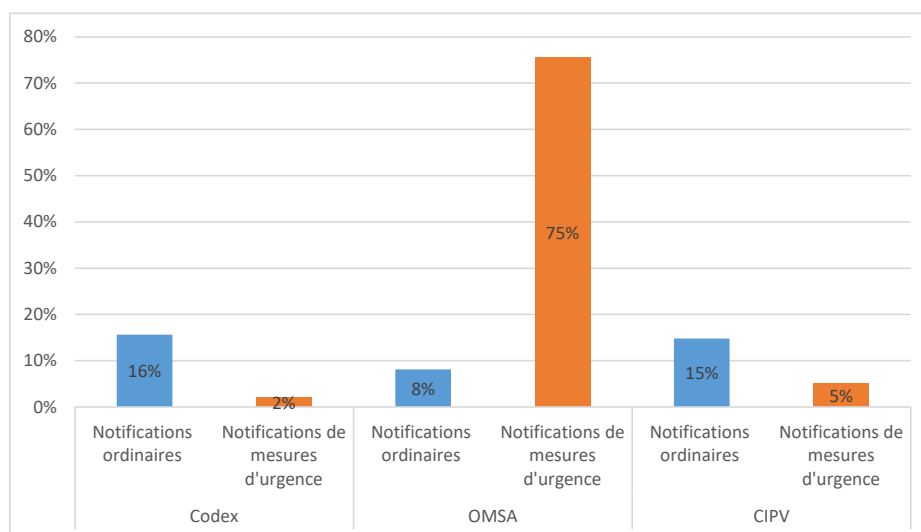
Graphique A.19 – Notifications ordinaires faisant référence à une norme internationale pertinente en 2022



2.35. Il importe de ne pas perdre de vue que, même si une notification fait référence à une norme internationale, la mesure notifiée ne sera pas forcément conforme à ladite norme, c'est-à-dire que sa teneur pourra ne pas être en substance la même que celle de la norme internationale. Par conséquent, les Membres doivent indiquer dans le modèle de notification si le règlement projeté est conforme à la norme internationale pertinente. En 2022, sur les 47% de notifications ordinaires mentionnant l'existence d'une norme internationale pertinente pour la mesure, 75% ont indiqué que le règlement projeté était conforme à la norme internationale pertinente. Seules quatre de toutes les notifications ordinaires faisant état de la non-conformité du règlement notifié avec la norme internationale pertinente ne mentionnaient pas de normes du Codex. Durant la même période, presque toutes les notifications de mesures d'urgence (98%) mentionnant l'existence d'une norme internationale pertinente ont indiqué que la réglementation projetée était conforme à la norme internationale pertinente. Cela confirme en outre la pertinence des normes établies par les trois organismes internationaux de normalisation reconnus par l'Accord SPS lorsqu'il s'agit des situations d'urgence.

2.36. Le graphique A.20 et le graphique A.21 montrent la conformité avec les normes internationales de mesures notifiées par les pays développés Membres et les pays en développement Membres (y compris les PMA), respectivement. Dans l'ensemble des notifications ordinaires présentées par des pays développés Membres depuis 2008, les mesures sont indiquées comme étant conformes aux normes internationales dans 14% des cas pour le Codex, 5% des cas pour l'OMSA et 7% des cas pour la CIPV. Pour les pays en développement Membres, la conformité aux normes de la CIPV est citée dans un pourcentage de leurs notifications sensiblement plus élevé (15%) que le pourcentage des notifications des pays développés Membres.

2.37. Dans l'ensemble des notifications de mesures d'urgence présentées par des pays développés Membres, les mesures sont indiquées comme étant conformes aux normes internationales dans 2% des cas pour le Codex, 55% des cas pour l'OMSA et 23% des cas pour la CIPV. Pour les pays en développement Membres, la conformité aux normes internationales des mesures d'urgence qu'ils notifient est sensiblement plus élevée concernant les normes de l'OMSA (75%) et sensiblement moins élevée pour les normes de la CIPV (5%) par rapport aux pourcentages des pays développés Membres.

Graphique A.20 – Conformité avec les normes internationales des mesures notifiées par les pays développés Membres depuis 2008 (à l'exclusion des addenda)**Graphique A.21 – Conformité avec les normes internationales des mesures notifiées par les pays en développement Membres (y compris les PMA) depuis 2008 (à l'exclusion des addenda)**

2.2.8 Date projetée pour l'adoption/la publication/l'entrée en vigueur

2.38. Conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'Annexe B de l'Accord SPS, les Membres sont tenus de faire en sorte que toutes les réglementations SPS qui ont été adoptées soient publiées dans les moindres délais. Sauf en cas d'urgence, les Membres sont aussi tenus de ménager un délai raisonnable entre la publication d'une mesure et son entrée en vigueur. Le paragraphe 3.2 de la Décision de Doha sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre dispose que ce délai "sera interprét[é] comme signifiant normalement une période qui ne sera pas inférieure à six mois".¹⁸

2.39. Le modèle de notification ordinaire qui figure dans les Procédures recommandées en matière de transparence comporte des champs distincts qui permettent d'indiquer la "date projetée pour la publication", la "date projetée pour l'adoption" et la "date projetée pour l'entrée en vigueur". Il inclut aussi une case à cocher par défaut indiquant un délai de six mois entre la publication d'une nouvelle mesure et son entrée en vigueur. Pour chacun de ces éléments, les Membres présentant des

¹⁸ Document [WT/MIN\(01\)/17](#); voir aussi le paragraphe 4.3 du document [G/SPS/7/Rev.5](#).

notifications en ligne via la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) peuvent facilement sélectionner des dates dans un calendrier, ce qui permet d'analyser les données avec davantage de précision.

2.40. Pour 2022, environ 34% des notifications ordinaires ont indiqué soit une date spécifique, soit une période plus longue (essentiellement un mois ou un trimestre) pour l'adoption (contre 55% en 2021), tandis que pour les 66% restants, la date d'adoption restait à déterminer. Cela montre que les Membres ne sont pas toujours en mesure de prévoir la date exacte de l'adoption d'une réglementation au moment de la notification.

2.41. Au cours de la période considérée, 285 notifications ordinaires (25%, contre 31% en 2021) faisaient mention d'une date de publication spécifique. Au nombre de ces notifications, 216 (soit 76%, contre 29% en 2021) avaient été publiées à la date de distribution de la notification ou avant cette date, et 74 indiquaient que la mesure en question visait à faciliter les échanges. S'agissant de l'intervalle entre la publication de la mesure et son entrée en vigueur, la case indiquant un délai de 6 mois dans le modèle de notification avait été cochée dans 256 notifications ordinaires (22%, contre 13% en 2021). Au total, la date d'entrée en vigueur avait été précisée dans 314 notifications. Seulement 5 d'entre elles indiquaient un intervalle de 6 mois ou plus et, parmi les autres notifications, 73 indiquaient un jour ou plus. Au total, la date d'entrée en vigueur n'avait pas été précisée dans 833 notifications. Il convient de souligner que, dans certains cas, ces dates ne sont pas encore fixées au moment de la notification, étant donné que la nature et la portée des observations reçues sur la mesure projetée peuvent influencer sur les dates d'adoption, de publication et d'entrée en vigueur.

2.42. Comme il est prévu dans les Procédures recommandées en matière de transparence, les Membres notifiants font parfois suivre leur notification initiale d'un addendum pour signaler aux Membres l'adoption, la publication ou l'entrée en vigueur d'une mesure qui a été notifiée. Environ 77% des addenda présentés en 2022 indiquaient l'adoption, la publication ou l'entrée en vigueur d'une réglementation, ainsi que le montre le [graphique A.24](#) (voir la [section 2.2.10](#)).

2.2.9 Date limite pour la présentation des observations

2.43. Le paragraphe 5 de l'Annexe B de l'Accord SPS dispose que les notifications devraient être faites sans tarder, lorsque des modifications peuvent encore être apportées et que les observations peuvent encore être prises en compte. Les Procédures recommandées en matière de transparence disposent que le délai pour la présentation d'observations sur les notifications ordinaires devrait être d'au moins 60 jours. Lorsque les mécanismes réglementaires nationaux le permettent, ce délai devrait normalement commencer avec la distribution de la notification par le Secrétariat de l'OMC. Les modèles de notification prévoient aussi une case à cocher pour ce délai de 60 jours, afin d'encourager les Membres à suivre cette recommandation.¹⁹ les Membres présentant des notifications en ligne peuvent facilement sélectionner dans un calendrier la date finale pour la présentation des observations, ce qui permet d'analyser les données avec davantage de précision. La case correspondant au délai de 60 jours a été cochée dans 674 notifications ordinaires présentées en 2022 (soit 59% des notifications ordinaires, le même pourcentage qu'en 2021) .

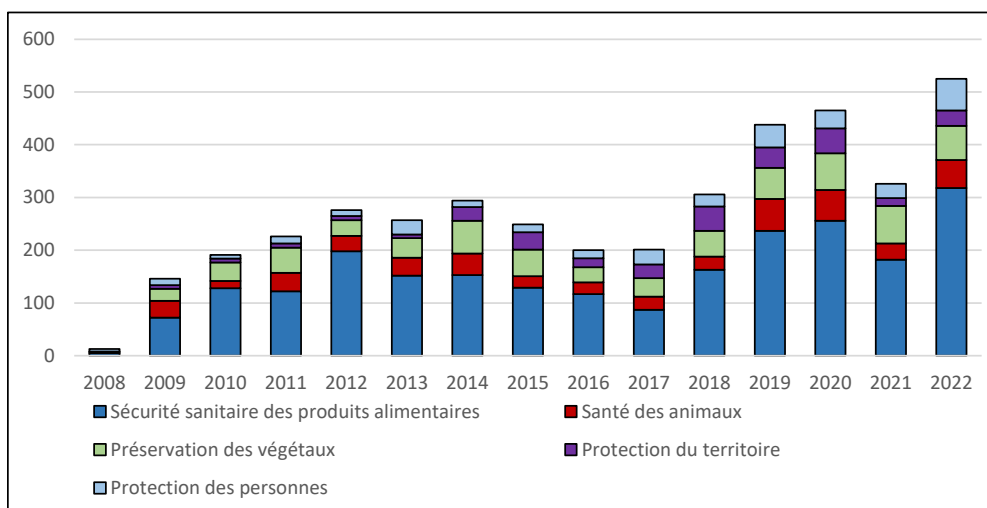
2.44. L'analyse des notifications communiquées en 2022 montre qu'un délai pour la présentation d'observations avait été indiqué dans 903 notifications (79%). Le délai variait de 2 à 96 jours, et s'établissait en moyenne à 57 jours (ce délai correspond au nombre de jours qui sépare la date de distribution de la notification de la date limite pour la présentation des observations; voir le tableau A.2). Plus spécifiquement, le délai pour la présentation des observations était d'au moins 60 jours dans 741 notifications ordinaires (65%). En moyenne, les pays développés Membres accordaient 55 jours pour la présentation des observations et les pays en développement Membres (y compris les PMA) 58 jours.

¹⁹ Voir le document [G/SPS/7/Rev.5](#), paragraphe 2.8.

Tableau A.2 Délai pour la présentation des observations indiqué dans les notifications ordinaires (2022)

Tous les Membres		
	Nombre	Part
Nombre de notifications ordinaires	1 147	-
Délai existant	903	79%
Délai non indiqué/inexistant	242	21%
Fin de la période de présentation des observations à la date de distribution ou avant celle-ci	2	<1%
Durée moyenne (en jours)	57	
pays développés Membres		
	Nombre	Part
Nombre de notifications ordinaires	344	-
Délai existant	213	62%
Délai non indiqué/inexistant	130	38%
Fin de la période de présentation des observations à la date de distribution ou avant celle-ci	1	<1%
Durée moyenne (en jours)	55	
pays en développement Membres		
	Nombre	Part
Nombre de notifications ordinaires	803	-
Délai existant	690	86%
Délai non indiqué/inexistant	112	14%
Fin de la période de présentation des observations à la date de distribution ou avant celle-ci	1	<1%
Durée moyenne (en jours)	58	

2.45. Il convient de souligner qu'il n'est pas nécessaire de prévoir un délai pour la présentation d'observations dans le cas des mesures qui facilitent les échanges et celles qui équivalent à peu de choses près à une norme internationale. En 2022, cette case a été cochée dans 414 notifications ordinaires (36%). Au total, 324 d'entre elles (78%) prévoyaient un délai pour la présentation d'observations, qui était de 60 jours au moins dans 291 notifications (90%). De plus, 159 (45%) des 414 notifications faisaient état de la conformité avec une norme internationale pertinente et, parmi celles-ci, 97 (61%) prévoyaient tout de même un délai pour la présentation d'observations, qui était de 60 jours ou plus pour 78 (80%) d'entre elles. Il est intéressant de noter que la plupart des mesures de facilitation des échanges font référence à la sécurité sanitaire des produits alimentaires (graphique A.22).²⁰

Graphique A.22 – Nombre de mesures ordinaires de facilitation des échanges, par objectif

2.46. Bien que les Membres soient tenus de notifier aux autres Membres de l'OMC leurs projets de mesures nouvelles ou modifiées, ils ne sont pas obligés de joindre le texte des réglementations concernées à leurs notifications. Or des préoccupations ont été exprimées au Comité SPS sur la

²⁰ Il convient de noter que de nombreuses notifications mentionnent plusieurs objectifs.

difficulté d'accéder au texte intégral des réglementations, qui n'apparaissent que sous forme résumée dans les notifications. Les Membres ont aussi fait observer que le processus de d'obtention du texte des réglementations réduisait le délai effectivement imparti pour présenter des observations.

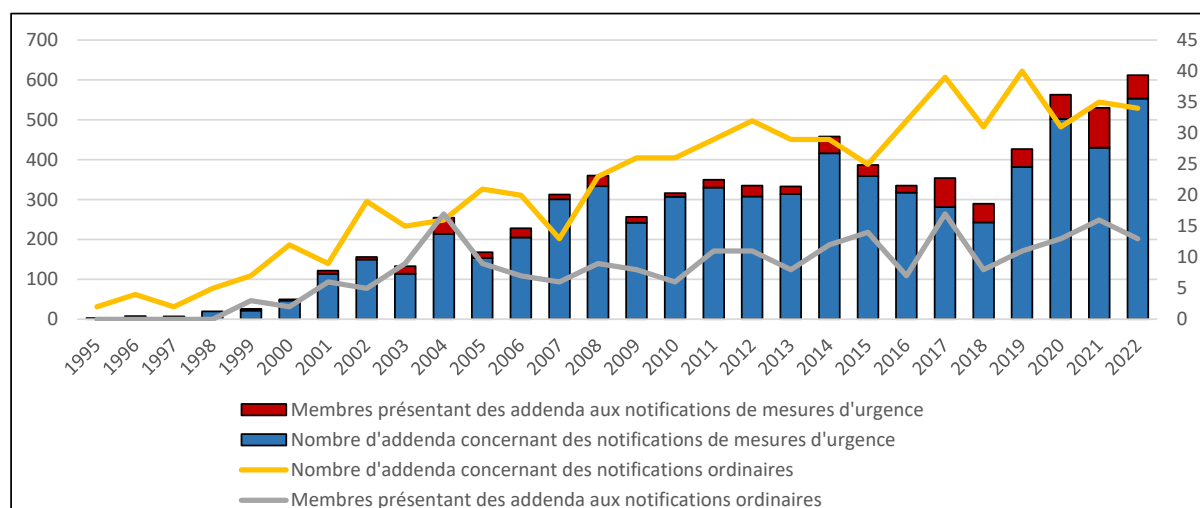
2.47. Depuis février 2008, afin de répondre à ces préoccupations et de faciliter l'accès aux projets de réglementation notifiés, les Membres qui le souhaitent peuvent communiquer au Secrétariat, comme annexe à la notification, une version électronique du projet de réglementation notifié. Le texte communiqué pourra alors être consulté sous forme électronique par les autres Membres grâce à un hyperlien dans le formulaire de notification.²¹ De nombreux Membres incluent un hyperlien vers leur propre version électronique de la réglementation notifiée dans le texte de la notification, en plus de l'option susmentionnée ou à la place de celle-ci. Grâce à la fonctionnalité de présentation de notifications de la Plate-forme ePing SPS et OTC, les Membres peuvent télécharger des documents, qui sont mis automatiquement à disposition de l'ensemble des Membres sur la plate-forme. En 2022, environ 1 078 notifications ordinaires (94%) et 180 notifications de mesures d'urgence (45%), présentées par 60 Membres, incluaient un lien vers le texte intégral ou un résumé des projets de réglementation notifiés au moyen de cette fonctionnalité. Les Membres souhaiteront peut-être rappeler l'existence de cette fonctionnalité à leurs autorités responsables des notifications.

2.2.10 Addenda aux notifications ordinaires et aux notifications de mesures d'urgence

2.48. Depuis 1995, les Membres ont augmenté le nombre d'addenda aux notifications ordinaires et aux notifications de mesures d'urgence présentées, comme le montre le graphique A.23. Cette augmentation a conduit à un maximum historique en 2022, avec un total de 612 addenda (553 pour des notifications ordinaires et 59 pour des notifications de mesures d'urgence) (voir le Graphique A.1).

2.49. Il est également intéressant de noter que les Membres sont de plus en plus nombreux à suivre la bonne pratique consistant à présenter des addenda aux notifications ordinaires et aux notifications de mesures d'urgence, comme le montre le graphique A.23. Au total, 70 et 49 Membres ont présenté, au moins une fois, des addenda aux notifications ordinaires et aux notifications de mesures d'urgence, respectivement. Au total, 34 et 13 Membres ont présenté des addenda aux notifications ordinaires et aux notifications de mesures d'urgence, respectivement.

Graphique A.23 – Évolution du nombre d'addenda et du nombre de Membres présentant des addenda aux notifications ordinaires et aux notifications de mesures d'urgence²²



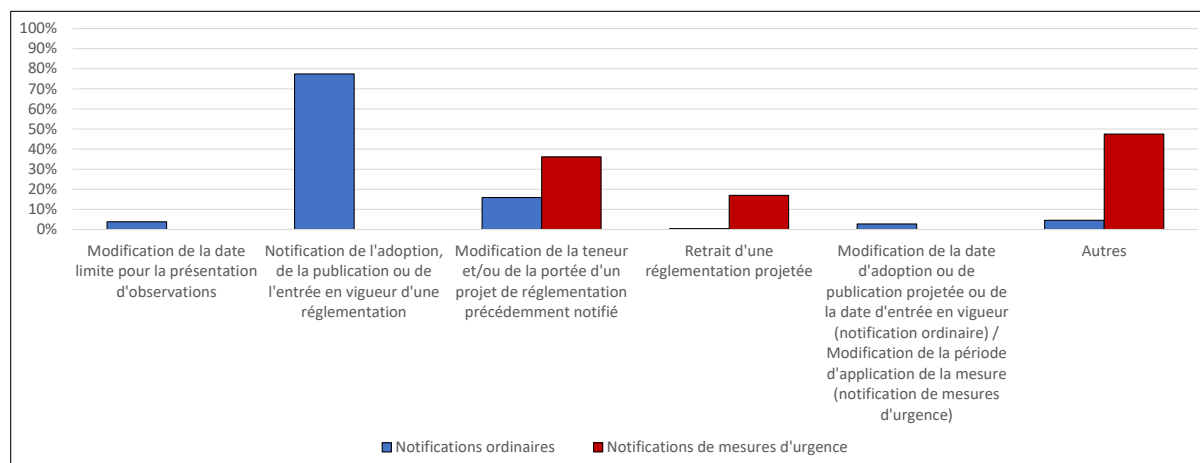
2.50. Suivant les Procédures recommandées en matière de transparence, les Membres doivent choisir parmi une liste d'options la raison pour laquelle ils présentent un addendum. Le graphique A.24 indique la part représentée par chacune de ces options pour 2022. Il est à noter que la raison "Notification de l'adoption, de la publication ou de l'entrée en vigueur d'une réglementation"

²¹ Voir le document [G/SPS/7/Rev.5](#), paragraphe 2.17 et Annexe C.

²² Veuillez noter les échelles différentes de l'axe.

est réservée aux notifications ordinaires. De plus, le modèle de présentation des addenda aux notifications ordinaires inclut l'option "Retrait d'une réglementation projetée" et les notifications de mesures d'urgence mentionnent le "Retrait d'une réglementation". Parmi les autres raisons indiquées dans les modèles de présentation, mentionnons la levée d'une interdiction d'importation ou l'ajout d'un pays sur la liste des régions concernées. Il est intéressant de noter que la grande majorité (77%) des addenda aux notifications ordinaires indiquent l'adoption, la publication ou l'entrée en vigueur de règlements tandis que, pour les notifications de mesures d'urgence, 36% indiquent la modification du contenu et/ou du champ d'application d'un projet de réglementation déjà notifié, et près de la moitié (47%) mentionnent d'"autres" raisons.

Graphique A.24 – Raisons des addenda (pourcentage) (2022)²³



2.51. En outre, les Membres peuvent notifier leur décision sur le traitement spécial et différencié accordé en réponse à une demande spécifique, en utilisant un autre modèle d'addendum. Comme indiqué précédemment, à ce jour, aucun Membre n'a notifié une telle décision au Comité.

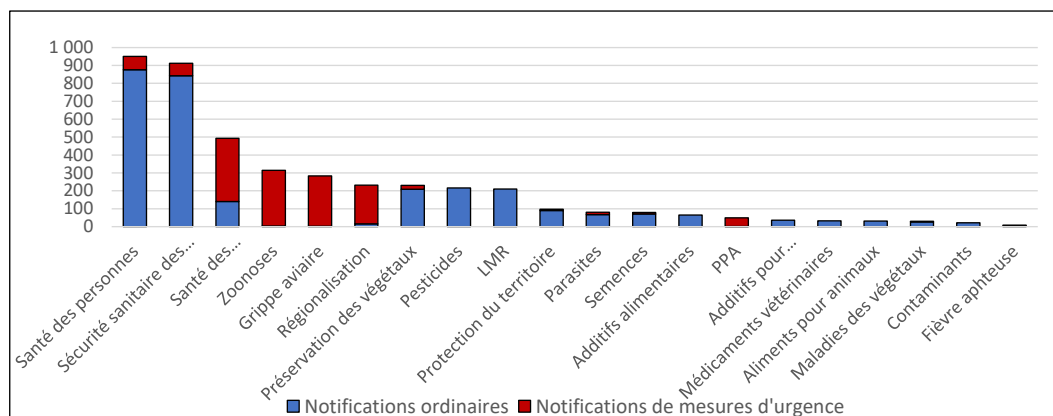
2.3 Mots clés des notifications

2.52. Sur la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#), les notifications peuvent aussi être classées selon une liste d'environ 90 mots clés prédéfinis correspondant à des sujets qui y apparaissent fréquemment. Ces mots clés sont attribués par le Répertoire central des notifications depuis 2003. Ils facilitent la recherche de notifications relatives à des domaines déterminés. Les mots clés portent sur les objectifs de la notification (sécurité sanitaire des produits alimentaires, santé des animaux, préservation des végétaux, etc.), mais ils comprennent aussi d'autres questions faisant l'objet de notifications, des maladies animales et végétales spécifiques etc.

2.53. Comme le montre le graphique A.25, les mots clés les plus fréquemment attribués aux notifications ordinaires pour la période considérée sont, par ordre décroissant: santé humaine, sécurité sanitaire des produits alimentaires, pesticides, limites maximales de résidus (LMR) et préservation des végétaux. Pour les notifications de mesures d'urgence, les mots clés les plus fréquents sont, par ordre décroissant: santé des animaux, maladies des animaux²⁴, zoonoses, grippe aviaire et régions exemptes de parasites ou de maladies/régionalisation. Il convient de noter que la plupart des notifications sont associées à plusieurs mots clés. Le mot-clé "COVID-19 SPS" créé en 2020 n'a été associé qu'à deux notification de mesures d'urgence seulement (voir la [section 2.4](#)).

²³ Plusieurs raisons peuvent s'appliquer à une même notification.

²⁴ Les mots-clés "santé des animaux" et "maladies des animaux" ont été regroupés en "Santé des animaux/maladies des animaux". Ces deux mots-clés ont été associés aux mêmes notifications en 2022.

Graphique A.25 – Mots clés relatifs aux mesures SPS ordinaires et d'urgence notifiées en 2022 (nombre)

2.4 Notifications et documents liés à la COVID-19

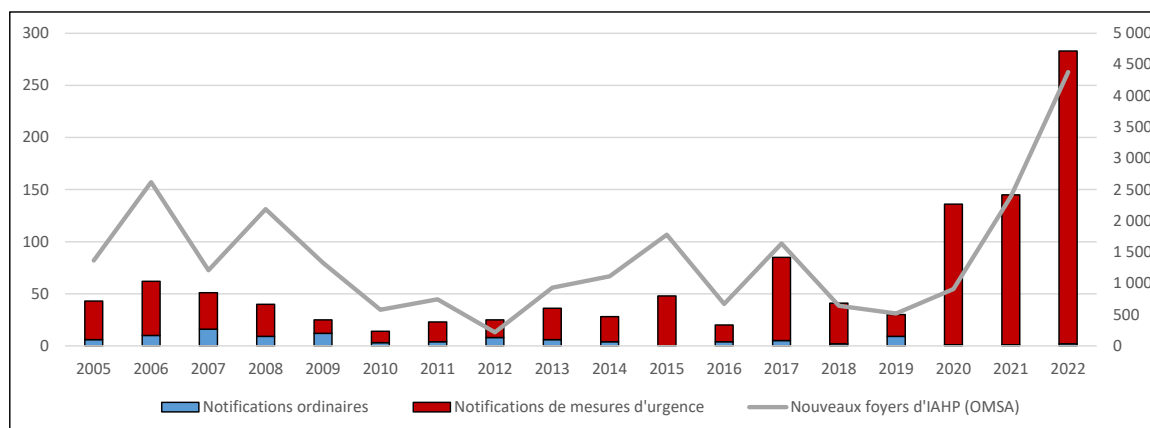
2.54. Au cours de la pandémie de COVID-19, les Membres ont continué de remplir leurs obligations en matière de transparence, y compris en notifiant des mesures spécifiquement liées à la COVID-19. L'OMC a créé une page Web spécifique sur [la COVID-19 et le commerce mondial](#) pour fournir des renseignements sur les faits nouveaux liés au commerce dans le contexte de la pandémie. En 2020,

Encadré 1. Grippe aviaire

Le mot clé "grippe aviaire" a été attribué à 281* (71%) des 396 notifications de mesures d'urgence présentées en 2022. Si l'on compare le nombre de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP)* notifiés par an par l'intermédiaire du [système WAHIS de l'OIE](#) avec les notifications SPS présentées à l'OMC, on observe que, depuis 2019, la notification d'un nombre accru de foyers à l'OMSA coïncide avec une augmentation du nombre de mesures notifiées à l'OMC en rapport avec l'influenza aviaire.

Malgré le nombre élevé de foyers d'IAHP notifiés à l'OMSA et les mesures notifiées par les Membres de l'OMC en lien avec cette maladie, depuis 1995, seules 21 des 558 PCS (3,8%) soulevées dans le cadre du Comité se sont vu attribuer le mot clé "grippe aviaire", ce qui correspond à 10% des PCS relatives à la santé des animaux/aux maladies des animaux. Les Membres ont également soulevé des questions sur l'utilisation de la norme de l'WOAH concernant l'IAHP au titre du point de l'ordre du jour "Surveillance de l'utilisation des normes internationales" lors des réunions du Comité SPS.

Nombre de notifications ordinaires et de notifications de mesures d'urgence et nombre de nouveaux foyers d'IAHP notifiés à l'OIE.



* 166 (58%) des 281 notifications ont été présentées par un Membre.

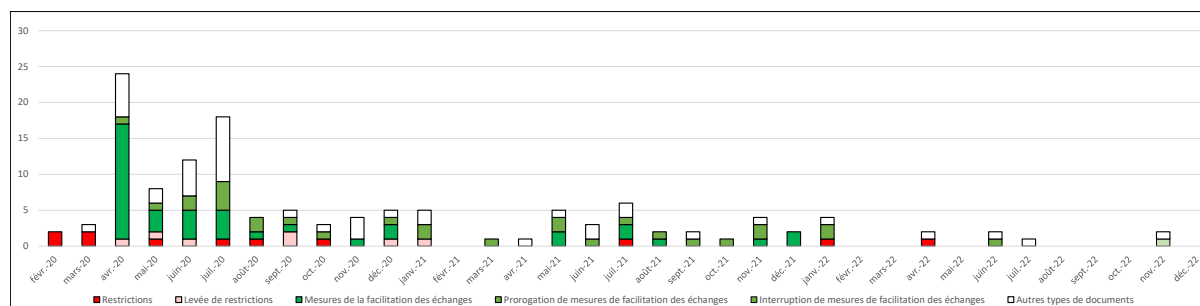
** Veuillez noter que les données figurant dans le système WAHIS de l'OIE font référence à l'IAHP, tandis que le mot-clé "grippe aviaire" attribué aux notifications SPS de l'OMC fait référence à la fois à l'IAHP et à l'influenza aviaire faiblement pathogène (IAFP).

le Secrétariat a créé le mot clé "COVID-19 SPS" qui a été attribué aux notifications et à d'autres documents sur la base de la présence des mots "COVID-19", "nCOV" ou "coronavirus" dans le texte d'une notification. Ce mot clé peut être recherché sur la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) et dans [DocsOnLine](#).

2.55. Entre février 2020 et décembre 2022, les Membres ont présenté un total de 131 documents informant des mesures adoptées en lien avec la pandémie de COVID-19. En 2022, le nombre de documents SPS liés à la COVID-19 a été considérablement inférieur aux niveaux des deux années précédentes. Au total, sept notifications (deux notifications de mesures d'urgence et cinq addenda à des notifications ordinaires) et quatre communications (trois documents de la série GEN et un addendum à un document de la série GEN antérieur) ont été communiqués en 2022 (graphique A.26). Les notifications de mesures d'urgence présentées en 2022 établissaient une interdiction temporaire de posséder des visons et une suspension temporaire des importations commerciales de hamsters visant en raison de la COVID-19. Les addenda aux notifications ordinaires modifiaient ou prorogeaient des mesures notifiées précédemment. Les trois documents de la série GEN distribués contiennent des déclarations formulées par un Membre au Comité SPS au sujet d'une préoccupation liée à la COVID-19. L'addendum à une communication antérieure abrogeait les dispositions adoptées durant la pandémie, qui établissaient des installations pour la présentation de certificats phytosanitaires d'exportation originaux. Les deux restrictions temporaires imposées en 2022 ont été levées par la suite au moyen d'addenda aux notifications initiales, publiés en 2023. De même, la plupart restrictions à l'importation, et parfois au transit, d'animaux vivants et de produits d'origine animale, ou de certaines espèces imposées en 2020 ont déjà été levées. Près des deux tiers des mesures adoptées visaient à faciliter les échanges, principalement par l'acceptation de copies électroniques ou de certificats numérisés. Bien que plusieurs de ces mesures aient été prorogées au moyen d'addenda aux notifications initiales, les Membres n'avaient pas récemment notifié de nouvelles prorogations de leurs mesures visant à faciliter les échanges. Au 31 décembre 2022, les documents SPS concernant la COVID-19 représentaient 27% de l'ensemble des documents en lien avec la COVID-19 qui ont été présentés à l'OMC par les Membres. Le dernier document SPS lié à la COVID-19 a été présenté le 16 janvier 2023.

2.56. Au vu de l'utilisation et du développement toujours plus rapides de méthodes permettant d'effectuer des évaluations à distance, tels que des audits et des inspections, dans les chaînes d'approvisionnement des produits agricoles et alimentaires, un Membre a proposé de tenir une séance thématique sur l'utilisation d'audits et de vérifications à distance (virtuels) dans les cadres réglementaires, séance qui s'est tenue en marge de la réunion du Comité de juin 2022.²⁵

Graphique A.26 – Objectif des notifications et communications SPS liées à la COVID-19 entre le 1^{er} février 2020 et le 31 décembre 2022 (nombre)



2.57. En mai 2020, le Secrétariat a publié une note technique intitulée "[Normes, règlements et COVID-19 – Quelles mesures les Membres de l'OMC ont-ils prises?](#)" (SPS et TBT), qui a été mise à jour en décembre 2020. En juin 2020, le Comité SPS a organisé une [séance de partage d'informations sur la COVID-19](#) en marge de sa réunion du Comité²⁶ et, depuis lors, il a inscrit un point spécifique à toutes les réunions informelles précédant ses réunions ordinaires.²⁷ À la réunion du Comité de juin 2022, le Président a constaté qu'il n'y avait eu aucune intervention au titre de ce

²⁵ La page consacrée aux séances et les enregistrements des séances sont disponibles à l'adresse suivante: https://www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/thematic_session_21jun22_f.htm.

²⁶ Le rapport de la séance de partage d'informations figure dans le document [G/SPS/R/98](#).

²⁷ Les rapports des réunions informelles du Comité SPS tenues en mars et juin 2022 figurent à l'annexe A du document [G/SPS/R/105](#) et à l'annexe C du document [G/SPS/R/107](#), respectivement.

point de l'ordre du jour aux dernières réunions du Comité, et celui-ci a décidé de retirer la question de l'ordre du jour de sa réunion suivante.²⁸

2.58. Un rapport au Conseil du commerce des marchandises distribué en décembre 2022 résume les mesures SPS liées à la COVID-19 qui ont été prises par le Comité SPS.²⁹

3 PARTIE B – PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES SPÉCIFIQUES

3.1. La partie B du présent document contient des renseignements sur les PCS, en maintenant les numéros qui leur ont déjà été attribués selon l'ordre chronologique des réunions du Comité dans lesquelles elles ont été soulevées pour la première fois, bien que leurs intitulés puissent être actualisés pour refléter leur état le plus récent. Ces numéros servent d'identificateurs uniques et ont pour objet de faciliter le repérage des questions soulevées au fil du temps. Le Secrétariat a révisé ce document tous les ans afin d'y inclure les nouveaux renseignements communiqués par les Membres ([G/SPS/GEN/204/Rev.1](#) à [G/SPS/GEN/204/Rev.22](#)). Comme il a été indiqué plus haut, le Secrétariat s'est beaucoup appuyé, pour établir ce rapport, sur la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#). Des recherches plus détaillées ont été effectuées dans la [base de données sur les préoccupations commerciales](#).

3.2. La partie B est divisée en deux sections:

- a. [Aperçu général des préoccupations commerciales spécifiques \(1995-2022\)](#); et
- b. [Préoccupations commerciales spécifiques examinées en 2022](#).

3.3. La première section de la partie B présente un aperçu général des PCS, y compris les statistiques et graphiques récapitulatifs, pour toutes les PCS soulevées dans le cadre du Comité SPS entre la première réunion ordinaire de 1995 et la dernière réunion ordinaire de 2022. Cette section fournit des renseignements détaillés sur les préoccupations soulevées par réunion, ainsi que sur la relation entre le nombre de notifications et le nombre de préoccupations. En outre, les PCS sont classées en fonction de leur mot-clé (sujet) principal (sécurité sanitaire des produits alimentaires, santé des animaux ou préservation des végétaux, ou autres préoccupations). Enfin, des renseignements sont fournis sur la participation des Membres aux PCS, par niveau de développement, sur le nombre moyen de fois où des PCS sont soulevées, ainsi que sur l'état indiqué de la résolution.

3.4. La deuxième section de la partie B contient des renseignements concernant toutes les PCS qui ont été soulevées au Comité SPS en 2022 ([section 3.2](#)). Cela comprend les PCS soulevées pour la première fois en 2022, les PCS qui avaient déjà été soulevées et qui ont été examinées de nouveau en 2022 et les PCS qui ont été résolues en 2022. Des renseignements ont également été communiqués sur le premier appel aux bons offices du Président en vertu de l'article 12.22 de l'Accord SPS et de la procédure sur les consultations *ad hoc*, ainsi que sur les PCS pour lesquelles une mesure concrète a été prise dans le cadre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (Mémoire d'accord). Toutes les PCS examinées en 2022 sont présentées par Membre répondant (Tableau B.2).

3.1 Aperçu général des préoccupations commerciales spécifiques (1995-2022)³⁰

3.5. Au total, 558 PCS ont été soulevées entre 1995 et la fin de 2022. La liste complète des PCS soulevées depuis 1995 figure dans la [base de données sur les préoccupations commerciales](#). Le graphique B.1 montre le nombre de nouvelles PCS soulevées chaque année, par réunion du Comité, et le graphique B.2 indique le nombre de PCS nouvelles et précédemment soulevées par année. Au total, 26 nouvelles PCS ont été soulevées aux réunions du Comité SPS tenues en 2022. Comme les années précédentes, ce nombre est plus élevé que la moyenne depuis 1995, quoique inférieur au

²⁸ Voir la section 6.3 du rapport résumé de la réunion du Comité de juin 2022 dans le document [G/SPS/R/107](#).

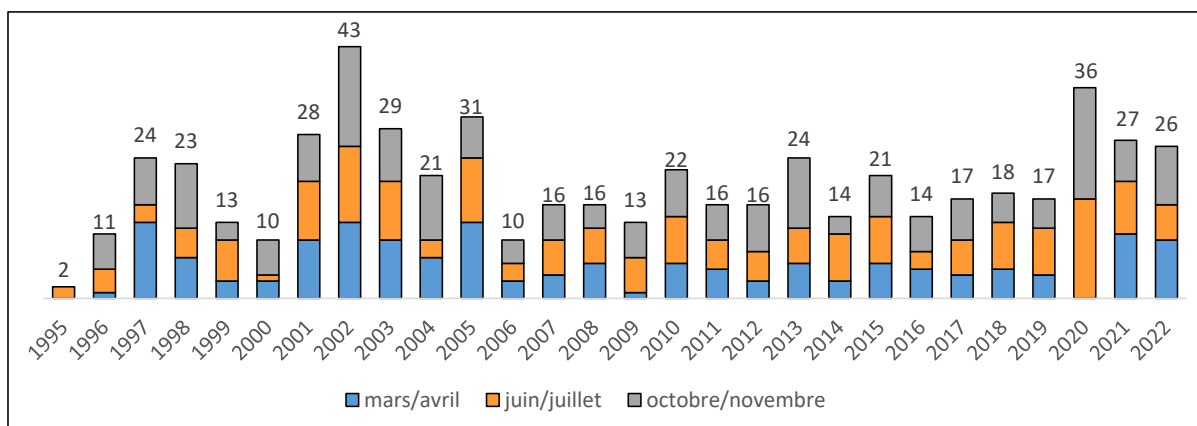
²⁹ Le rapport est reproduit dans le document [G/L/1477; G/SPS/66](#).

³⁰ Les petites différences au niveau des données entre la période considérée et les périodes précédentes sont dues à la transition vers la nouvelle plate-forme ePing SPS et OTC.

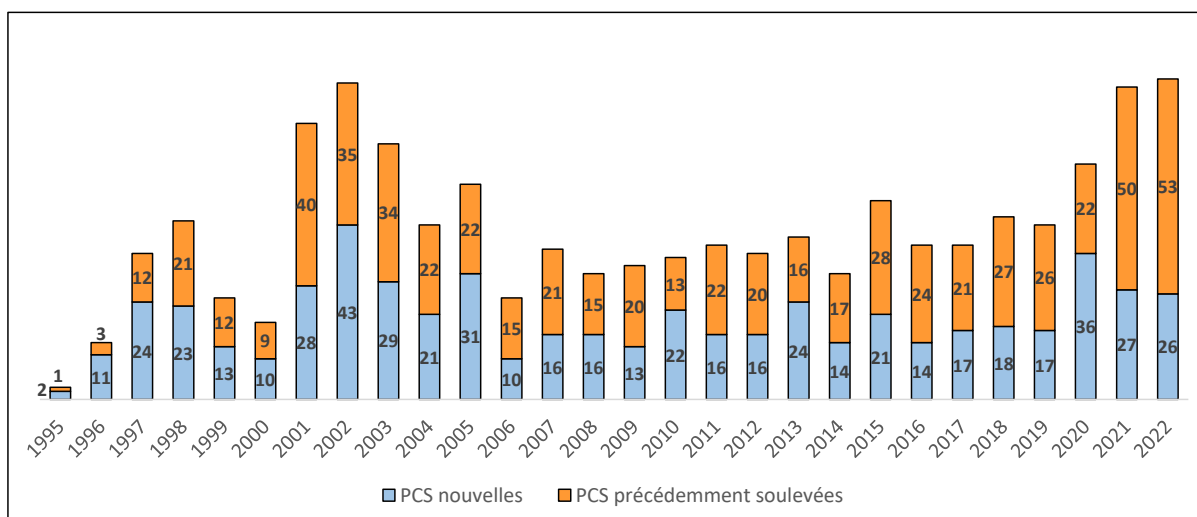
nombre élevé de nouvelles PCS soulevées en 2020 (36), malgré le fait que seules deux réunions aient été tenues cette année-là.³¹

3.6. En 2022, 53 PCS soulevées précédemment ont été examinées de nouveau (y compris 10 nouvelles PCS soulevées à nouveau la même année), le nombre le plus élevé depuis 1995 (des renseignements spécifiques sur les PCS examinées en 2022 sont disponibles à la [section 3.2](#)). Bien qu'il soit encore tôt pour le dire, il semble qu'une tendance à la hausse se dégage concernant le nombre de total de PCS examinées chaque année. Au total, 39 PCS ont été examinées en 2018 et 2019, tandis que ce sont 53, 64 et 69 PCS qui ont été examinées en 2020, 2021 et 2022, respectivement.³² En 2020, cette augmentation semble avoir été liée à un nombre plus élevé de nouvelles PCS, mais en 2021 et 2022, l'augmentation a été surtout imputable à un nombre plus élevé de PCS précédemment soulevées. L'augmentation coïncide avec la mise en place de réunions virtuelles/hybrides depuis 2020 et pourrait indiquer que la possibilité pour les fonctionnaires en poste dans les capitales de participer virtuellement aux réunions permet de soulever plus facilement des PCS. L'augmentation coïncide aussi avec la mise en place du système eAgenda, qui permet aussi de soulever plus facilement des PCS. Les années à venir diront si cette tendance se confirme.

Graphique B.1 – Nombre de PCS nouvelles soulevées depuis 1995, par réunion du Comité



Graphique B.2 – Nombre de PCS nouvelles et précédemment soulevées examinées par année depuis 1995³³



³¹ La réunion du Comité de mars 2020 avait été annulée en raison de la pandémie de COVID-19 (voir le document [JOB/SPS/5/Rev.1/Corr.1](#)).

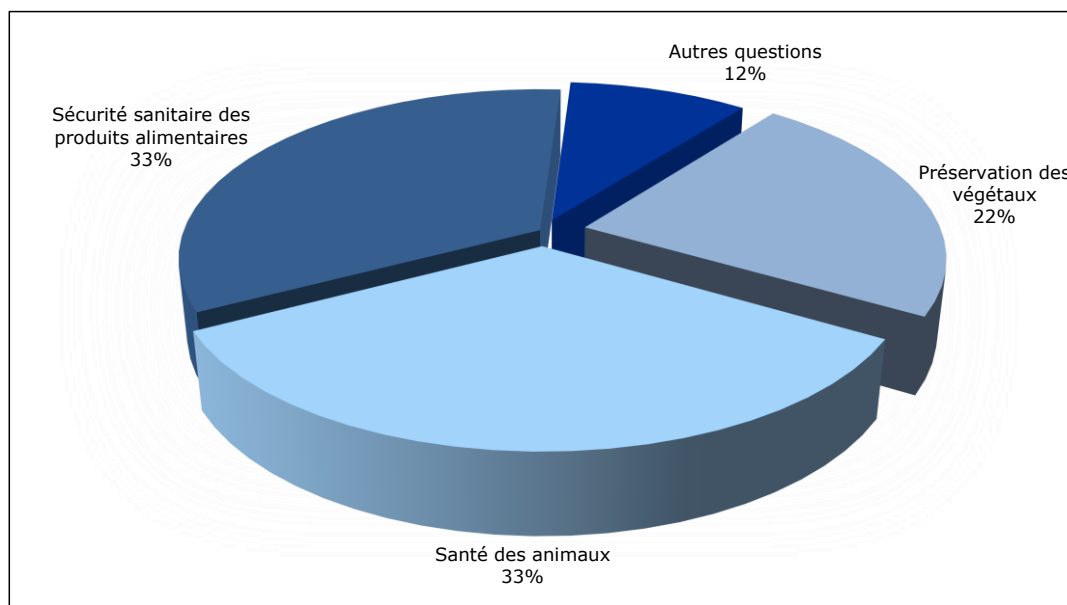
³² Les nouvelles PCS soulevées une nouvelle fois la même année ne sont pas prises en considération, contrairement au graphique B.2).

³³ Veuillez noter que le nombre de fois qu'une PCS a été soulevée au cours de l'année n'est pas pris en compte. Les nouvelles PCS soulevées à nouveau la même année sont également incluses dans le total des PCS soulevées précédemment.

3.7. Il est intéressant de relever que, bien que le nombre de PCS et le nombre de notifications³⁴ aient tous deux augmenté ces dernières années, il ne semble pas y avoir une corrélation claire entre le nombre de notifications et le nombre de PCS soulevées. Seules 218 (39%) PCS faisaient référence à une mesure notifiée; plus spécifiquement, 185 PCS mentionnaient une notification ordinaire, tandis que 33 PCS mentionnaient une notification de mesures d'urgence. De plus, 20 PCS faisaient référence à 1 notification OTC et 7 PCS soulevées au Comité OTC faisaient référence à 1 notification présentée au Comité SPS. Ce constat renforce l'idée selon laquelle l'amélioration de la transparence n'entraîne pas nécessairement un nombre plus élevé de préoccupations soulevées au Comité.

3.8. Le graphique B.3 répartit les 558 PCS nouvelles soulevées depuis 1995 en catégories selon qu'elles relèvent de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé des animaux, de la préservation des végétaux ou d'autres préoccupations. Globalement, 188 PCS soulevées (33%) se rapportent principalement à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, 182 (33%) à la santé des animaux/aux maladies des animaux, 123 (22%) à la préservation des végétaux et 65 (12%) à d'autres préoccupations telles que les prescriptions en matière de certification, les procédures de contrôle, d'inspection ou d'homologation.³⁵ En examinant de plus près les objectifs premiers des PCS soulevées en 2022 par rapport aux années précédentes, on constate un changement de structure par rapport aux données agrégées (Graphique B.12). En moyenne, les PCS ont été soulevées trois fois, les préoccupations qui ont trait à la préservation des végétaux étant soulevées relativement moins fréquemment, en moyenne, que les préoccupations associées à d'autres objectifs principaux. Ces statistiques sont résumées dans le Tableau B.1.

Graphique B.3 – PCS par sujet (1995-2022)



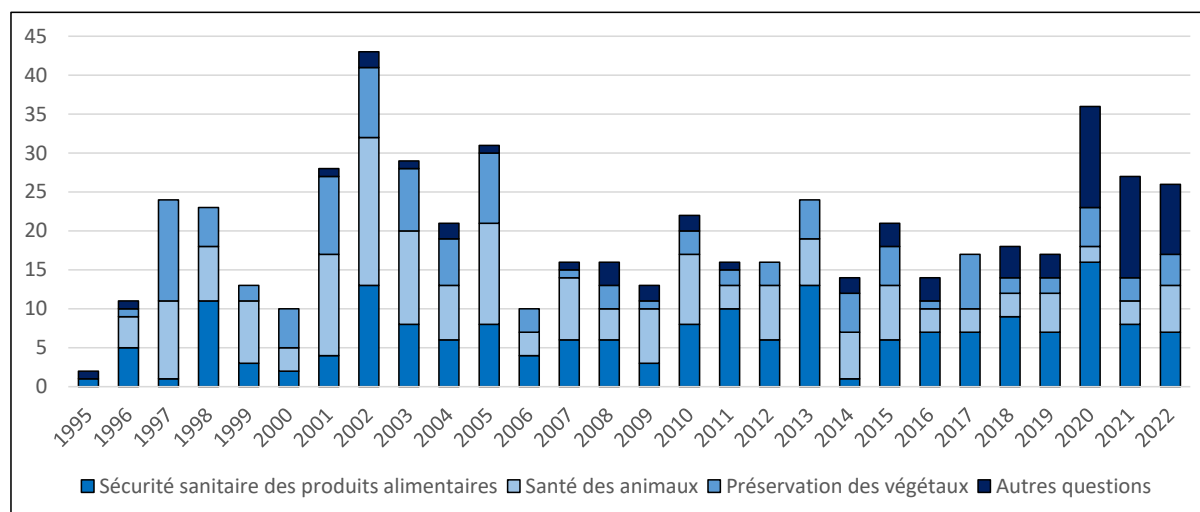
3.9. Il ne semble pas y avoir de structure claire dans les mots clés (sujets) principaux (sécurité sanitaire des produits alimentaires, santé des animaux, préservations des végétaux ou autres préoccupations) des nouvelles PCS présentées depuis 1995. Dans l'ensemble, la sécurité sanitaire des produits alimentaires est, avec la santé des animaux, le mot clé principal des nouvelles PCS qui ont été soulevées au cours des dernières années. Par rapport aux années précédentes, en 2021-2022, on a constaté une diminution du nombre de PCS liées à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et à d'autres préoccupations, et une légère augmentation des PCS liées à la santé des animaux et à la préservation des végétaux. En règle générale, la préservation des végétaux a été le

³⁴ Voir le Graphique A.1.

³⁵ De nombreuses PCS concernent à la fois la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé des animaux ou la préservation des végétaux et les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation. Lorsque tel est le cas, le mot-clé (sujet) principal assigné a été "sécurité sanitaire des produits alimentaires", "santé des animaux/maladies des animaux" ou "préservation des végétaux". De plus, le mot-clé "procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation" a également été assigné à ces PCS.

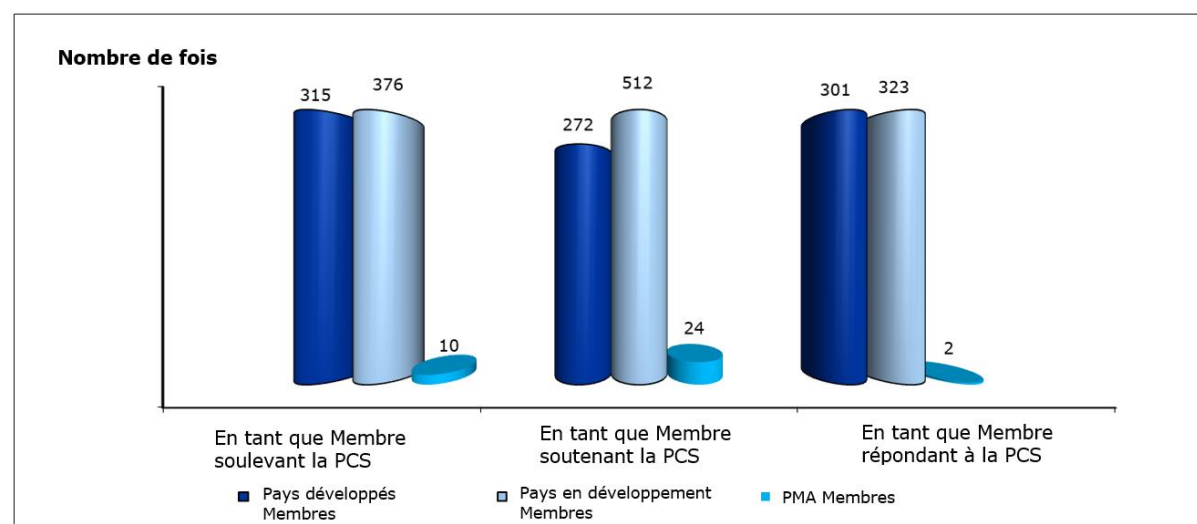
mot-clé (sujet) principal des PCS nouvelles le moins fréquemment assigné depuis 2000 (graphique B.4).

Graphique B.4 – Mots clés (sujets) principaux des PCS nouvelles par année



3.10. Le graphique B.5 montre la participation des Membres aux 558 PCS³⁶ soulevées depuis 1995, en fonction de leur niveau de développement, indépendamment de la fréquence à laquelle la même PCS a été examinée au Comité. Un pays en développement Membre a participé 376 fois aux PCS en tant que Membre soulevant la PCS, contre 315 fois dans le cas d'un pays développé Membre et 10 fois pour un pays moins avancé Membre. Un pays en développement Membre a participé 512 fois aux PCS en tant que Membre appuyant une préoccupation soulevée par d'autres Membres, contre 272 fois pour un pays développé Membre et 24 fois pour un pays moins avancé Membre. Enfin, 323 fois, la préoccupation soulevée concernait des mesures maintenues par un pays en développement Membre, contre 301 fois pour des mesures maintenues par un pays développé Membre et 2 fois pour des mesures maintenues par un pays moins avancé Membre.

Graphique B.5 – Participation des Membres aux PCS, en fonction de leur niveau de développement (depuis 1995)



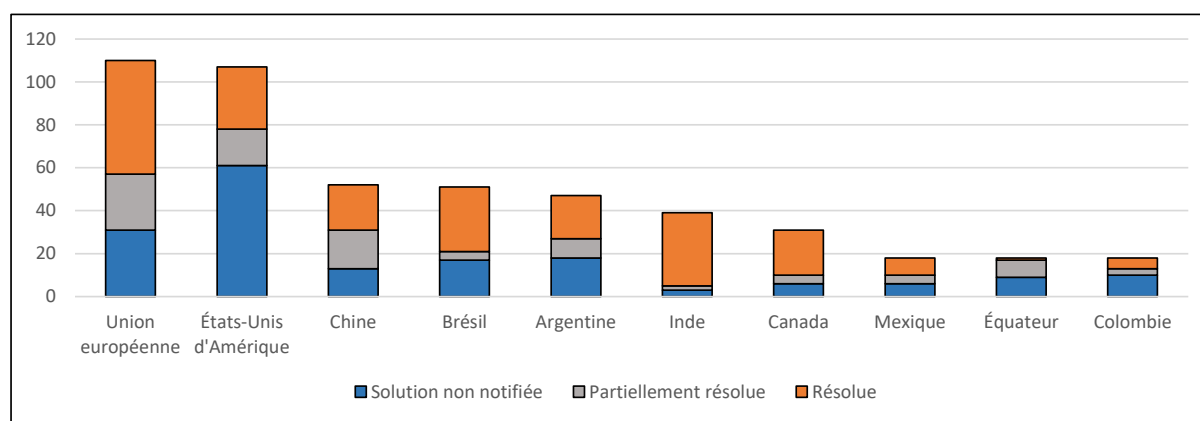
3.11. Au total, 66 Membres (40% des Membres) ont soulevé au moins une PCS depuis 1995. Ce total comprend 19 pays développés Membres (y compris 8 États membres de l'UE), 43 pays en développement Membres et quatre PMA. Au total, 78 Membres ont soutenu au moins une PCS depuis

³⁶ Une PCS peut être soulevée, appuyée ou maintenue par plus d'un Membre, ce qui explique le double comptage apparent dans le graphique B.5, par rapport au recensement global des 558 PCS soulevées depuis 1995.

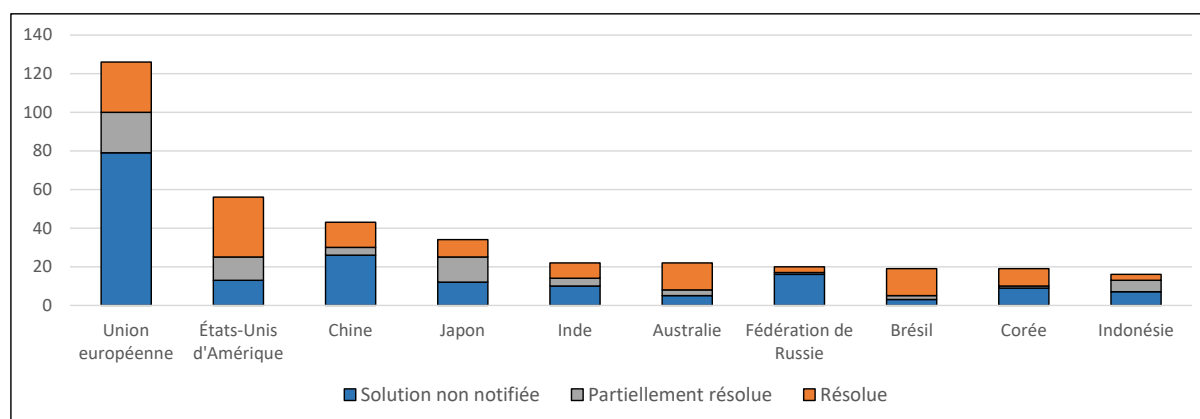
1995 (14 pays développés Membres – y compris 3 États membres de l'UE; 50 pays en développement Membres; et 14 PMA). Au total, 68 mesures de Membres ont fait l'objet d'une PCS au moins une fois (16 pays développés Membres – y compris 6 États membres de l'UE; 50 pays en développement Membres; et 2 PMA). Ces chiffres confirment que les Membres en développement et les PMA sont très actifs au sein du Comité SPS.

3.12. Les graphiques B.6 et B.7 montrent les 10 Membres qui ont soulevé le plus de nouvelles préoccupations et les 10 Membres qui ont répondu au plus grand nombre de PCS, respectivement, depuis 1995 jusqu'à la dernière réunion du Comité en novembre 2022. Parmi les 10 Membres qui ont soulevé le plus de PCS depuis 1995, on compte 3 pays développés Membres et les 7 autres sont des pays en développement Membres. Pour ce qui est des Membres répondant à des PCS, cinq sont des pays développés Membres et cinq sont des pays en développement Membres. Le graphique B.6 montre que, dans certains cas, plus de 90% des PCS soulevées ont été résolues ou partiellement résolues.³⁷

Graphique B.6 – Membres ayant soulevé le plus grand nombre de PCS depuis 1995



Graphique B.7 – Membres répondant au plus grand nombre de PCS depuis 1995

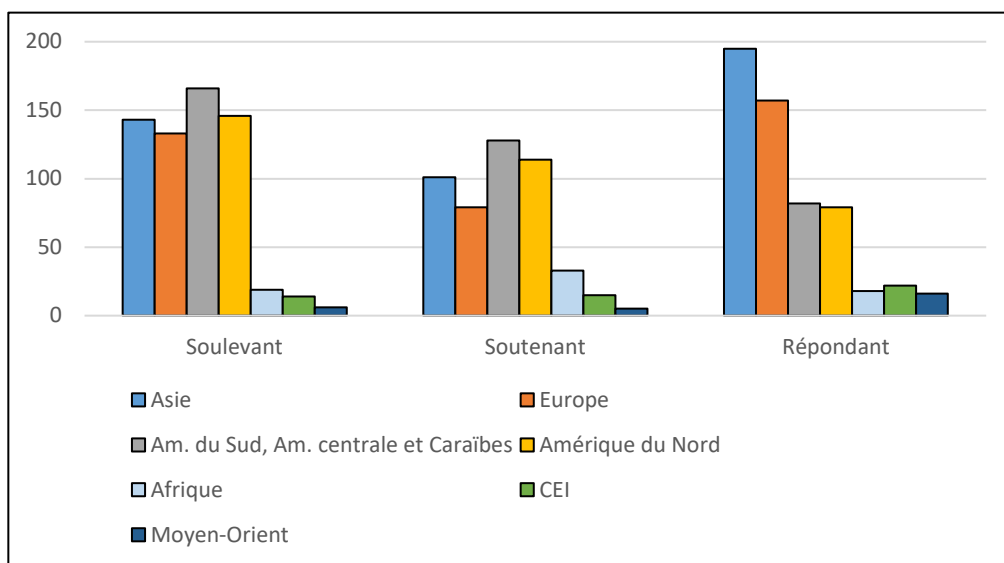


3.13. La région Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes est celle qui a soulevé le plus de PCS depuis 1995, suivie par l'Amérique du Nord et l'Asie (toutes deux à 26%). L'Asie est la région qui répond au plus grand nombre de PCS (35%), suivie par l'Europe (28%). Enfin, la région Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes est également celle qui soutient le plus fréquemment des PCS (53%) (graphique B.8). Il est intéressant de noter que la santé des animaux est le principal objectif de la majorité des préoccupations soulevées par l'Amérique du Nord (47%), ainsi que par la région Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes (38%), tandis que la majorité des

³⁷ Les Membres peuvent notifier la résolution des PCS au titre du point correspondant de l'ordre du jour du Comité SPS. Lorsqu'une PCS a été soulevée par plus d'un Membre mais que les Membres qui l'ont soulevée n'ont pas tous indiqué qu'elle était résolue, la PCS est considérée comme partiellement résolue. En outre, s'agissant des PCS partiellement résolues, il se peut que la préoccupation ait été résolue pour certains produits ou par certains des Membres importateurs qui maintiennent la mesure en question.

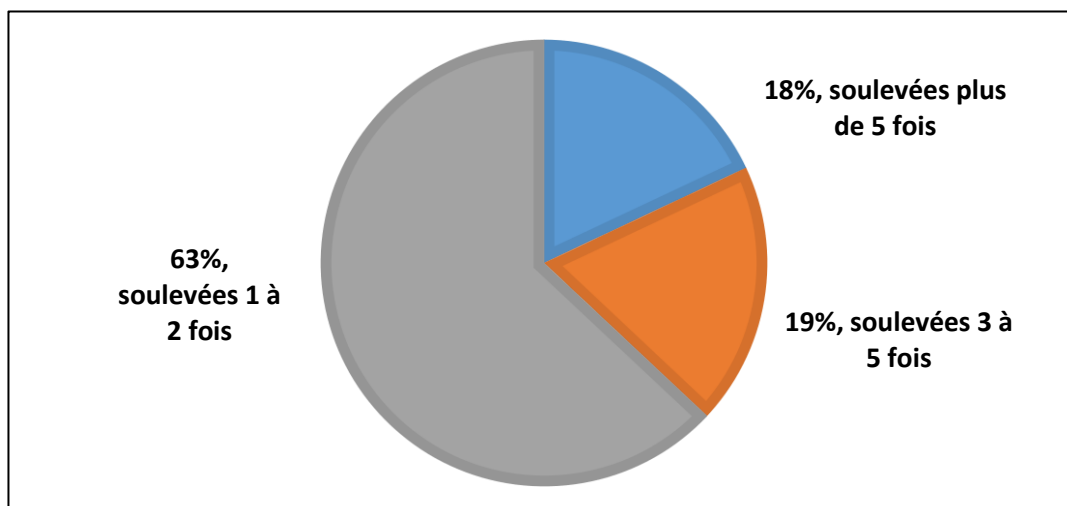
préoccupations (47%) soulevées par les pays asiatiques Membres ont trait à la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

Graphique B.8 – PCS par région géographique depuis 1995



3.14. Le graphique B.9 montre le nombre moyen de fois que des PCS ont été soulevées depuis 1995.³⁸ Au total, 352 (63%) PCS n'ont été soulevées que 1 ou 2 fois, 108 (19%) 3 à 5 fois et 98 (18%) plus de 5 fois. Sur les 251 PCS pour lesquelles aucune solution n'a été notifiée, 101 (40%) n'ont été soulevées qu'une fois (à l'exclusion des 10 soulevées pour la première fois à la réunion du Comité de novembre 2022). Il apparaît qu'après qu'une PCS a été soulevée au Comité, les Membres entament parfois des discussions bilatérales et que certaines de ces PCS peuvent même avoir été résolues sans que le Comité en soit informé.

Graphique B.9 – Nombre moyen de fois que des PCS ont été soulevées depuis 1995

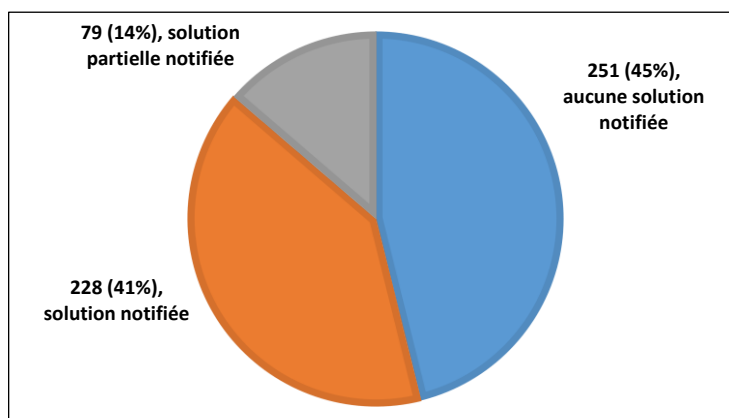


3.15. Le graphique B.10 montre que, sur les 558 PCS soulevées depuis 1995, 228 solutions (41%) ont été notifiées et une solution partielle a été notifiée pour 79 PCS (14%). Dans les cas PCS partiellement résolues, il se peut que la préoccupation l'ait été pour certains produits ou par certains des Membres importateurs qui maintenaient la mesure ou les mesures en question. Pour les 251 PCS (45%) restantes, aucune solution n'a été notifiée. Par conséquent, plus de 55% des PCS soulevées ont été résolues ou partiellement résolues. Plus particulièrement, 53% des PCS soulevées par des

³⁸ Ces chiffres ne comprennent pas le moment où la PCS a été soulevée dans le cadre du Comité pour rendre compte de sa résolution.

pays en développement Membres sont considérées comme résolues ou partiellement résolues. Ces données confirment l'importance du Comité pour la résolution des préoccupations commerciales.

Graphique B.10 – PCS résolues

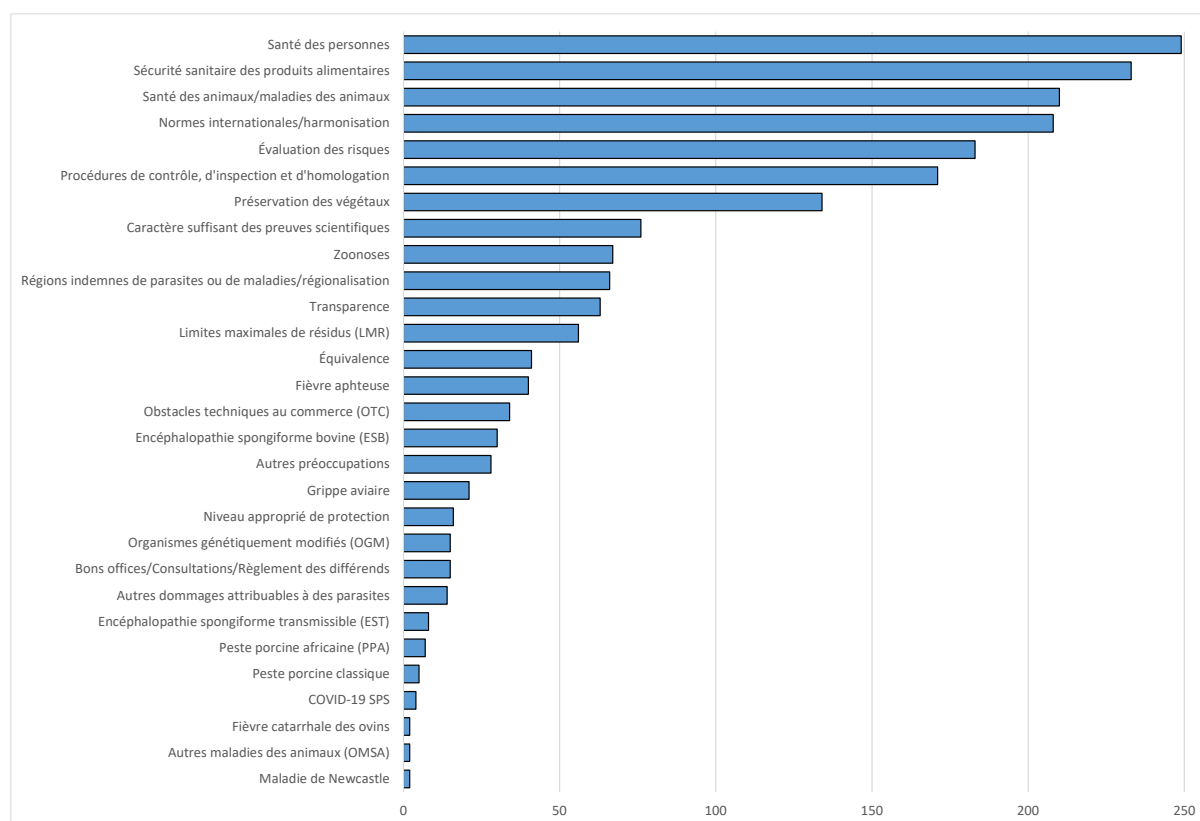


3.16. En moyenne, les PCS résolues ont été soulevées 2,2 fois. Sur les 228 PCS pour lesquelles une solution a été notifiée, 89 (39%) concernent la santé des animaux, 65 (29%) la préservation des végétaux, 58 (25%) la sécurité sanitaire des produits alimentaires et 16 (7%) d'autres préoccupations. Il est intéressant de noter que les PCS portant sur les questions liées à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et à la santé des animaux représentent 33% du nombre total de PCS soulevées depuis 1995 (Graphique B.3), alors qu'elles correspondent à 25% et 39%, respectivement, de celles pour lesquelles une solution a été notifiée. Les PCS portant sur les questions liées à la préservation des végétaux et à d'autres questions représentent 22% et 12% du total, et correspondent à 29% et 7% des PCS résolues, respectivement. Ces statistiques sont résumées dans le tableau B.1.

Tableau B.1 – Résumé des statistiques relatives à la résolution des PCS par mot clé (sujet) principal

Mot-clé (sujet) principal	Sécurité sanitaire des produits alimentaires	Santé des animaux	Préservation des végétaux	Autres préoccupations	Ensemble des PCS
Ensemble des PCS	188 (33%)	182 (33%)	123 (22%)	65 (12%)	558
Nombre de fois que des PCS ont été soulevées (moyenne)	3	3,1	2,7	2,9	3
PCS pour lesquelles des solutions ont été notifiées (R)	58 (25%)	89 (39%)	65 (29%)	16 (7%)	228 (41%)
PCS partiellement résolues (P)	26 (33%)	33 (42%)	14 (18%)	6 (8%)	79 (14%)
PCS pour lesquelles aucune solution n'a été notifiée (AN)	104 (41%)	60 (24%)	44 (18%)	43 (17%)	251 (45%)

3.17. En 2022, la liste des mots-clés assignés aux PCS a été réduite pour faciliter les recherches. Le graphique B.11 montre qu'un grand nombre de PCS examinées sont liées à la santé des personnes et à la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Les autres mots-clés fréquemment attribués sont la santé des animaux et les normes internationales/l'harmonisation.

Graphique B.11 – Mots-clés attribués aux PCS

3.2 Préoccupations commerciales spécifiques examinées en 2022

3.18. Malgré le caractère hybride des réunions de 2022 et le fait que certains délégués ne se réunissaient pas à Genève, plusieurs PCS ont été retirées soit avant l'adoption de l'ordre du jour, soit au cours des réunions du Comité grâce à l'avancement des consultations bilatérales. Plus précisément, en mars 2022, la Chine a retiré trois nouvelles PCS: 1) Préoccupations concernant la détection par l'UE d'alcaloïdes du ginseng amer dans le miel; 2) Suspension par la Thaïlande des importations de volailles et de porcins vivants, et de leurs carcasses; et 3) Ajustements fréquents par le Brésil des règlements techniques affectant le commerce de poissons.³⁹ En novembre 2022, avant l'adoption de l'ordre du jour, l'Inde a retiré deux nouvelles PCS: 1) L'inspection obligatoire des crevettes d'élevage imposée par le Japon; et 2) la Notification SPS du Canada ([G/SPS/N/CAN/1366/Rev.1](#)) relative à l'exigence d'un certificat zoosanitaire pour les animaux aquatiques. En ce qui concerne les PCS soulevés précédemment, le Brésil a retiré la préoccupation intitulée "Retards injustifiés des États-Unis dans l'ouverture de leur marché des agrumes" (ID 542) et la Chine n'a pas soulevé la préoccupation intitulée "Approche réglementaire de l'UE en matière de teneur maximale en contaminants" (ID 519), qui a été soulevée uniquement par le Canada.⁴⁰

3.19. Au total, [69 PCS](#) ont été portées à l'attention du Comité en 2022, dont 26 étaient nouvelles et 43 avaient été soulevées précédemment ([Tableau B.2](#)). De plus, 10 PCS soulevées pour la première fois en 2022 ont fait l'objet de nouvelles discussions lors de réunions ultérieures pendant cette même année, ce qui porte à 53 le nombre de PCS soulevées précédemment prises en considération dans le présent document. En 2022, 31 PCS ont été considérées comme résolues et 14 autres comme partiellement résolues (voir la [section 3.2.1](#) ci-après). En 2022, une mesure concrète a été prise au titre du Mémorandum d'accord dans le cas de cinq PCS (n° [185](#), [356](#), [394](#), [432](#) and [495](#)) ([Tableau B.3](#)).

³⁹ Voir le paragraphe 3.1 du rapport résumé de la réunion du Comité de juin 2022 ([G/SPS/R/105](#)). Ces trois PCS avaient été incluses dans le projet d'ordre du jour annoté distribué sous la cote [JOB/SPS/19](#).

⁴⁰ Voir le paragraphe 3.1 du rapport résumé de la réunion du Comité de juin 2022 ([G/SPS/R/108](#)). Ces trois PCS avaient été incluses dans le projet d'ordre du jour annoté distribué sous la cote [JOB/SPS/23](#).

3.20. Le nombre de PCS nouvelles soulevées en 2022 (26) est similaire à celui qui a été enregistré en 2021 (27), mais inférieur à celui constaté en 2020 (36), en dépit du fait que seules deux réunions s'étaient tenues cette année-là (Graphique B.1).⁴¹ Il est intéressant de noter qu'en 2022, seuls huit Membres ont soulevé de nouvelles PCS, contre 14 Membres de 2021. Par ailleurs, les 53 PCS précédemment soulevées qui ont été examinées de nouveau en 2022 représentent un sommet historique (Graphique B.2). Dix-huit Membres ont soulevé une PCS précédemment soulevée, contre 20 Membres en 2021. Seules 12 (27%) de ces 53 PCS avaient été soulevées pour la première fois il y a plus de 3 ans. La moitié de ces 53 PCS ont été examinées au plus 5 fois depuis qu'elles ont été soulevées la première fois. L'une de ces PCS avait été soulevée 46 fois.

3.21. Malgré le grand nombre de notifications distribuées chaque année (Graphique A.1), seulement 7⁴² des 26 nouvelles PCS soulevées en 2022 renvoyaient spécifiquement à des notifications SPS présentées en 2021 ou en 2022. Par exemple, alors que 131 notifications et documents SPS liés à la COVID-19 aient été communiqués du début de la pandémie jusqu'en décembre 2022 (Graphique A.26), seules 2 PCS nouvelles liées à la COVID-19 ont été soulevées au Comité au cours de cette même période, et seule l'une d'elles a été soulevée une nouvelle fois en 2022.⁴³

3.22. Comme il a déjà été indiqué, 69 PCS (nouvelles et précédemment soulevées) au total ont été examinées en 2022. Le Tableau B.2 fournit davantage de renseignements sur la participation des Membres à des PCS, c'est-à-dire sur les Membres qui soulèvent ou soutiennent des préoccupations ou y répondent. En 2022, 19 Membres (12% du total des Membres) ont soulevé au moins 1 PCS, y compris 8 Membres qui ont soulevé au moins une nouvelle PCS et 18 qui ont soulevé au moins 1 PCS précédemment soulevée. Six (32%) de ces 19 Membres sont des pays développés Membres et les 13 autres (68%) sont des pays en développement Membres. Sept PCS soulevées précédemment, examinées au moins 3 fois, ont réuni le soutien de 10 Membres ou plus.⁴⁴ Pour ce qui est des Membres répondant, les 26 nouvelles PCS ont été soulevées contre des mesures maintenues par 13 Membres (4 pays développés et 9 pays en développement Membres). Les 53 PCS précédemment examinées ont été soulevées contre des mesures maintenues par 21 Membres, dont 3 pays développés et 18 pays en développement Membres. En outre, une PCS a été soulevée contre des mesures maintenues par au moins 15 Membres.

3.23. Sur les 26 PCS nouvelles soulevées en 2022, 9 PCS (35%) concernent principalement la sécurité sanitaire des produits alimentaires; 7 PCS (27%) font référence à la santé des animaux et aux zoonoses⁴⁵, sachant que cette catégorie englobe des questions qui sont aussi pertinentes du point de vue de la sécurité sanitaire des produits alimentaires; 6 PCS (23%) font référence à d'autres questions; et 4 PCS (15%) sont liées à la préservation des végétaux. Le Graphique B.12 montre toutes les PCS nouvelles et antérieures qui ont été soulevées au Comité en 2022 par rapport à l'ensemble des PCS ayant été examinées entre 1995 et 2021, par mot clé (sujet) principal attribué. En 2022, on constate une forte hausse des PCS liées à d'autres questions, qui font principalement référence à des questions liées aux procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, ainsi qu'une baisse du pourcentage de PCS nouvelles concernant les trois autres principaux objectifs, par rapport à la période 1995-2021.

⁴¹ La réunion du Comité de mars 2020 avait été annulée en raison de la pandémie de COVID-19 (voir le document [JOB/SPS/5/Rev.1/Corr.1](#)).

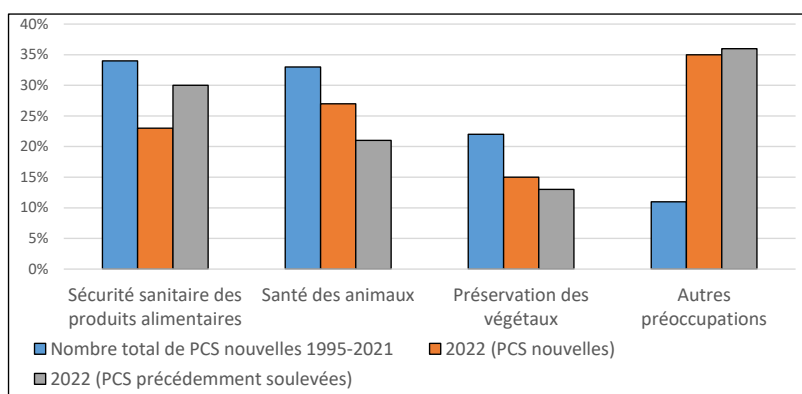
⁴² Ces PCS étaient les PCS n° [533](#), [536](#), [537](#), [540](#), [545](#), [548](#) et [550](#).

⁴³ Il s'agissait des PCS n° [487](#) (soulevée sept fois depuis 2020) et [488](#) (soulevée une fois en 2020).

⁴⁴ Ces PCS étaient les PCS n° [382](#), [446](#), [448](#), [485](#), [487](#), [501](#) et [534](#).

⁴⁵ Parmi les PCS nouvelles soulevées en 2022 auxquelles la santé des animaux a été attribuée comme principal mot-clé, les principales maladies préoccupantes sont la peste porcine africaine ([544](#)), la grippe aviaire ([556](#) et [558](#)), l'ESB ([538](#) et [543](#)), la fièvre porcine classique ([538](#)), et la fièvre aphteuse ([555](#)).

Graphique B.12 – PCS nouvelles et antérieures soulevées en 2022, par mot-clé (sujet) principal, par rapport à l'ensemble des PCS soulevées entre 1995 et 2021 (pourcentage)



3.2.1 Résolution des PCS en 2022

3.24. En septembre 2022, le Secrétariat a contacté 37 Membres pour faire le point de la situation (réglée, partiellement réglée ou non réglée) concernant leurs préoccupations commerciales spécifiques (PCS) qui n'avaient pas été soulevées depuis novembre 2020. Sur la base des réponses reçues de 18 Membres, 31 PCS sont considérées comme étant réglées et 14 comme étant partiellement réglées.⁴⁶ Les PCS signalées comme résolues en 2022 concernaient la sécurité sanitaire des produits alimentaires (neuf PCS, 30%), la santé des animaux (huit PCS, 26%), la préservation des végétaux (sept PCS, 22%) et les autres préoccupations (sept PCS, 22%). En moyenne, ces PCS avaient été soulevées 1,5 fois. Seules trois de PCS avaient été soulevées par plus d'un Membre. Dans leur ensemble, ces PCS se rapportaient à des mesures maintenues par 16 Membres. Les résultats de cet exercice ont été distribués aux Membres dans le document [G/SPS/GEN/2062/Rev.1](#) et présentés à la réunion du Comité SPS de novembre 2022.⁴⁷

3.2.2 Bons offices du Président

3.25. En 2022, le Brésil avait demandé les bons offices du Président en vertu de l'article 12.2 de l'Accord SPS et de la procédure de consultations *ad hoc* ([G/SPS/61](#)) concernant des questions relatives à l'exportation de viande porcine vers le Mexique, qui étaient liées à trois PCS précédemment examinées (n° [263](#), [271](#) et [489](#)). La PCS n° [489](#) a été soulevée au trois réunions du Comité SPS tenues en 2022 (Tableau B.2).

3.26. Le 27 octobre 2022, le Mexique a fourni une réponse conformément au paragraphe 2.3 de la procédure de consultations *ad hoc*. Il a rejeté la demande parce qu'il avait publié les exigences à remplir pour l'importation de porc du Brésil au Mexique et estimait donc qu'il n'était pas nécessaire de poursuivre les bons offices de la présidence. La demande du Brésil et la réponse du Mexique à cette demande ont été distribuées sous les cotes [G/SPS/GEN/2078](#) et [G/SPS/GEN/2079](#).

⁴⁶ Comme indiqué à la note de bas de page 37, lorsqu'une PCS a été soulevée par plus d'un Membre mais que les Membres qui l'ont soulevée n'ont pas tous indiqué qu'elle était résolue, la PCS est considérée comme partiellement résolue. Les PCS dans le cadre desquelles le commerce a pu être autorisé pour certains produits ou pour certains des Membres importateurs qui maintenaient la mesure en question, mais pas pour tous, sont aussi considérées comme étant partiellement réglées.

⁴⁷ Voir la section 3.3 du rapport résumé de la réunion du Comité de novembre 2022 dans le document [G/SPS/R/108](#).

4 PARTIE C – AUTRES ASPECTS RELATIFS À LA TRANSPARENCE

4.1 Recommandations relatives à la transparence formulées dans le cadre du cinquième examen

4.1. Le rapport sur le cinquième examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord SPS⁴⁸ a été adopté à la réunion du Comité de juin 2020. Ce rapport contient les recommandations ci-après sur les procédures de notification et la transparence (paragraphe 7.13):

- a. Les Membres sont encouragés à indiquer clairement, dans leurs notifications au Comité SPS, si une mesure a été notifiée à un autre comité.⁴⁹ Les Membres devraient inclure cette information dans la rubrique du modèle de notification intitulée "Autres documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles".

4.2. Le rapport contient en outre les recommandations ci-après sur les mécanismes nationaux de coordination en matière SPS (paragraphe 6.7):

- a. Les Membres sont encouragés à mettre en place des mécanismes nationaux de coordination afin de permettre la consultation et la communication entre les experts techniques et les experts en matière de politique commerciale, en vue de favoriser la définition de positions coordonnées sur les questions SPS qui sont conformes, conformément aux obligations énoncées dans l'Accord SPS. Les Membres sont également encouragés à réfléchir à des moyens de renforcer la coordination interne sur les questions SPS.
- b. Les Membres devraient continuer à échanger des données d'expérience sur leurs mécanismes nationaux de coordination et à examiner les stratégies et les approches visant à améliorer la coordination et la concertation au niveau national dans le domaine SPS, dans le but de renforcer la mise en œuvre de l'Accord SPS, y compris la résolution des problèmes commerciaux spécifiques.
- c. Le Comité demande au Secrétariat d'établir un recueil des ressources qui peuvent être utiles aux Membres dans la mise en œuvre de leurs mécanismes nationaux de coordination, en commençant par celles évoquées lors de l'Atelier de 2019 sur la transparence et la coordination, et en incluant les ressources additionnelles suggérées par les Membres.⁵⁰

4.2 Assistance technique et ateliers

4.3. Le nombre des notifications distribuées augmentant régulièrement, il est problématique pour de nombreux Membres d'en gérer le flux et d'assurer la coordination au niveau national au sujet des questions SPS. C'est l'un des domaines dans lesquels les Membres ont demandé une assistance technique et des conseils sur les meilleures pratiques.⁵¹

4.4. Le Secrétariat de l'OMC dispense régulièrement une formation pratique sur l'ensemble de ses outils dans le cadre de ses programmes d'assistance technique.⁵² Certains Membres améliorent nettement leur activité en matière de notifications après avoir suivi une formation sur la transparence. De la même façon, certains Membres ont actualisé les coordonnées de contact de leurs autorités nationales responsables des notifications et points d'information nationaux dans la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) (voir la [Section 4.3.1.1.2](#)) après avoir suivi une formation spécifique, ce qui a facilité encore davantage la communication entre les Membres.

⁴⁸ [G/SPS/64](#) et [G/SPS/64/Add.1](#).

⁴⁹ Voir la section 2.7 des Procédures recommandées pour l'exécution des obligations en matière de transparence de l'Accord SPS (article 7) figurant dans le document [G/SPS/7/Rev.5](#), qui concerne la notification des réglementations contenant des mesures SPS et OTC au titre à la fois de l'Accord SPS et de l'Accord OTC.

⁵⁰ Voir le document [G/SPS/GEN/1850/Rev.1](#).

⁵¹ Pour plus de détails, voir l'Analyse des réponses au questionnaire sur le fonctionnement des points d'information et des autorités nationales responsables des notifications SPS ([G/SPS/GEN/751/Rev.1](#)).

⁵² Voir la dernière version de la série de documents [G/SPS/GEN/521](#).

4.5. De plus, une formation hautement interactive sur l'utilisation des outils informatiques dans le domaine SPS a été assurée lors d'ateliers sur la transparence organisés habituellement tous les deux ans. De la même façon, ces activités de formation spécialisées ont abouti également à une utilisation plus fréquente de ces outils. Un atelier sur la transparence a été organisé le 20 juin 2022. Il visait à faire le point sur les faits nouveaux récents relatifs à la transparence et à présenter les principales fonctions de la nouvelle [Plate-forme ePing SPS et OTC](#), y compris les fonctionnalités de notification et de liaison/communication. En outre, une "clinique des notifications" a permis aux autorités responsables des notifications SPS et aux points d'information SPS de répondre à toute préoccupation concernant l'utilisation des fonctionnalités de présentation des notifications de la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#), en consultation directe avec le Secrétariat.⁵³

4.6. Un nouveau cours des champions de la transparence dans le domaine SPS, inspiré du cours SPS avancé qui existe depuis longtemps, est actuellement en cours. Un cours similaire est également dispensé dans le domaine des OTC. Il s'agit d'un programme complet de renforcement des capacités, piloté par l'équipe SPS (et OTC), qui offre aux fonctionnaires des autorités nationales responsables des notifications et des points d'information nationaux la possibilité d'acquérir des connaissances et des compétences pratiques pour mettre en œuvre le cadre de transparence de l'OMC et en bénéficier. L'objectif de ce programme est d'obtenir des résultats concrets et durables dans la mise en œuvre effective du cadre de transparence de l'OMC. La première semaine du cours, à laquelle ont participé 18 fonctionnaires de 13 pays africains anglophones, a permis à ces derniers de mieux comprendre les dispositions de l'Accord SPS relatives à la transparence, a été l'occasion d'échanges de renseignements et de données d'expérience sur la mise en œuvre des dispositions SPS relatives à la transparence et a facilité l'examen des principales difficultés ainsi que des idées visant à améliorer le cadre de transparence dans les pays participants. Les participants ont continué de travailler à l'élaboration de plans d'action visant à faire face aux défis/difficultés rencontrés dans leurs pays respectifs, se sont réunis en session virtuelle entre octobre et novembre 2022 et ont été invités à assister virtuellement aux réunions du Comité SPS de novembre 2022. Ils devraient revenir à Genève en 2023 pour donner suite à la mise en œuvre de leurs plans d'action, sous réserve de la présentation de rapports de situation périodiques.⁵⁴

4.7. Tous les renseignements sur les ateliers et séances thématiques antérieurs concernant la transparence et sur les formations spécifiques organisées par le Secrétariat peuvent être consultés dans la section remaniée "[Ensemble des instruments de transparence à la disposition des Membres](#)" du portail SPS.

4.3 Outils informatiques dans le domaine SPS

4.3.1 La nouvelle Plate-forme ePing SPS et OTC

4.8. La nouvelle [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) regroupe en un seul et même endroit tous les outils de transparence relatifs aux mesures SPS et aux OTC, ainsi que le système d'alerte ePing. La plate-forme permet de faire des recherches sur les notifications SPS (et OTC), les préoccupations commerciales spécifiques, ainsi que les coordonnées des autorités nationales responsables des notifications et des points d'information nationaux. Les utilisateurs enregistrés bénéficient de fonctionnalités supplémentaires, dont la réception d'alertes par courriel sur les notifications concernant des produits et/ou des marchés qui les intéressent. Les représentants disposant de droits supplémentaires peuvent utiliser la Plate-forme ePing SPS et OTC pour présenter des notifications à l'OMC, mettre à jour les coordonnées des autorités nationales responsables des notifications et des points d'information nationaux, et, s'ils le souhaitent, publier leurs observations/réponses sur les notifications.⁵⁵ L'extraction des données à partir d'une source unique réduit les erreurs et les coûts d'entretien. En outre, dans le cadre du système d'authentification unique mis au point récemment par le Secrétariat de l'OMC, les utilisateurs peuvent accéder avec un seul ensemble d'identifiants à toutes les bases de données de l'OMC pour lesquelles ils ont des droits. Les paragraphes suivants

⁵³ L'information relative à cet atelier, y compris le programme, les exposés et l'enregistrement de la séance, est disponible à l'adresse suivante: https://www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/workshop_transparency_20jun22_f.htm. Le rapport figure dans le document [G/SPS/R/106](#).

⁵⁴ Voir [OMC | Nouvelles 2022 – La DG Okonjo-Iweala souligne l'importance des mesures SPS et OTC pour faciliter le commerce](#).

⁵⁵ Pour en savoir plus, voir la page consacrée aux outils de transparence: [OMC | Mesures sanitaires et phytosanitaires – Ensemble des instruments de transparence à la disposition des Membres](#).

résumant les fonctions qui sont intégrées dans la Plate-forme ePing SPS et OTC.⁵⁶ De nouveaux supports de formation seront mis au point en temps utiles.

4.9. Depuis le commencement du projet en 2021, le Comité SPS (et OTC) a été régulièrement informé des progrès réalisés dans la mise au point de la Plate-forme. Les délégués SPS (et OTC) ont participé à la phase d'essai pilote réalisée au premier trimestre de 2022. S'agissant des questions SPS, des informations en retour reçues de 48 Membres ont été prises en considération pour améliorer la Plate-forme. En mars 2022, celle-ci est entrée en service en version bêta et de nombreuses séances ont été organisées pour former les Membres intéressés à son utilisation, c'est-à-dire à la présentation en ligne des notifications et aux fonctions de communication/sensibilisation. La [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) a été [officiellement lancée](#) en marge de la réunion du Comité OTC du 13 juillet 2022, avec la participation de hauts fonctionnaires des trois organisations partenaires, du Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU, du Centre du commerce international (ITC) et de l'OMC.⁵⁷

4.3.1.1 Fonctionnalités

4.3.1.1.1 Notifications et PCS

4.10. La nouvelle plate-forme intègre et améliore les fonctions de recherche des [notifications](#) et des [PCS](#) précédemment disponibles dans le SPS IMS et permet d'effectuer des recherches dans les domaines SPS et OTC. Étant donné que les notifications sont de plus en plus soumises en ligne (voir la [section 4.3.1.1.4](#)), les renseignements disponibles sont plus complets et mieux harmonisés, ce qui améliore davantage la qualité des recherches. Les Membres peuvent s'enregistrer sur la plate-forme pour avoir accès à des fonctions avancées, telles que la sauvegarde des filtres, la création de documents favoris, ou l'accès à des tchats précédemment disponibles dans le système d'alerte ePing.

4.11. Pour les requêtes portant sur des PCS, la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) fait pendant à la [Base de données de l'OMC sur les préoccupations commerciales](#), accessible aux Membres depuis février 2021.⁵⁸ Cet outil analytique avancé pour les PCS intègre les préoccupations exprimées dans le cadre des Comités SPS et OTC et dans celui du Comité de l'accès aux marchés. À l'avenir, il incorporera peut-être les préoccupations soulevées dans d'autres organes de l'OMC. Étant donné que la nouvelle Plate-forme reprend les données de la base de données sur les préoccupations commerciales, les données proviennent d'une source unique, ce qui garantit la cohérence et réduit les coûts d'entretien et les erreurs. Pour des recherches plus avancées, la nouvelle Plate-forme ePing SPS et OTC redirigera les utilisateurs vers la base de données sur les préoccupations commerciales, qui contient des renseignements plus détaillés, organisés en fonction des différentes réunions, ce qui facilite l'approfondissement de l'analyse et de l'établissement des rapports. La base de données sur les préoccupations commerciales comprend les profils des Membres et permet aux utilisateurs d'étudier et de visualiser les résultats par objectifs, mots clés et codes du SH, entre autres options. Cet outil analytique est alimenté par les données disponibles dans [eAgenda](#) et a été complété manuellement par des données historiques concernant les préoccupations commerciales disponibles dans les rapports résumés des réunions du Comité, qui pouvaient précédemment être consultés via le SPS IMS. En outre, la nouvelle plate-forme ePing SPS et OTC permet de chercher simultanément [des notifications et des PCS](#).

4.12. Pour les recherches sur d'[autres documents SPS](#), les utilisateurs sont actuellement redirigés vers le SPS IMS. Cette fonctionnalité devrait être pleinement intégrée à la plate-forme au premier trimestre de 2023.

⁵⁶ Actuellement, le [Manuel pratique sur le fonctionnement des autorités nationales responsables des notifications et des points d'information nationaux](#), qui a été distribué pour la première fois en 2011 et révisé en 2018, donne des indications aux gouvernements en vue de faciliter la mise en œuvre des dispositions de l'Accord SPS relatives à la transparence. Le Secrétariat a établi une [vue d'ensemble des outils informatiques SPS et OTC](#), actualisée. Ces supports seront examinés compte tenu de l'élaboration, en cours, des outils informatiques.

⁵⁷ Voir les documents [G/SPS/GEN/2058](#) et [G/TBT/GEN/336](#).

⁵⁸ La base de données sur les préoccupations commerciales de l'OMC a été lancée pour la première fois en version bêta en marge de la réunion du Comité OTC de février 2021 et présentée au Comité SPS à sa réunion de mars 2021.

4.3.1.1.2 Coordonnées de contact des autorités nationales responsables des notifications et points d'information nationaux

4.13. Les [coordonnées de contact des autorités nationales responsables des notifications et des points d'information nationaux](#), disponibles précédemment dans le SPS IMS et via le système d'alerte ePing, seront aussi disponibles sur la nouvelle Plate-forme. Les Membres sont responsables, par l'intermédiaire de leur administrateur des notifications (voir la section [4.3.1.1.4](#)), de mettre à jour leurs coordonnées de contact.

4.3.1.1.3 Fonction de liaison/communication

4.14. Les fonctions disponibles précédemment dans le système d'alerte ePing [ont été intégrées et améliorées dans la nouvelle [Plate-forme ePing SPS et OTC](#). Par conséquent, la nouvelle Plate-forme comprend un système d'alerte accessible au public pour les notifications SPS et OTC. Les utilisateurs rempliront un formulaire d'enregistrement qui leur permettra d'identifier les produits et/ou les marchés d'intérêt et de s'inscrire pour recevoir des alertes par courrier électronique concernant les notifications SPS et OTC. En outre, les utilisateurs pourront toujours chercher et partager des notifications, télécharger en amont des renseignements supplémentaires et des documents y afférents, et participer à des forums de discussion. Comme dans le système d'alerte précédent, un outil de gestion des autorités nationales responsables des notifications et des points d'information nationaux est disponible pour faciliter les échanges d'informations et les discussions concernant les notifications aussi bien au niveau national qu'international. Les utilisateurs ayant des droits de communication auront en outre accès à une fonction de discussion en ligne pour discuter de sujets de leur choix, indépendamment d'une notification donnée. Ainsi, la Plate-forme continue d'aider les parties prenantes du secteur public et privé, en particulier les petites et moyennes entreprises, à suivre et consulter les mesures en cours d'élaboration, à formuler des observations sur ces mesures et à s'adapter si besoin à l'évolution des conditions réglementaires.

4.15. En 2021, le Secrétariat a mené une enquête pour mieux comprendre l'utilisation du système d'alerte ePing et la façon dont il pourrait être amélioré. Il ressort de cette étude que les utilisateurs sont généralement satisfaits et ont des suggestions concrètes concernant de nouvelles améliorations, y compris l'élaboration d'une application mobile ePing.⁵⁹ Cette application mobile a été mise à disposition sur la Plate-forme au second semestre de 2022 et permet aux utilisateurs d'avoir accès à certaines des fonctionnalités de la plate-forme.

4.16. Au 31 décembre 2022, le nombre d'abonnés avait dépassé à 19 500 (dont plus de 7 790 utilisateurs du secteur privé) de 187 pays, contre 15 443 utilisateurs (dont 6 204 utilisateurs du secteur privé) de 184 pays à la fin de 2021. Certains de ces utilisateurs ont été enregistrés après qu'une activité d'assistance technique a été réalisée dans leur pays ou leur région, ce qui confirme l'efficacité des activités d'assistance technique pour faire connaître la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) et amener les utilisateurs à commencer le processus d'enregistrement et à s'abonner pour recevoir des alertes par courrier électronique concernant des notifications SPS et/ou OTC. Certaines fonctionnalités additionnelles, comme les forums de discussion nationaux et internationaux ainsi que la discussion en ligne pour les utilisateurs ayant des droits d'administrateur, présentent aussi un intérêt pour de nombreux Membres. Au total, 399 administrateurs ePing ayant des droits de communication ont été enregistrés sur la Plate-forme, couvrant 133 pays et territoires. Dans le cas des mesures SPS, 195 administrateurs ayant des droits de communication ont été enregistrés pour 89 pays.

4.3.1.1.4 Présentation en ligne des notifications

4.17. La présentation en ligne des notifications, disponible précédemment via le SPS NSS, a été intégrée dans la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#). La nouvelle Plate-forme propose les mêmes fonctions de présentation des notifications que le SPS NSS, avec des procédures améliorées et simplifiées. Depuis mars 2022, les Membres peuvent, facilement et avec précision, remplir et présenter des notifications SPS selon l'ensemble des modèles de notification, via la Plate-forme. Un recours accru à la présentation en ligne aide à améliorer, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, les renseignements fournis par les Membres au moyen des différents modèles de notification, ainsi que les renseignements accessibles par recherche. Par exemple, entre autres fonctionnalités, la

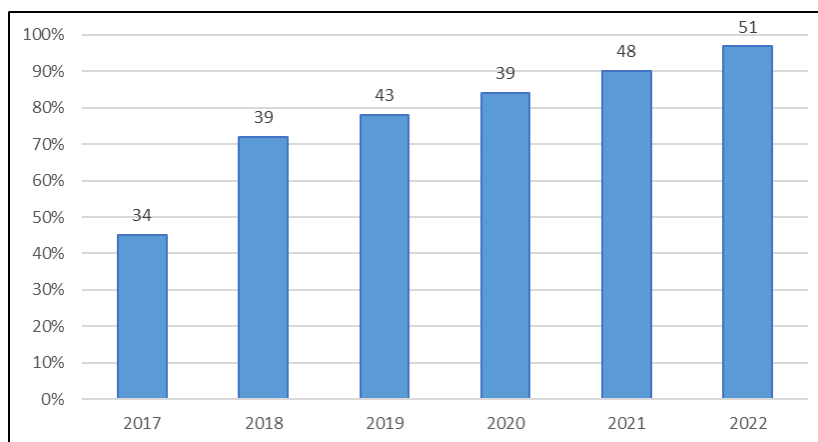
⁵⁹ Voir les documents [G/SPS/GEN/1933](#) et [G/TBT/GEN/317](#).

plate-forme inclut toutes les versions de la nomenclature du Système harmonisé (SH). En outre, les notifications présentées en ligne peuvent être plus rapidement traitées par le Secrétariat et distribuées aux Membres. Certains groupements régionaux présentent actuellement des notifications conjointes via la plate-forme ePing SPS et OTC, distribuée dans une notification multicote, et plusieurs autres régions étudient la possibilité de le faire.

4.18. La présentation en ligne des notifications est restreinte. Au moment de son enregistrement, un utilisateur peut se voir accorder les types de droits suivants: des droits de rédaction de notifications, qui permettent à l'utilisateur de rédiger une notification mais non de la soumettre à l'OMC; ou des droits de présentation de notifications, qui lui permettent de rédiger et de présenter des notifications à l'OMC. Au sein d'un même Membre, ces droits sont accordés par un administrateur des notifications, qui peut rédiger et présenter des notifications, accorder les droits en question aux utilisateurs compétents et mettre à jour les coordonnées de contact des autorités nationales responsables des notifications et des points d'information nationaux. Les Membres doivent contacter le Secrétariat (spscommittee@wto.org) pour désigner le (les) administrateur(s) des notifications SPS à qui accorder les droits d'administrateur. À ce jour, 101 utilisateurs ont reçu des droits d'administrateur pour les notifications SPS. Au total, 203 utilisateurs bénéficient de droits de rédaction et 136 de droits de présentation.

4.19. Depuis la création du SPS NSS, aujourd'hui désactivé, le nombre de Membres ayant présenté des notifications en ligne a constamment augmenté. Au total, 65 Membres ont présenté officiellement des notifications via la Plate-forme. Suite à l'initiative du Secrétariat visant à promouvoir la présentation en ligne des notifications, deux autres Membres ont commencé à notifier en ligne en 2022. En 2022, environ 97% des notifications (7% de plus qu'en 2021) ont été présentées en ligne. Depuis 2017, le pourcentage des notifications SPS présentées via la plate-forme en ligne s'est élevé de 45% en 2017 à 97% en 2022 (graphique C.1).

Graphique C.1 – Pourcentage des notifications présentées via le système SPS NSS depuis 2017, et nombre de Membres utilisant ce système par an⁶⁰



4.20. Le Secrétariat a dispensé une formation sur la présentation en ligne des notifications dans de nombreuses activités de transparence menées en 2022⁶¹, ainsi que dans le cadre de la "clinique des notifications", qui s'est tenue virtuellement au cours de l'atelier SPS de juin 2022 sur la transparence.⁶² Cette séance, organisée pour la toute première fois à l'intention des fonctionnaires chargés des questions SPS, a permis aux autorités responsables des notifications SPS et aux points d'information SPS de répondre à toute préoccupation concernant l'utilisation des fonctionnalités de présentation des notifications de la Plate-forme ePing SPS et OTC, en consultation directe avec le Secrétariat.

⁶⁰ À titre de comparaison, le Graphique A.1 indique le nombre de Membres qui ont présenté au moins une notification au cours d'une année donnée.

⁶¹ Voir la dernière version de la série de documents [G/SPS/GEN/521](https://www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/workshop_transparency_20jun22_f.htm).

⁶² Des renseignements sur l'atelier sur la transparence sont disponibles sur la page Web dédiée: https://www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/workshop_transparency_20jun22_f.htm.

4.3.1.1.5 Faits et chiffres

4.21. Dans l'onglet "Faits et chiffres" de la [Plate-forme ePing SPS et OTC](#), les utilisateurs peuvent visualiser des graphiques et des statistiques établis au préalable pour un Membre spécifique ou pour l'ensemble du monde. Les [profils des Membres](#) donnent accès aux coordonnées de contact des autorités nationales responsables des notifications et des points d'information nationaux, à des graphiques et des données sur l'activité de notification du Membre considéré, aux codes du SH associés aux notifications SPS et à des données sur la participation du Membre à des PCS. Les utilisateurs peuvent aussi accéder aux données relatives aux examens de la politique commerciale, si elles sont disponibles, et à d'autres documents SPS. L'onglet [notifications](#) permet aux utilisateurs de consulter un large éventail de statistiques sur les notifications. Pour des renseignements plus précis sur les PCS, le site renvoie les utilisateurs à la [Base de données sur les préoccupations commerciales](#).

4.3.2 eAgenda

4.22. Lancée en 2020, la plate-forme [eAgenda](#) est un outil collaboratif en ligne visant à appuyer les travaux des organes de l'OMC, y compris le Comité SPS. Cette plate-forme permet aux Membres, en vue d'une réunion, d'insérer des interventions au titre de tout point de l'ordre du jour proposé, y compris de soulever et de soutenir des PCS. Les Membres peuvent aussi télécharger des déclarations qui sont communiquées aux autres utilisateurs en temps réel, ce qui contribue de manière significative à accroître la transparence avant la réunion. L'outil eAgenda restera une plate-forme à part entière, mais ses utilisateurs pourront y accéder via la nouvelle [Plate-forme ePing SPS et OTC](#) en bénéficiant du système d'authentification unique, sans avoir à se reconnecter.

4.23. En février 2020, la plate-forme SPS eAgenda a fait l'objet d'un essai pilote par neuf Membres avant d'être utilisée pour la première fois lors de la réunion du Comité SPS de juin 2020. Depuis novembre 2020, l'outil SPS eAgenda est régulièrement employé par la plupart des Membres pour ajouter des points à l'ordre du jour, soulever des PCS et télécharger des déclarations. En 2022, les Membres ont utilisé eAgenda pour inclure directement la plupart des points de l'ordre du jour et soulever la majeure partie des PCS, ce qui a amélioré la transparence préalablement à la réunion et permis des gains d'efficacité dans l'élaboration, par le Secrétariat, du projet d'ordre du jour annoté.

4.24. Depuis mars 2021, les Membres ont la possibilité d'appuyer les PCS et d'autres points de l'ordre du jour via eAgenda, jusqu'à leur examen à la réunion formelle, pour autant que ces PCS et les points de l'ordre du jour aient déjà été soulevés par un autre Membre avant l'échéance fixée. En application de la procédure habituelle, les Membres peuvent également appuyer des points à l'oral pendant la réunion du Comité. En outre, ils peuvent ajouter d'autres points à l'ordre du jour (outre les PCS et les points qui relèvent de la surveillance de l'utilisation des normes internationales) au début de la réunion formelle, avant l'adoption de l'ordre du jour. Seules les interventions des Membres qui prennent la parole pendant la réunion sont consignées dans eAgenda (par exemple, ceux qui y figurent en tant que Membre appuyant), et les déclarations orales sont enregistrées dans le résumé de la réunion. La plupart des Membres téléchargent des versions écrites, parfois plus détaillées, des interventions prononcées pendant les réunions du Comité SPS. Les utilisateurs enregistrés ont la possibilité de télécharger des déclarations, en complément des rapports résumés établis par le Secrétariat.

4.25. Au 31 décembre 2022, 334 utilisateurs de 79 Membres étaient enregistrés sur la plate-forme SPS eAgenda, parmi lesquels 138 (41%) avaient seulement des droits d'accès en lecture, leur permettant de consulter l'ordre du jour de la réunion sans pouvoir soulever des points ni télécharger leurs déclarations. Le Secrétariat reste disponible pour dispenser une formation additionnelle sur demande.

4.4 Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF)

4.26. En novembre 2021, le [STDF](#) a publié un nouveau [Guide pratique sur les bonnes pratiques réglementaires](#)⁶³ pour améliorer et renforcer la conception, l'élaboration et l'examen des mesures SPS. En 2022, le STDF a également produit des versions de ce guide en [français](#) et en [espagnol](#). Ce document est notamment axé sur la transparence, qui est un principe transversal des

⁶³ Les versions française et espagnole, ainsi qu'une note d'information succincte du STDF sur les BPR, seront disponibles sous peu.

BPR dont il y a lieu de tenir compte dans l'ensemble du cycle de vie réglementaire des mesures SPS. Elle s'inscrit dans plusieurs BPR, telles que la mobilisation des parties prenantes (par exemple sous forme de consultations), la diffusion de renseignements ou les mécanismes de coopération et de coordination. Le guide contient aussi un aperçu des instruments de transparence disponibles pour favoriser les consultations, la diffusion des renseignements, la publication, les notifications, etc. Les Membres de l'OMC sont encouragés à consulter et à utiliser le nouveau guide STDF en vue d'améliorer l'efficacité, l'efficience, la cohérence et l'adéquation globale de leurs mesures SPS.

4.27. Dans le cadre de ses [travaux en cours sur la facilitation des échanges](#), le STDF a mis au jour des données d'expérience, des enseignements et des bonnes pratiques pour améliorer la mise en œuvre des contrôles SPS d'une manière qui facilite un commerce sûr tout en réduisant au minimum les coûts de transaction. Ces travaux ont mis en évidence l'importance de la transparence pour les mesures SPS. Par exemple, améliorer les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation est une étape simple qui est susceptible de produire des avantages considérables. Si les producteurs et les négociants doivent mettre en œuvre les mesures SPS, ils ont besoin de comprendre ce qu'elles sont. La publication des règlements, des formulaires et des redevances SPS (de préférence en ligne) ouvrira les marchés et contribuera à la bonne gouvernance. En outre, les travaux du STDF ont mis en évidence l'importance d'un dialogue public-privé régulier permettant aux entreprises (y compris les MPME) de connaître ce qui est requis, y compris lorsque les règlements SPS ou les procédures changent.

4.28. Enfin, le cadre [P-IMA](#) du STDF constitue une approche fondée sur les éléments de preuve pour éclairer et améliorer le processus de planification et de prise de décisions dans le domaine SPS et établit un lien entre les investissements dans ce domaine et les objectifs de politique publique, y compris la croissance des exportations, la productivité agricole et la réduction de la pauvreté. Dans le cadre de ce processus, le cadre PIMA encourage le dialogue entre le secteur public et le secteur privé, stimule la transparence et la reddition de comptes, et améliore l'efficacité économique des décisions en matière d'investissements. De nombreux autres projets élaborés et financés par le STDF ont aussi amélioré la transparence en favorisant la coordination interinstitutions au niveau national et/ou régional et en renforçant les liens entre les organismes publics et le secteur privé.

4.29. Les délégués sont invités à contacter le Secrétariat du STDF (stdfsecretariat@wto.org) pour obtenir de plus amples renseignements sur les travaux effectués par le Fonds.

Tableau B.2 – PCS (nouvelles ou soulevées précédemment) examinées et résolues dans le cadre du Comité SPS en 2022, classées par ordre alphabétique des Membres répondant à la préoccupation⁶⁴

Le tableau ci-après contient toutes les PCS, nouvelles ou soulevées précédemment, qui ont été examinées en 2022, classées par ordre alphabétique des Membres répondant à la préoccupation. La liste complète des PCS peut être consultée [ici](#).

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Afrique du Sud	193	Soulevée par la suite	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	États-Unis; Union européenne	Canada; États-Unis; Suisse; Uruguay	Santé des animaux	01/06/2004 (45 fois)	PR*
Afrique du Sud	431	Soulevée par la suite	Restrictions à l'importation de volaille imposées par l'Afrique du Sud en raison de l'influenza aviaire hautement pathogène	Union européenne		Santé des animaux	02/11/2017 (13 fois)	NR
Arabie saoudite, Royaume d'	486	Soulevée par la suite	Suspension temporaire par l'Arabie saoudite des établissements exportateurs de volaille brésiliens	Brésil	Ukraine	Innocuité des produits alimentaires	24/06/2020 (7 fois)	NR
Argentine	193	Soulevée par la suite	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	États-Unis; Union européenne	Canada; États-Unis; Suisse; Uruguay	Santé des animaux	01/06/2004 (45 fois)	PR*
Australie	193	Soulevée par la suite	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	États-Unis; Union européenne	Canada; États-Unis; Suisse; Uruguay	Santé des animaux	01/06/2004 (45 fois)	PR*

⁶⁴ Veuillez noter qu'un hyperlien figurant dans le numéro d'identification renvoie à la PCS correspondante figurant dans le SPS IMS pour de plus amples détails sur la préoccupation soulevée.

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Bolivie	530	Soulevée par la suite	Restrictions à l'importation de produits de l'agriculture et de l'élevage appliquées par la Bolivie	Pérou		Préservation des végétaux	03/11/2021 (3 fois)	NR
Brésil	193	Soulevée par la suite	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	États-Unis; Union européenne	Canada; États-Unis; Suisse; Uruguay	Santé des animaux	01/06/2004 (45 fois)	PR*
Chine	193	Soulevée par la suite	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	États-Unis; Union européenne	Canada; États-Unis; Suisse; Uruguay	Santé des animaux	01/06/2004 (45 fois)	PR*
Chine	392	Soulevée par la suite	Restrictions à l'importation appliquées par la Chine en raison de la peste porcine africaine	Union européenne		Santé des animaux	15/07/2015 (15 fois)	NR
Chine	406	Soulevée par la suite	Restrictions à l'importation imposées par la Chine en raison de l'influenza aviaire hautement pathogène	États-Unis; Union européenne	Union européenne	Santé des animaux	16/03/2016 (17 fois)	NR
Chine	485	Soulevée par la suite	Mesure administrative de la Chine en matière d'enregistrement des fabricants étrangers de produits alimentaires importés (26/11/2019)	Australie; Canada; États-Unis; Japon; Union européenne	Canada; Corée, République de; Japon; Norvège; Philippines; Royaume-Uni; Sénégal; Suisse; Taipei chinois; Thaïlande; Union européenne	Autres préoccupations	24/06/2020 (7 fois)	NR

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Chine	487	Soulevée par la suite	Mesures de la Chine liées à la COVID-19 et affectant le commerce international des produits alimentaires et agricoles	Australie; Canada; États-Unis; Fédération de Russie; Inde; Taipei chinois; Union européenne	Australie; Brésil; Fédération de Russie; Inde; Japon; Kenya; Mexique; Norvège; Nouvelle-Zélande; Paraguay; Royaume-Uni; Suisse; Taipei chinois; Union européenne	Innocuité des produits alimentaires	05/11/2020 (6 fois)	NR
Chine	506	Soulevée par la suite	Nouveau modèle de certificat sanitaire proposé par la Chine pour les importations de crevettes	Inde		Autres préoccupations	25/03/2021 (4 fois)	NR
Chine	510	Soulevée par la suite	Restrictions à l'importation de viande bovine imposées par la Chine	Inde		Santé des animaux	25/03/2021 (2 fois)	NR
Chine	516	Soulevée par la suite	Retard de la Chine dans l'approbation des demandes d'établissement d'une nouvelle liste et de remise en fonctionnement des établissements d'exportation	Australie; Canada; Union européenne	Canada; Royaume-Uni; Union européenne	Autres préoccupations	25/03/2021 (5 fois)	NR

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Chine	524	Soulevée par la suite	Préoccupations liées à la transparence, à des retards et à la régularité de la procédure en ce qui concerne les prescriptions à l'importation de la Chine visant les produits agricoles	Australie	Fédération de Russie	Autres préoccupations	14/07/2021 (4 fois)	NR
Chine	531	Nouvelle	Restrictions à l'importation de produits de la pêche appliquées par la Chine	Mexique		Autres préoccupations	03/11/2021 (0 fois)	NR
Chine	532	Soulevée par la suite	Suspension par la Chine des importations de fruits frais	Taipei chinois		Préservation des végétaux	03/11/2021 (3 fois)	NR
Corée, République de	193	Soulevée par la suite	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	États-Unis; Union européenne	Canada; États-Unis; Suisse; Uruguay	Santé des animaux	01/06/2004 (45 fois)	PR*
Corée, République de	490	Soulevée par la suite	Absence de progrès réalisés par la Corée en ce qui concerne les demandes d'autorisation d'importer de la viande de bœuf en instance	Union européenne	Fédération de Russie	Autres préoccupations	05/11/2020 (3 fois)	NR

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Corée, République de	557	Nouvelle	Exigence par la Corée d'un certificat sanitaire contenant une déclaration de statut sanitaire pour les espèces aquatiques	Inde		Autres préoccupations	09/11/2022 (0 fois)	NR
Égypte	193	Soulevée par la suite	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	États-Unis; Union européenne	Canada; États-Unis; Suisse; Uruguay	Santé des animaux	01/06/2004 (45 fois)	PR*
Égypte	547	Nouvelle	Circulaire de l'administration des douanes égyptiennes n° 4060 – tests de radioactivité pour les importations de produits alimentaires	Union européenne		Autres préoccupations	22/06/2022 (0 fois)	NR
Équateur	193	Soulevée par la suite	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	États-Unis; Union européenne	Canada; États-Unis; Suisse; Uruguay	Santé des animaux	01/06/2004 (45 fois)	PR*
Équateur	498	Soulevée par la suite	Restrictions à l'importation de raisins et d'oignons imposées par l'Équateur	Pérou		Innocuité des produits alimentaires	05/11/2020 (6 fois)	NR
États-Unis	193	Soulevée par la suite	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	États-Unis; Union européenne	Canada; États-Unis; Suisse; Uruguay	Santé des animaux	01/06/2004 (45 fois)	PR*

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
États-Unis	439	Soulevée par la suite	Restrictions à l'importation de pommes et de poires imposées par les États-Unis	Union européenne		Préservation des végétaux	01/03/2018 (13 fois)	NR
États-Unis	471	Soulevée par la suite	Non-reconnaissance par les États-Unis du statut de zone exempte de parasites de l'Union européenne en ce qui concerne le longicorne d'Asie et le capricorne asiatique des agrumes	Union européenne		Préservation des végétaux	24/06/2020 (7 fois)	NR
États-Unis	493	Soulevée par la suite	Non-publication de la règle finale des États-Unis concernant l'importation d'ovins, de caprins et de certains autres ruminants	Union européenne		Autres préoccupations	05/11/2020 (5 fois)	NR
États-Unis	542	Nouvelle (soulevée ultérieurement en 2022)	Retards injustifiés des États-Unis dans l'ouverture de leur marché des agrumes	Brésil		Préservation des végétaux	22/06/2022 (1 fois)	NR

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Fédération de Russie	508	Soulevée par la suite	Fédération de Russie – Procédures d'autorisation des unités admissibles à l'exportation de poisson et de produits à base de poisson à destination de l'Union douanière eurasiatique	Inde		Autres préoccupations	25/03/2021 (2 fois)	NR
Fédération de Russie	525	Soulevée par la suite	Classement par la Fédération de Russie du thé dans la catégorie des "fruits et légumes"	Inde		Innocuité des produits alimentaires	14/07/2021 (3 fois)	NR
Fédération de Russie	540	Nouvelle	Notification SPS de la Russie G/SPS/N/RUS/241 concernant 11 nouveaux organismes de quarantaine	Inde		Préservation des végétaux	23/03/2022 (0 fois)	NR
Fédération de Russie	541	Nouvelle	Prescriptions de la Fédération de Russie en matière de certificats phytosanitaires pour les arachides et les graines de sésame	Inde		Préservation des végétaux	23/03/2022	Préservation des végétaux
Guatemala	413	Soulevée par la suite	Restrictions appliquées par le Guatemala aux produits à base d'œuf	Mexique		Innocuité des produits alimentaires	27/10/2016 (9 fois)	NR

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Inde	373	Soulevée par la suite	Coût élevé de la certification des exportations de mangues par les États-Unis	États-Unis	Brésil; République dominicaine	Préservation des végétaux	09/07/2014 (4 fois)	NR
Inde	484	Soulevée par la suite	Procédures d'homologation de l'Inde pour les produits d'origine animale	Fédération de Russie		Autres préoccupations	24/06/2020 (5 fois)	NR
Inde	497	Soulevée par la suite	Prescriptions à l'importation de l'Inde visant les légumineuses	Canada	Fédération de Russie	Préservation des végétaux	05/11/2020 (5 fois)	NR
Inde	501	Soulevée par la suite	Prescription de l'Inde concernant le certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM	Chine; États-Unis; Union européenne	Argentine; Australie; Brésil; Canada; Chili; Fédération de Russie; Japon; Nouvelle-Zélande; Paraguay; Thaïlande; Türkiye; Union européenne; Uruguay	Innocuité des produits alimentaires	05/11/2020 (6 fois)	NR
Inde	553	Nouvelle	Projet de Règlement modificatif de l'Inde sur l'innocuité des aliments et les normes alimentaires (importation)	Union européenne	Canada; Nouvelle-Zélande	Autres préoccupations	09/11/2022 (0 fois)	NR

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Inde	554	Nouvelle	Décret de l'Inde relatif à l'exigence prévoyant que les lots de produits alimentaires importés de lait, viande de porc, poisson et produits connexes soient accompagnés d'un certificat sanitaire	Union européenne	Canada; Chili; Japon; Norvège; Nouvelle-Zélande	Autres préoccupations	09/11/2022 (0 fois)	NR
Indonésie	441	Soulevée par la suite	Procédures d'approbation de l'Indonésie pour les produits d'origine animale et végétale	Fédération de Russie; Union européenne	Brésil; États-Unis; Philippines	Autres préoccupations	12/07/2018 (12 fois)	NR
Indonésie	537	Nouvelle (soulevée ultérieurement en 2022)	Projet de réglementation de l'UE sur les contaminants sous forme de métaux lourds dans les aliments transformés	Chine		Innocuité des produits alimentaires	23/03/2022 (1 fois)	NR
Japon	556	Nouvelle	Procédures d'approbation du Japon pour la viande de volaille	Fédération de Russie		Santé des animaux	09/11/2022 (0 fois)	NR
Jordanie	193	Soulevée par la suite	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	États-Unis; Union européenne	Canada; États-Unis; Suisse; Uruguay	Santé des animaux	01/06/2004 (45 fois)	PR*
Malaisie	193	Soulevée par la suite	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	États-Unis; Union européenne	Canada; Suisse; Uruguay	Santé des animaux	01/06/2004 (42 fois)	PR*

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Maroc	548	Nouvelle	Interdiction par le Maroc d'importer des plantes ornementales	Union européenne		Préservation des végétaux	22/06/2022 (0 fois)	NR
Mexique	193	Soulevée par la suite	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	États-Unis; Union européenne	Canada; États-Unis; Suisse; Uruguay	Santé des animaux	01/06/2004 (45 fois)	PR*
Mexique	489	Soulevée par la suite	Restrictions à l'importation de viande de porc imposées par le Mexique	Brésil		Santé des animaux	05/11/2020 (6 fois)	NR
Namibie	555	Nouvelle	Procédures d'approbation de la Namibie pour la viande bovine et la viande de petits ruminants	Fédération de Russie		Santé des animaux	09/11/2022 (0 fois)	NR
Nigéria	523	Nouvelle	Restrictions à l'importation de viande, de porc, de volaille, de lait et de produits laitiers, de matériel génétique et de bovins vivants appliquées par le Nigéria	Brésil		Autres préoccupations	14/07/2021 (2 fois)	NR
Panama	509	Soulevée par la suite	Retard indu du Panama dans le renouvellement des autorisations pour les usines des entreprises de pêche et d'élevage	Pérou	Costa Rica	Autres préoccupations	25/03/2021 (5 fois)	NR

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Panama	512	Soulevée par la suite	Restrictions concernant la procédure permettant de rétablir l'accès des pommes de terre et des oignons péruviens au marché imposées par le Panama	Pérou	Costa Rica	Autres préoccupations	25/03/2021 (5 fois)	NR
Pérou	193	Soulevée par la suite	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	États-Unis; Union européenne	Canada; États-Unis; Suisse; Uruguay	Santé des animaux	01/06/2004 (45 fois)	PR*
Pérou	544	Nouvelle (soulevée ultérieurement en 2022)	Non-application par le Pérou du principe de régionalisation pour la peste porcine africaine	Union européenne	Brésil	Santé des animaux	22/06/2022 (1 fois)	NR
Philippines	466	Soulevée ultérieurement	Restrictions commerciales imposées par les Philippines aux importations de viande	Fédération de Russie; Union européenne	Fédération de Russie	Santé des animaux	07/11/2019 (8 fois)	NR
Qatar	529	Soulevée ultérieurement	Nouvelles règles d'importation adoptées par le Qatar pour les produits laitiers	Union européenne	Nouvelle-Zélande	Innocuité des produits alimentaires	03/11/2021 (3 fois)	NR
Taipei chinois	193	Soulevée par la suite	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	États-Unis; Union européenne	Canada; États-Unis; Suisse; Uruguay	Santé des animaux	01/06/2004 (45 fois)	PR*

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Taipei chinois	521	Soulevée par la suite	Restrictions à l'importation de volaille et de viande de bœuf appliquées par le Taipei chinois	Brésil		Autres préoccupations	14/07/2021 (4 fois)	NR
Taipei chinois	538	Nouvelle (soulevée ultérieurement en 2022)	Nouvelle procédure du Taipei chinois pour la reconnaissance du statut de zone exempte de maladies animales infectieuses d'un pays étranger	Union européenne		Santé des animaux	23/03/2022 (2 fois)	NR
Thaïlande	527	Soulevée par la suite	Retard de la Thaïlande dans les procédures d'agrément de produits d'origine animale	Fédération de Russie		Autres préoccupations	03/11/2021 (1 fois)	NR
Thaïlande	539	Nouvelle (soulevée ultérieurement en 2022)	Prescriptions sanitaires de la Thaïlande visant les importations de cuir "wet blue"	Brésil		Autres préoccupations	23/03/2022 (2 fois)	NR
Union européenne	382	Soulevée par la suite	Législation européenne sur les perturbateurs endocriniens	Argentine; Chine; Équateur; États-Unis; Guatemala; Inde; Panama; Paraguay; République dominicaine	Afrique du Sud; Argentine; Australie; Bénin; Brésil; Burkina Faso; Burundi; Canada; Chili; Chine; Colombie; Corée, République de; Costa Rica; Égypte; El Salvador; Équateur	Innocuité des produits alimentaires	25/03/2014 (23 fois)	NR

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Union européenne (suite)					États-Unis; Fédération de Russie; Gambie; Ghana; Guatemala; Guinée; Honduras; Inde; Indonésie; Israël; Jamaïque; Kenya; Madagascar; Malaisie; Mexique; Mozambique; Nigéria; Non spécifié; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Panama; Paraguay; Pérou; Philippines; République centrafricaine; République dominicaine; Sénégal; Sierra Leone; Taipei chinois; Thaïlande; Togo; Uruguay; Viet Nam; Zambie; Certains Membres			

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Union européenne	446	Soulevée par la suite	Réexamen par l'UE de la législation relative aux médicaments vétérinaires	Argentine; États-Unis	Argentine; Australie; Brésil; Canada; Chili; Colombie; Japon; Norvège; Paraguay; Uruguay	Innocuité des produits alimentaires	12/07/2018 (9 fois)	NR
Union européenne	448	Soulevée par la suite	LMR de l'UE pour l'alpha cyperméthrine, la buprofénazine, le chlorothalonil, le chlorpyrifos, le chlorpyrifos méthyl, le diflubenzuron, l'éthoxysulfuron, le glufosinate, l'imazalil, l'ioxynil, l'iprodione, le mancozèbe, le molinate, le picoxystrobine et le tépraloxyméthyl	Colombie; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Équateur; États-Unis; Guatemala; Inde; Panama; Paraguay; République dominicaine	Argentine; Australie; Brésil; Canada; Chili; Colombie; Costa Rica; El Salvador; Équateur; États-Unis; Fédération de Russie; Guatemala; Honduras; Indonésie; Japon; Kenya; Malaisie; Nicaragua; Panama; Paraguay; Pérou; Philippines; République dominicaine; Türkiye; Uruguay; Certains Membres	Innocuité des produits alimentaires	01/11/2018 (8 fois)	NR

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Union européenne	503	Soulevée par la suite	Restrictions imposées par l'UE à l'exportation de chocolat et de produits à base de cacao en raison de l'application du Règlement (UE) de la Commission n° 488/2014 du 12 mai 2014 modifiant le Règlement (CE) n° 1881/2006 en ce qui concerne les teneurs maximales en cadmium dans les denrées alimentaires	Pérou	Colombie; Équateur; Indonésie; Malaisie	Innocuité des produits alimentaires	05/11/2020 (6 fois)	NR
Union européenne	504	Soulevée par la suite	Proposition de nouveau règlement de l'UE sur les produits composés	Australie; Chine; Fédération de Russie; Taipei chinois	Chine; États-Unis; Fédération de Russie; Japon; Malaisie; Nouvelle-Zélande; Taipei chinois; Philippines	Autres préoccupations	05/11/2020 (5 fois)	NR
Union européenne	518	Soulevée par la suite	Classement par l'UE de l'"anthraquinone" comme pesticide et LMR pour le thé importé	Inde		Innocuité des produits alimentaires	14/07/2021 (3 fois)	NR
Union européenne	519	Soulevée par la suite	Approche réglementaire de l'UE en matière de teneur maximale en contaminants	Canada	Brésil; Équateur; États-Unis	Innocuité des produits alimentaires	14/07/2021 (4 fois)	NR

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Union européenne	526	Soulevée par la suite	Retard de l'UE dans l'autorisation des importations de Samgyetang (soupe coréenne de poulet au ginseng)	Corée		Autres préoccupations	03/11/2021 (3 fois)	NR
Union européenne	533	Nouvelle (soulevée ultérieurement en 2022)	Restrictions de l'UE visant les importations d'épices et d'autres produits alimentaires du fait de l'application par la Commission européenne du Règlement (UE) 2021/2246 du 15 décembre 2021	Inde		Innocuité des produits alimentaires	22/06/2022 (1 fois)	NR
Union européenne	534	Nouvelle (soulevée ultérieurement en 2022)	Tolérances de l'UE à l'importation de certains pesticides en vue d'atteindre des objectifs environnementaux dans des pays tiers	Australie; Chine	Argentine; Brésil; Canada; Colombie; Costa Rica; Équateur; États-Unis; Guatemala; Kenya; Japon; Nouvelle-Zélande; Paraguay; Uruguay	Autres préoccupations	23/03/2022 (2 fois)	NR
Union européenne	535	Nouvelle (soulevée ultérieurement en 2022)	Restrictions de l'UE visant l'importation de collagène pour la consommation humaine	Chine		Innocuité des produits alimentaires	22/06/2022 (1 fois)	NR

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Union européenne	536	Nouvelle	Limites de résidus de l'UE pour l'oxyde d'éthylène et le dichloroéthanol	Chine		Innocuité des produits alimentaires	22/06/2022 (0 fois)	NR
Union européenne	543	Nouvelle (soulevée ultérieurement en 2022)	Reconnaissance par l'Union européenne du Mexique comme pays considéré par l'OIE comme présentant un risque négligeable d'ESB	Mexique	Brésil	Santé des animaux	22/06/2022 (1 fois)	NR
Union européenne	545	Nouvelle (soulevée ultérieurement en 2022)	Règlement de l'UE sur les certificats zoosanitaires/ officiels pour les produits d'origine animale	Chine		Autres préoccupations	22/06/2022 (1 fois)	NR
Union européenne	546	Nouvelle	Notifications par l'UE de la présence de matrine et d'oxymatrine dans le miel	Chine		Innocuité des produits alimentaires	22/06/2022 (0 fois)	NR
Union européenne	549	Nouvelle	Règlement de l'UE n° 396/2005 établissant des LMR pour les pesticides dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux, d'origine végétale et animale	Inde	Argentine; Brésil; Chine; Colombie; Costa Rica; Guatemala; Israël; Paraguay; Uruguay	Autres préoccupations	09/11/2022 (0 fois)	NR

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Union européenne	550	Nouvelle	Proposition de la Commission européenne visant à réduire la LMR actuelle concernant la "nicotine" pour le thé importé d'Inde (G/SPS/N/EU/581)	Inde		Innocuité des produits alimentaires	09/11/2022 (0 fois)	NR
Union européenne	551	Nouvelle	Règlements de l'UE n° 2021/405 et n° 2017/185 concernant la vitamine D3	Chine		Autres préoccupations	09/11/2022 (0 fois)	NR
Union européenne	552	Nouvelle	Augmentation par l'UE de la fréquence d'échantillonnage pour l'inspection des crevettes d'élevage et nouvelle liste d'établissements de pêche non autorisés à exporter des produits de l'aquaculture	Inde		Autres préoccupations	09/11/2022 (0 fois)	NR
Union européenne	558	Nouvelle	Restrictions imposées par l'UE à l'importation de viande d'autruche	Afrique du Sud		Santé des animaux	09/11/2022 (0 fois)	NR

Membre répondant à la préoccupation	N° PCS	En 2022	Titre	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	État d'avancement
Certains Membres	193	Soulevée par la suite	Restrictions générales à l'importation en raison de l'ESB	États-Unis; Union européenne	Canada; États-Unis; Suisse; Uruguay	Santé des animaux	01/06/2004 (45 fois)	PR*

* La PCS [193](#) est considérée comme résolue pour les Philippines; l'Arabie saoudite, Royaume d'; Singapour; la Türkiye et l'Ukraine.

Tableau B.3 – PCS pour lesquelles une mesure concrète a été prise au titre du Mémorandum d'accord en 2022⁶⁵

Numéro de PCS	Intitulé	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) appuyant la préoccupation	Membre(s) répondant à la préoccupation	Mot clé (sujet) principal	Date à laquelle la préoccupation a été soulevée pour la première fois (et nombre de fois par la suite)	Situation
185	Restrictions dues à la grippe aviaire	États-Unis; Union européenne	Australie; Canada; États-Unis; Suisse; Union européenne	Inde	Santé des animaux	17/03/2004 (16 fois)	PR / DS 430
356	Mesures phytosanitaires de l'UE concernant l'antracnose des agrumes	Afrique du Sud	Argentine; Brésil; Zambie	Union européenne	Préservation des végétaux	26/06/2013 (5 fois)	NR / DS 613
394	Suspension temporaire de la délivrance de certificats phytosanitaires d'importation pour les avocats imposée par le Costa Rica	Guatemala; Mexique	Afrique du Sud; États-Unis; Ghana; Guatemala; Venezuela	Costa Rica	Préservation des végétaux	15/07/2015 (4 fois)	NR / DS 524
432	Restrictions visant la viande de volaille imposées par l'UE en raison de la détection de salmonelles	Brésil		Union européenne	Innocuité des produits alimentaires	02/11/2017 (3 fois)	NR / DS 607
495	Restrictions à l'importation des produits d'origine animale ou végétale imposées par le Panama	Colombie; Costa Rica		Panama	Autres préoccupations	05/11/2020 (0 fois)	NR / DS 599

^b Des procédures de groupes spéciaux ont été engagées dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC. Pour plus de renseignements, voir https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/dispu_f.htm.

⁶⁵ Veuillez noter qu'un hyperlien figurant dans le numéro d'identification renvoie à la PCS correspondante figurant dans le SPS IMS la base de données sur les préoccupations commerciales pour de plus amples détails sur la préoccupation soulevée.